

Hussein Dey
UN MORT ET 70 BLESSÉS DANS
LE DÉRAILLEMENT D'UN TRAIN P.3



Publicité

بنك التنمية المحلية
 BANQUE DE DÉVELOPPEMENT LOCAL

BDL

FINANCE votre LOGEMENT
 au moyen du
CREDIT IMMOBILIER
A TAUX BONIFIÉ par l'Etat
BDL
 une banque qui se modernise
 pour mieux vous servir

Centre d'appels : 021 64 16 16 www.bdl.dz

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information D'ORAN

ACTUALITÉ VUE
 AUTREMENT

P.6 à 18

UNE COUPE ET DES RÉCUPÉRATEURS

EL YAZID DIB

Chute des cours du brut
L'ARABIE SAOUDITE
SE TIRE UNE BALLE
DANS LE PIED

RECHIS RABAH



BHL, une tchaqlala tunisienne
AKRAM BELKAÏD



La grande victoire
 de Moncef Marzouki
ABED CHAREF

DÉPUTÉS,
DITES-VOUS ?

CHERIF ALI

QUE VEUT
LE POUVOIR ?

KAMEL KACHER

VOYAGER SOUS
LES TROPIQUES AVEC
UN PASSEPORT ALGÉRIEN

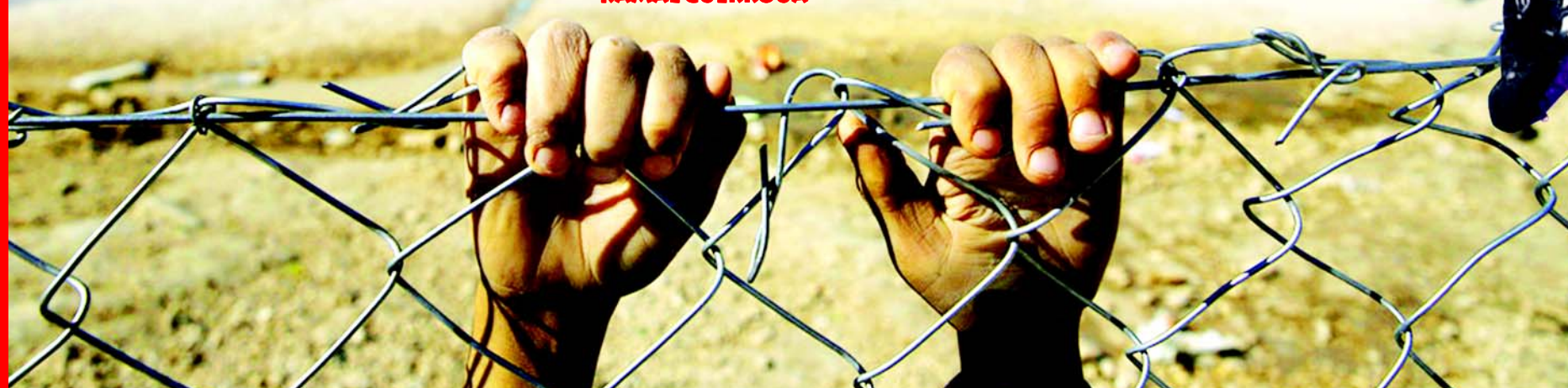
KOHLER WILLIAM

Bronca sondagière contre François Hollande
PIERRE MORVILLE

- Quand la toile d'araignée survit à la tarentule mère
ABDELHAMID CHARIF
- La procédure d'admission au séjour du salarié algérien en France
FAYÇAL MEGHERBI
- Histoires de famille ! Histoire du pays !
B. AHCENE-DJABALLAH
- Quand le présent n'est pas à la hauteur du passé !
AHMED FARRAH
- Université : le temps des manœuvres
AHMED CHENIKI
- Les bras m'en sont tombés !
BOUCHAN HADJ-CHIKH
- Les incertitudes d'une évolution économique
DRISS EL MEJDOUB
- Le Forum des pays exportateurs de gaz peut-il donner naissance à l'OPEP du gaz ?
HENNI MEKKI

L'AFRIQUE, CE CONTINENT DE L'ANTI-DÉMOCRATIE

KAMAL GUERROUA



Usine de Oued Tlélât Bouchouareb demande à Renault un «effort pour les prix»

«Au regard de toutes les facilitations que vous avez eues -tout ce que vous avez demandé, vous l'avez eu- nous attendons de vous un effort pour les prix.»

Ghania Oukazi

C'est la phrase qui résume clairement les concessions que l'Algérie a été obligée de faire à la France pour que le groupe Renault accepte d'installer une de ses sociétés à Oued Tlélât, près d'Oran. C'est peut-être la phrase de trop que le ministre de l'Industrie et des Mines ne devait pas prononcer, hier, pour éviter de laisser libre cours à toutes les interprétations possibles et imaginables qui pourraient lui être données. Une des plus possibles, est d'ordre politique. A l'époque de la négociation du projet avec la France, Bouteflika se préparait à trouver la parade pour se lancer dans la quête d'un 4^{ème} mandat présidentiel. Le soutien du président français, François Hollande, lui était plus que nécessaire, en cette période où l'Occident avait déclenché ce qu'il a qualifié, vulgairement, de «printemps arabe», ceci pour changer d'interlocuteurs, au plus haut sommet des Etats arabes.

Abdesselem Bouchouareb a formulé la demande de «l'effort» après que le représentant du groupe automobile français Renault ait terminé son intervention. «Dieu merci, il n'y a jamais eu de désaccord», avait déclaré le PDG de Renault production de l'usine d'Oran, résumant ainsi l'état d'obéissance de l'Algérie, face aux demandes et conditions des Français. Le responsable français a rappelé que pour ce partenariat algéro-français, pourtant purement économique et commercial, les chefs d'Etat des deux pays ont signé, le 12 février 2012 «le pacte des actionnaires.» Il a été remarqué, tout au long, des discussions, sur ce projet, que c'était le gouvernement algérien qui s'était chargé de médiatiser, à tout bout de champ, «le bon rythme des négociations et la parfaite entente des actionnaires.» Il l'a fait d'une manière parfaite.

«RENAULT EST TRÈS FIER DU MARCHÉ ALGÉRIEN»

La société Renault Algérie a été créée, à Oran, en janvier 2013. «C'est un projet stratégique pour les deux pays», a noté son PDG. Il affirme même que «Renault est très fier du marché algérien, c'est le plus important dans le monde.» Il a souligné que «toutes les administrations algériennes nous ont permis d'aller très très vite et les lois algériennes ont été, strictement, respectées.» C'est, selon lui «un projet par étapes, à raison de 25.000 véhicules, dans un premier temps, pour aller vers 75.000, dans quelques années.» En prévision «intégrer tous les métiers automobile», dit-il. Pour un début «il y a la tôlerie, la peinture et l'emplissage.» Il rassure «le succès va venir sans aucun doute.»

Structuration du projet, bien que la règle 51/49 ait été respectée à raison des 49 pour le partenaire français et des 51 divisés entre 2 entités algériennes, SNVI et le CNI, la partie française a, pratiquement, noyé son impact dans «le cahier» des lourdes conditions qu'elle a posées, pour, enfin, accepter d'installer son groupe à Oran. «Le véhicule 'Made in Algérie', pour qu'il soit accessible aux Algériens, il fallait restituer le crédit à la consommation», a dit le PDG de la société 'Renault production Oran'. Ce qui a été d'ailleurs fait malgré les agitations du ministère des Finances. Il a juste fallu donner à la décision du gouvernement de le réinscrire dans sa Loi de finances, un caractère «populaire et populiste.» C'était, donc, au Secrétaire général de l'UGTA qui avait été chargé de claironner sa restitution, haut et fort, à chaque fois qu'il était face à la presse. Renault a accepté de ne produire que la Symbol,

le bas de sa gamme. Pour ce qui est de l'intégration locale, le PDG précise qu'«il y a quelques pièces plastiques depuis quelques semaines.» Il fera savoir, cependant, qu'un joint-venture a été signé avec un partenaire algérien pour que «les sièges arrivent, directement, d'une région algérienne à l'usine.»

QUAND L'HISTOIRE RAPPELLE À L'ORDRE

Le PDG de l'usine «Renault production Oran» ne manque pas de souligner que «nos sous-traitants doivent être qualifiés» pour soutenir qu'en attendant, «il vaut mieux importer les pièces de rechange.» Montée sur un périmètre où était implantée la défunte Sonitex, liquidée, celle-là, pour être bien fermée, la société Renault emploie «quelques expatriés pour le transfert de technologie», mais a recruté la main-d'œuvre locale. «Dans un mois, 87% des personnels seront strictement algériens», promet le PDG. Il indique que «le véhicule est 100% nouveau, il est équipé d'un système GPS, c'est une première en Algérie.» Ce qui fera dire au ministre de l'Industrie et des Mines que «c'est le haut de gamme.» Bouchouareb demandera, alors, gentiment, au responsable français d'être clément en matière de prix en lui rappelant «toutes les facilitations que vous avez eues, tout ce que vous avez demandé, vous l'avez eu.» La seule concession que l'Algérie semble avoir rejetée c'est l'inauguration, un 2 novembre, du 1^{er} véhicule sorti de cette usine. «C'est au lendemain du 1^{er} Novembre, date du déclenchement de la Révolution algérienne contre le colonialisme français, on ne peut inaugurer un produit français, juste le lendemain de cette date historique, marquant pour cette année, son 60^{ème} anniversaire», nous avait dit un haut responsable. Annoncé, en effet, pour le 2 novembre dernier, selon son PDG d'ailleurs, la sortie du 1^{er} véhicule Renault, à Oran, se fera le 10 de ce même mois, c'est-à-dire lundi prochain.

Le représentant d'Airbus a choisi, lui, de présenter l'hélicoptère pour attirer l'attention de l'armée algérienne sur son importante utilité, dans ces moments où la sécurité des frontières du pays doit être renforcée. «Airbus hélicoptère» est le marché le plus important dans le secteur militaire», a-t-il commencé par dire. L'hélicoptère peut, selon lui, servir pour les services des urgences, les recherches, la reconnaissance des lieux, le transport des passagers VIP mais surtout des troupes et aussi le personnel pétrolier, la surveillance du maintien de l'ordre, dans les combats... «L'Algérie se trouve dans une position tout à fait intéressante, elle est la jonction entre l'Europe et l'Afrique», a-t-il précisé.

«UNE BELLE HISTOIRE QUI CONTINUE...»

Pour qu'il pense à ouvrir «une antenne», il demande en premier «la facilitation de l'acte d'investir, des procédures administratives et des modes de financement.» Il veut que le gouvernement algérien «encourage les capitaux étrangers.» Il fait savoir qu'il souhaite développer des partenariats importants «dans le cadre des relations franco-algériennes qui sont très bonnes.» Le directeur des offsets et compensations du constructeur aéronautique français 'Airbus hélicoptère', propose la constitution de groupes de travail mixtes «pour discuter, réfléchir et définir ce que nous pouvons faire ensemble.» Le ministre de l'Industrie et des Mines lui dit «nous voulons renforcer notre industrie dans son segment mécanique, pourquoi pas ajouter votre expé-

Conférence sur le Développement économique et social La révision du statut de l'entreprise publique, un impératif

Z. Mehdaoui

Les travaux de la conférence sur le Développement économique et social se sont poursuivis, hier, à la résidence d'Etat 'Club des Pins'.

La deuxième journée a été consacrée à des débats, en plénière, notamment sur le thème relatif aux «conditions d'efficacité du secteur public marchand, à travers sa réorganisation et l'amélioration de sa gouvernance».

Plusieurs opérateurs économiques et experts, en la matière, ont mis en exergue la nécessité de libérer les compétences, l'esprit d'initiative et la prise de décision des cadres dirigeants, des entreprises publiques et ce, dans la perspective d'une meilleure performance et compétitivité du secteur public.

Contrairement à ce qui est galvaudé par les responsables algériens, à tous les niveaux, les experts qui sont intervenus, hier, étaient presque unanimes pour affirmer que le statut juridique de l'entreprise publique algérienne, en vigueur, ne lui permet pas d'évoluer, de se développer, normalement, pour atteindre le niveau de performance tant souhaité.

L'impératif de révision du statut en question est primordial pour redéployer les entreprises, relevant du secteur public, attestent plusieurs intervenants. Le code des marchés publics, en vigueur, figure, par ailleurs, en tête de liste des obstacles que rencontrent les entreprises, de l'avis des participants aux débats.

Le code des marchés publics qui



oblige les sociétés du domaine public, à recourir aux appels d'offres pour assurer leurs commandes en matières premières et en équipements est l'une des principales raisons qui causent des retards considérables, dans la réalisation des projets, ont clairement souligné des intervenants.

«La lenteur des délais dans la procédure des appels d'offres nous fait perdre beaucoup de temps et engendre des coûts supplémentaires que les entreprises pourraient éviter si les négociations des marchés se faisaient au gré à gré», a déclaré, hier, Messaoud Zehar, P-dg du groupe industriel du papier et de la cellulose (Gippec). Ce dernier n'ira pas par quatre chemins pour souligner que la révision de la réglementation, régissant les marchés publics est un impératif pour permettre aux entreprises de l'Etat d'assurer une gestion,

dans des conditions similaires à celles du secteur privé.

L'absence de vision et de perspectives, la rémunération faible des cadres dirigeants des entreprises publiques, sont quelques écueils relevés, par le même responsable, qui appelle, solennellement, à se débarrasser de «l'emprise» à laquelle est soumis le cadre, pour un meilleur redéploiement de l'entreprise étatique.

A noter que les travaux de la conférence sur le Développement économique et social, se poursuivront jusqu'à, aujourd'hui, jeudi.

La rencontre sera couronnée, nous a affirmé le conseiller en communication du ministère de l'Industrie et des Mines, Mehdi Zentar, par des recommandations sur l'amélioration du climat général des affaires, du développement de l'entreprise et de la croissance économique.

ANALYSE

Kharroubi Habib

En économie comme en politique, nécessité d'un consensus national

Abdelmalek Sellal et Abdesalem Bouchareb son ministre de l'Industrie et des Mines ambitionnent d'insuffler à l'économie nationale une dynamique qui en ferait une économie diversifiée, émergente au taux de croissance de 7% à l'horizon 2019. Cet avenir «radieux» pour notre économie nationale, les deux hommes ne sont pas les seuls à l'avoir fait miroiter. Tous ceux à

qui ils ont succédé aux postes qu'ils occupent se sont eux aussi déclarés mobilisés et travaillant à la concrétisation de cette ambition à laquelle chacun a fixé un horizon sans cesse reporté au gré de leurs successions dans l'appareil gouvernemental.

Depuis le temps que nos gouvernants proclament que la politique économique qu'ils suivent a pour objectif de faire de l'Algérie un pays émergent, leur bilan se devrait d'établir que pour le moins le pays est en passe d'atteindre à ce statut. La réalité est pourtant tout autre. L'économie algérienne telle qu'est sa situation actuelle est loin, bien loin d'être celle d'un pays en voie d'être émergent. L'Algérie a certes enregistré en cette dernière décennie des réalisations et des performances qui ont stoppé la tendance régressive dans laquelle son économie a été plongée dans les années 80-90.

D'ambitieux programmes de relance ont été échaudés pour sauver ce qui pouvait l'être et relancer cette économie en insufflant à ses secteurs d'activité la dynamique et l'environnement propices à leur développement. Dire que rien n'a été fait dans ce sens est une contrevérité qui ne contribue pas à l'appréhension objective de la situation réelle de l'économie nationale et de ce qu'il y a lieu de changer ou de corriger dans la politique vouée à sa promotion.

rience à ce groupe ?!» Il le rassure «c'est la meilleure solution qu'on puisse réaliser, dans le cadre de la relation algéro-française, l'intérêt est enregistré, je prends acte.»

Bouchouareb enchaînera avec le spécialiste américain en machinisme agricole pour déclarer «on a commencé avec vous, une belle histoire qui continue.» Installé, en 2012, à Constantine, l'objectif des patrons de l'usine américaine de construction de tracteurs est clair : «l'Algérie est la porte d'entrée pour l'Afrique

et se situe aux portes de l'Europe. «Il est prévu qu'ils construisent, cette année, 2.000 tracteurs, pour les besoins algériens et en 2017, ils promettent d'en faire 5.000 «pour l'exportation vers les pays africains limitrophes.» Pour peu, ajoute leur représentant «que le marché algérien soit satisfait. «Avant de quitter la tribune de la conférence sur le développement économique et social qui se tient, depuis mardi, au palais des Nations de 'Club des pins', il déclare «nous voulons aider l'Algérie à être capable de nourrir

sa population.» Les travaux prennent fin, aujourd'hui, jeudi avec la promesse du ministre de l'Industrie et des Mines que «toutes les recommandations des différents ateliers seront prises en considération par le gouvernement.» Plusieurs thèmes sont débattus, depuis hier, en ateliers. Les mêmes questions et préoccupations sont posées par les patrons et hommes d'affaires. Le mode opératoire pour faire émerger une économie productive, créatrice de richesses n'est pas encore «trouvé.»

Tirage du N°6065
119.621 exemp.

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction
041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.
Ouargla : S.I.A.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algéroise
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57
Pub
Tél. : 021. 64.96.44

Rédaction Constantinoise
Tél. : 031.87.19.81 - Fax : 031.87.19.80
Diffusion : Ouest: SEDOR Tél.: 041.58.85.52
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE - Sud: TDS

Hussein Dey

Un mort et 70 blessés dans le déraillement d'un train

Le déraillement d'un train de voyageurs, composé de plusieurs rames automotrices électriques, assurant la liaison Alger - Thénia (banlieue Est), survenu hier à 8 h 20, à proximité de la gare ferroviaire d'Hussein Dey, a fait un mort et 70 blessés, selon le bilan de la protection civile.

R. N.

Les blessés ont été évacués vers l'hôpital Mustapha Bacha, indique la Protection civile qui affirme avoir mobilisé «d'importants moyens humains et matériels» pour la prise en charge des victimes, «dont une vingtaine d'ambulances dépêchées des unités d'intervention de la wilaya d'Alger et ceux de l'unité nationale d'instruction et d'intervention comme renfort».

Le directeur général de l'hôpital Mustapha Pacha, Rabah Bara, cité par l'APS, avait affirmé, pour sa part, que les services d'urgences de cet établissement ont accueilli 93 blessés précisant que 40 d'entre eux avaient quitté la structure après avoir reçu les soins nécessaires. Il a expliqué qu'un blessé a été placé en réanimation et que son état était stable. Les services de l'hôpital ont publié une liste

nominate des blessés admis dans cette structure sanitaire.

Le Premier ministre Abdelmalek Sellal, accompagné du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abdelmalek Boudiaf, s'était rendu sur les lieux de l'accident. Le train électrique devait être aiguillé à hauteur de la gare d'Hussein Dey, pour céder le passage au train rapide Alger - Oran (qui démarre à 7 h 45 à partir de la gare Agha). Plusieurs rames ont déraillé vers 8 h 20. Selon un syndicaliste, «c'est l'enquête qui déterminera les circonstances exactes de l'accident». «Il est encore tôt, précise-t-il, pour parler de problème technique ou de signalisation, ou bien d'une erreur humaine». Notre source précise que le conducteur du train se trouve parmi les blessés. L'ensemble du trafic ferroviaire, de et vers Alger, était suspendu hier, et devrait reprendre progressivement à partir d'aujourd'hui.

Scènes de panique à la gare de Hussein-Dey

«J'ai vu quelqu'un qui avait le visage en sang, des gens affolés qui couraient dans un état second, des femmes hébétées» à la gare de Hussein-Dey, raconte Nabila à l'APS, quelques instants après le déraillement du train Alger - Thénia de 8 heures, hier matin. Le spectacle est hallucinant : deux voitures, la 104 et la 126 du train assurant la ligne urbaine Alger - Thénia, très fréquentée par les étudiants se rendant aux universités de Bab Ezzouar, Blida et à Boumerdès notamment, sont emboîtées l'une sur l'autre, la seconde très inclinée vers la droite. Le déraillement du train électrique N. 33 de 8 heures Alger - Thénia a fait, selon un bilan provisoire, un décès, une personne trouvée «sous une voiture, le corps pratiquement déchiqueté», selon des témoins, et 70 blessés. Sur place, les trois voitures du train N. «33» étaient disloquées, en forme de «X», en travers la voie. Les câbles électriques jonchaient la voie où étaient également éparpillés des morceaux des voitures accidentées, dont l'une était éventrée, sur toute sa largeur. Seule la troisième voiture, le dernier compartiment, a été épargnée par ce déraillement. Derrière, le rapide Alger - Oran, qui devait passer en priorité, a été stoppé dans sa course in extrémis. «Le train de banlieue Alger - Thénia devait être aiguillé à quelque 150 mètres de la gare de Hussein-Dey, une légère déviation pour permettre au rapide Alger - Oran,

fonctionnant au diesel, de passer en priorité. Ce dernier train ne devait pas s'arrêter à la gare de Hussein-Dey», explique un cadre de la SNTF. L'accident, «pour des raisons que l'enquête va déterminer, s'est produit au moment de l'aiguillage. La voiture de tête est sortie de la voie, et a été heurtée de plein fouet par la seconde voiture», raconte le même responsable à l'APS. Les équipes techniques de la SNTF et une commission d'experts qui sera constituée dans les toutes prochaines heures, selon les recommandations du Premier ministre Abdelmalek Sellal, devraient déterminer les causes exactes de cet accident, très rare et le seul à être enregistré jusqu'à présent en gare dans la wilaya d'Alger. «Nous allons d'abord examiner les données du tachymètre du train» pour en savoir un peu plus sur ce déraillement, explique un responsable de l'exploitation à la SNTF sous couvert d'anonymat. A la différence des avions qui ont deux enregistreurs de vol (boîtes noires, Flight data recorder et Voice cockpit recorder), les trains ont un tachymètre contenant les paramètres de circulation et de fonctionnement des moteurs et des bogies. Le déraillement du «33» Alger - Thénia s'est produit juste sous la bretelle de l'autoroute menant vers Kouba et Bir Mourad Raïs. La circulation automobile était très difficile sur ce tronçon, ainsi que sur l'Avenue de l'ALN, parallèle à la voie ferrée.



Ph.: Rachid K.

Le ministère des Transports met en place une commission d'enquête

Une commission d'enquête a été mise en place, au ministère des Transports, suite au déraillement, mercredi matin, d'un train assurant la liaison Alger-Thénia, à proximité de la gare ferroviaire de Hussein Dey. «Suite au déraillement, mercredi matin, du train assurant la liaison Alger-Thénia, à proximi-

té de la gare ferroviaire de Hussein Dey, il a été procédé, sur instruction du ministre des Transports, d'une commission d'enquête, sous la supervision de l'Inspection générale», indique un communiqué du ministère. La Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) a, de son côté, procédé à la mise en place d'une

deuxième commission, à son niveau, ajoute le communiqué précisant qu'une cellule de crise mixte a été mise en place pour le suivi des opérations d'évacuation du lieu de l'accident des débris du train et le réaménagement de la ligne ferroviaire, endommagée, en vue de la reprise du trafic ferroviaire.

Raina Raïkoum

Moncef Wafi

Réminiscences d'un passé pas si lointain

Je revins à la kitchenette en cherchant, du regard, un reste de marc pour me préparer un noir, un cœur d'Arabe comme disait ma mère, mais ne trouvai qu'un fond douteux et trois cafards qui se promenaient, en me narguant, certainement, sur l'évier. Je haussai les épaules plus par lassitude que par dépit et posai mes fesses sur une chaise en bois branlante. Je réfléchis vite au programme de la journée, ce qui eut le don de m'entermer un peu plus. Le boulot. Les morts. La propagande. La misère. Les intouchables. La peur de l'autre, des murs et des consciences. De mourir avant d'avoir vécu. De la politique et de ses dessous sales, des mauvaises nouvelles, de l'amour impossible et celui à mille balles (...). Puis, le soir, à compter les cadavres. A refaire le monde avec des si et des peut-être. A faire des rencontres impossibles avec des ivrognes que la vie a torchés. C'était il y a vingt ans déjà. C'était presque hier. La roue du temps a tourné, écrasant les indécis et les retardataires, ceux qui n'avaient pas encore compris qu'une page de l'histoire de l'Algérie avait été tournée. Déchirée pour une gloire personnelle qui allait durer. C'était le temps où l'homme ne valait que par sa parole donnée et ses actes sur le terrain. Ni compromis, surtout ni compromissions par rapport à ses valeurs. Mais voilà que le temps a changé, que les hommes ont commencé à calculer, puis à avoir peur de perdre ce qu'ils ont calculé. Les

libellés et les commissions ont pris le dessus sur les omissions de l'histoire. L'Algérie du chantier a remplacé l'Algérie du maquis et les colonels de la lutte antiterroriste ont pris leur retraite d'office. L'Algérien de service est devenu la référence dans le domaine et les compétences sont mortes, étouffées par la bureaucratie et l'Ansej. L'histoire de l'Algérie, de 54 à nos jours, de Massinissa à Ben M'hidi a toujours été occultée, escamotée puis cachée à nos yeux et on ne saura la vérité sur ce qui s'est passé qu'après 135 années après la divulgation de l'enquête sur la mort de Kennedy, c'est dire. Mais il est de notre devoir de nous approprier la part de mémoire de cette décennie noire qui a tué des héros et enfanté des monstres qui, aujourd'hui, assis à la tête de fortunes bâties de sang et de mensonges, font et défont notre pays. Il est du devoir de chacun de nous de demander des comptes sur un épisode de l'Algérie pas plus vieux que le plus âgé de nos aînés et de connaître qui est qui ? Qui est le héros anonyme ? Qui est le lâche de service qui se retrouve aujourd'hui maître de nos destins ? On ne demande ni de réécrire l'histoire, ni de nous inventer une fable pour plaire, mais seulement de nous chuchoter la vérité. Puis après on verra...

Education

Les revendications de la FNTE discutées «sérieusement» par la tutelle

La Fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE) a indiqué mercredi que toutes ses revendications socio-professionnelles avaient été discutées «sérieusement» par la tutelle, appelant les travailleurs de l'éducation nationale à «faire preuve de responsabilité et à prendre la bonne décision». Dans un communiqué publié à l'issue de sa réunion dimanche dernier avec la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, le syndicat affilié à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA) a précisé que toutes les

revendications socioprofessionnelles soumises à la tutelle «ont été discutées sérieusement» lors de la rencontre, appelant les travailleurs de l'éducation nationale à travers les wilayas du pays à «faire preuve de responsabilité et à prendre la bonne décision».

L'accord conclu porte notamment sur le dossier du statut particulier qui reste «ouvert au débat et au dialogue en vue de trouver des alternatives», a souligné le syndicat.

Concernant les indemnités d'expérience pédagogique et d'encadrement, la FNTE a fait

savoir que le ministère de l'Education «a pris en charge la question et promis de la régler définitivement dans les plus brefs délais». Quant au dossier des promotions, le syndicat a rappelé que la tutelle avait réservé tous les postes ouverts cette année à la promotion interne sans recourir au recrutement externe. La question de la prime d'encadrement des examens officiels «a été tranchée par l'inclusion des travailleurs des services économiques dans la fiche technique des examens de 2015», a ajouté le communiqué.

ARTISAN GLACIER & Pâtisserie moderne

Nous vous accompagnons du début jusqu'à la fin



**Formation
gratuite
Italie et Algérie**

**Equipements
Agencements**

Matière première pour glaces et pâtisseries modernes

**Matières
premières &
Emballages**



**un Projet
d'avenir
«Clé en MAIN»**

www.zgsp-dz.com

**Ain Benian- Alger . 021 306 686 / 021 30 65 65
0550 432 601 / 0560 170 770 / 0550 022 200**

Ecole Supérieure des Technologies de la Santé "MERIEUX" Collège CDI
Porte Ouverte
Coopération Algéro-Canadienne

Vous voulez poursuivre vos études au Canada ? Après ou avant le Bac ? En collaboration avec le Collège CDI (Canada) l'Ecole Supérieure des Technologies de la Santé « MERIEUX » vous offre cette opportunité en vous proposant des programmes d'études dans le domaine des affaires, de la technologie et des soins de santé.

**Un agent conseil de
CDI Montréal
donnera des informations
le Samedi 8
novembre 2014 à 9h
sur les différentes
formations proposées
par le Collège Delta
International**



Renseignements & Lieu

Adresse : 18, rue Bouras Belkacem - Savignon - 31000 Oran - Algérie

Tél : 05 61 66 36 12
05 61 66 36 10

Site : www.ecolemerieux.com


collège 

L'école Merieux vous souhaite la bienvenue

BUHLER

CONDOLEANCES

Le Directeur Général de Buhler AG, Monsieur Calvin Grieder, l'ensemble du personnel Uzwil Suisse ainsi que le personnel de Buhler Algérie, très affectés par le décès du père de :

Monsieur Mohamed MOULA

Présentent à sa famille leurs sincères condoléances et les assurent en cette pénible circonstance, de leur profonde sympathie ainsi que de leur soutien.

Que Dieu, Le Tout-Puissant, accorde au défunt Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

L'USINE MCL

ZI ES-SENIA ORAN

OFFRE SPECIALE
DU 20/10/2014 AU 31/12/2014
- 20%
SUR FABRICATION ET RENOVATION

Pizzeria, restaurant, cafeteria, hotel ... notre équipe de professionnels est à votre disposition pour rénover, réparer, fabriquer sur mesure : banquettes, fauteuils, chaises, tables, comptoirs ... vente tenues de cuisiniers, serveurs...

VOTRE PARTENAIRE DEPUIS 10 ANS
 l'usine ouverte du samedi au jeudi de 8h à 17h
 Tel: 041.51.51.37-0555.03.01.75 www.sarl-mcl.com







MAÎTRE BOUSEFSAF BENFREHA
 COMMISSAIRE-PRISEUR
 PRES LE TRIBUNAL DE MASCARA
 13, RUE YAGOUR BOUAMRANE -
 FG DE SIDI-MOUFFOK
 TEL ET FAX : 045-71-95-28 - MASCARA -

AVIS DE VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES ET PAR SOUMISSIONS CACHETEES

Le 13 Novembre 2014 à 10 heures, il sera procédé à la vente aux enchères publiques et par soumissions cachetées au sein de l'Entreprise de Bouteilles à Gaz - Zone Industrielle à KHESSIBIA (MASCARA)

Lot 01 : Semi-œuvres (Réchauds).
Lot 02 : Lampes.
Lot 03 : Matériel de soudure.
Lot 04 : Ecran de chauffe + Détendeur.
Lot 05 : Vannes.
Lot 06 : En cours Accessoires Appareils

CONDITIONS : Conditions de vente habituelles (Voir listing) contre paiement de 300.00 DA.

LE COMMISSAIRE-PRISEUR

**OFFICE PUBLIC
DE COMMISSAIRE-PRISEUR**
Maître TAYANE HASNI
 23, RUE MOHAMED KHEMISTI -
 ES SENIA -
 Tél : 041.58.20.60 - 0770.30.13.31

AVIS DE VENTE AVEC ADMISSION DE SOUMISSIONS CACHETEES

Le Mercredi 12 Novembre 2014 à 9 h 30 à l'Office du Commissaire-priseur

- 1 TR SHAANXI 00410-509-31 avec Carte Grise (En bon état)

CONDITIONS DE VENTE :
Conditions habituelles.

**LE COMMISSAIRE-PRISEUR
MAÎTRE TAYANE HASNI**

Local - Oran - Akid Lotfi

Vends local 3 façades, 5 vitrines avec terrasse et grand parking accessible.

**Rue donnant sur C.C.O.
centre de convention
le Méridien. (2 min à pied)
et le grand boulevard.**

Surface : 90 m² avec sanitaires, doté de 3 rideaux électriques et 2 rideaux accordéon.
Convient pour toute activité.
Quartier très bien animé toute l'année.

**Prix demandé :
37 000 000 DA**

**Tél : 06 66 73 47 93
PAS D'INTERMEDIAIRE SVP**



pierre cardin
paris
MAISON

MATELAS ATLAS

Sis Z.I Es-Sénia Oran
Créateurs dans la Literie depuis 1965
Distributeur Officiel Pierre Cardin en Algérie

La société SAM ATLAS, Fabrication Matelas à Ressorts, Mousse Polyuréthane, Sommier à Lattes et Lits Capitonnés, vous invite à visiter son stand au salon du Design, décoration intérieure et hôtellerie du 06 au 10 Novembre 2014 au Centre des Conventions d'Oran.

Pour plus d'information, merci de nous contacter :

Tel : 041515339 / 041515340
E-mail : contact@atlasmatelas.com

Réveillon 2015

SHARM SHEIKH / CAIRE
127 000 DA

BILLET + TRANSFERT + HÔTEL EN ALL INCLUSIVE
EXCURSION PYRAMIDE SPINKS
DU 27 DÉCEMBRE AU 03 JANVIER

MALAISIE. KUALA LUMPUR
170 000 DA

BILLET AVION AVEC QATAR AIRWAYS
HÔTEL PRINCE 5 ETOILES
TRANSFERT ET EXCURSION
DU 25 DÉCEMBRE AU 03 JANVIER

ISTANBUL
130 000 DA

BILLET DÉPART ORAN AVEC TURKISH AIR LINES
HÔTEL 5 ETOILES HOLIDAY INN TOPKAPI
VISA + 2 EXCURSIONS
DU 27 DÉCEMBRE AU 03 JANVIER

www.lowcostalgerie.com

LOWCOST VOYAGES

041 538 923
0561 757 809
0555 348 764

hotec

Hotel Concept

La société HOTEC, le Spécialiste Européen du Mobilier Pour Hôtel vous annonce l'ouverture d'une représentation en Algérie et vous invite à visiter son stand (n° 41) au Salon de l'Ameublement et de l'Hôtellerie Home Design du 06 au 10 Novembre au Centre des Conventions d'Oran.

Pour plus d'information, merci de nous contacter sur :

- Tél : 00213 661 20 33 20
- contact@hotec-algerie.com
- www.hotec-algerie.com

CICR

De bons points pour l'Algérie



M. Aziza

La vice-présidente du comité internationale de la Croix-Rouge (CICR), Christine Beerli, a affirmé hier que l'Algérie a enregistré "de nets progrès" en matière d'amélioration des conditions de détention et de respect des droits de l'homme dans les lieux de garde à vue et de détention. Et ce de depuis la réforme pénitentiaire engagée par le pays en 2003, a-t-elle précisé.

"Cela ne veut pas dire qu'il n'y a aucun problème", a-t-elle répliqué à une question d'un journaliste qui a évoqué l'existence de certains dépassements en matière de garde à vue, faisant référence à des rapports rédigés par des ONG.

La vice-présidente de la Croix-Rouge a précisé, hier, lors d'une conférence de presse tenue à l'hôtel El Djazair, que ce constat n'est pas définitif. Et de souligner que la délégation du CICR poursuit son travail à travers différents établissements pénitentiaires en Algérie. Interrogée sur la véracité de l'information faisant état de la création d'un bureau de la Croix-Rouge dans le sud du pays, à Tamanrasset plus exactement, pour la gestion des flux migratoires, la conférencière a affirmé que son comité ne prévoit pas une telle action. "Notre délégation se rend régulièrement en Algérie, et la situation ne suscite pas la mise en place d'un tel bureau". Elle dira que le Croissant-Rouge algérien a la possibilité de prendre en charge ces migrants. Elle poursuit en affirmant que la Croix-Rouge ne peut engager une action pareille sans l'aval du Croissant-Rouge, puisqu'on travaille en partenariat.

Sur les solutions idoines pour la prise en charge des flux migratoires, la vice-président du comité international de la Croix-Rouge est tout à fait du même avis que la présidente du Croissant-Rouge algérien, Mme Saida Benhabylès. Elle précise que son comité est prêt à échanger des expériences avec le Croissant-Rouge algérien pour sensibiliser ces migrants à retourner dans leur pays d'origine. Elle affirme que les délégations du CICR peuvent, à travers leur présence dans différents pays, aider ces migrants pour qu'ils contactent leurs parents dans leurs pays d'origine, pour certains cas. Un premier pas qui sera suivi par d'autres actions incita-

trices pour convaincre ces migrants à retourner dans leur pays.

A retenir que la vice-présidente de la Croix-Rouge qui vient d'achever sa visite de quatre jours en Algérie, considère l'Algérie comme "un partenaire de premier plan" et "un partenaire stratégique". Car pour elle, l'Algérie est une ancre de stabilité dans une région qui connaît des conflits contemporains, notamment au Mali et en Libye. Et un pays qui entreprend un dialogue structuré et un travail multilatéral avec les pays de l'Union africaine. Elle s'est dite pour un partenariat approfondi et plus d'échange d'expérience avec le gouvernement algérien.

POUR PROTÉGER LES CIVILS, LE CICR SENSIBILISE LES GROUPES ARMÉS NON ÉTATIQUES

Le comité international de la Croix-Rouge a adopté une nouvelle approche de formation et de sensibilisation en direction des groupes armés non étatiques. Pour Christine Beerli, le travail n'est pas aisé par le fait qu'il est difficile de nouer des contacts avec des groupes armés non gouvernementaux "mais, on doit œuvrer pour arriver à entrer en contact avec eux pour leur enseigner le droit international humanitaire". Elle poursuit : "on ne va pas leur dire c'est quoi le droit international garantissant la protection de l'intégrité physique et morale des êtres humains, mais en les sensibilisant en citant leurs familles et leurs proches", a-t-elle souligné.

La vice-présidente a affirmé avec réserve que le CICR a déjà sensibilisé des groupes armés sur la non utilisation de la force contre les civils en Syrie et en Irak, mais elle a précisé que le CICR n'a pas pu engager ce travail en Libye, compte tenu de la situation inextricable dans ce pays. Elle confirme qu'en Libye la situation est très difficile ; "on ne sait pas qui fait quoi et qui veut quoi", a-t-elle souligné. "L'on assiste à une fragmentation des groupes armés, d'où l'impossibilité de trouver un interlocuteur", a-t-elle indiqué. Avec réserve, elle affirme que même les membres de l'Etat islamique sont concernés par ces actions. La vice-présidente n'a pas voulu en dire plus. Elle affirme que "les dialogues avec les groupes armés sont purement confidentiels".

Transports maritime et aérien

Les primes d'assurance en baisse

Les primes d'assurance des risques des transports maritime et aérien en Algérie ont affiché une tendance baissière, ces dernières années, dans un contexte de stabilisation au niveau régional et mondial, a indiqué mercredi à Alger un responsable de la Compagnie centrale de réassurance (CCR). Ainsi, les primes des assurances transport de ces deux secteurs sont passées de 6,04 milliards de DA en 2010 à 5,2 milliards de DA en 2012 sous l'effet de la baisse de la police des branches aviation et de faculté maritime (marchandises), a indiqué Abdallah Bensaïdi, directeur des assurances transport à la CCR, lors d'un séminaire sur l'assurance des risques transports maritime et aérien. Pour la branche aviation, dont l'essentiel du chiffre d'affaires provient des polices d'assurance Air Algérie et de Tassili Airlines, les primes d'assurance ont baissé en passant de 2,35 milliards de DA en 2010 à 1,57 milliard de DA en 2012. Les primes de ces risques dépendent es-

sentiellement du marché international de réassurance où les prix sont relativement souples, a expliqué M. Bensaïdi. Quant à la branche faculté maritime, son chiffre d'affaires est passé de 2,92 milliards de DA en 2010 à 2,73 milliards de DA en 2012. Le volume de cette branche "est en régression continue en dépit de l'augmentation des volumes des importations" et ce, en raison de la sous-assurance des marchandises importées", a-t-il noté. La branche des corps de navires observe, en revanche, une relative stabilité des primes malgré une "détérioration notable" des résultats techniques pour atteindre 892 millions de DA en 2012 contre 766 millions en 2010, selon ce responsable. La partie majeure du chiffre d'affaires de cette branche est constituée des primes des navires de commerce dont le nombre est passé de quelque 80 navires dans les années 1980 à une vingtaine de navires actuellement suite au vieillissement de la flotte. Pour M. Bensaïdi, la pression exercée sur les tarifs par

le jeu concurrentiel a contribué dans le mouvement de baisse des primes de transport en Algérie d'où la nécessité d'observer une rigueur technique en matière de tarification pour maintenir l'équilibre à moyen et long terme de cette branche d'assurance. Le rétablissement de l'obligation d'assurance des importations, a-t-il ajouté, semble également nécessaire pour augmenter le chiffre d'affaires de la branche faculté maritime, qui représente la plus importante part des assurances transport. Le marché de transports dans le monde s'est élevé à 44 milliards de dollars en 2012 dont les assurances maritimes représentent 86% (38 milliards de dollars) contre 14% pour l'assurance aviation (6 milliards de DA). L'Europe occupe la première place en termes de parts de marché alors que l'Afrique vient en bas de liste avec moins de 5% de ce marché. L'Algérie occupe la 3e place en Afrique avec un chiffre d'affaires de 5,2 milliards de DA en 2012, dont 77% pour le transport maritime et 23% pour l'aviation.

Arrestation de cinq contrebandiers dans le Sud

Cinq contrebandiers de nationalité algérienne ont été arrêtés récemment par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP) qui a saisi également 18.600 comprimés psychotropes dans l'extrême sud du pays, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale. "Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, un détachement des forces de l'Armée nationale populaire relevant du secteur opérationnel de

Tamanrasset / 6ème Région Militaire, a arrêté, mardi, lors d'une patrouille de reconnaissance, deux contrebandiers de nationalité algérienne et a saisi un véhicule tout-terrain et 2.450 litres de carburant", précise le communiqué. "Aussi, des éléments du secteur opérationnel de Bordj Badji Mokhtar ont appréhendé le même jour, lors d'une embuscade tendue près de Tinzaouatine, deux contrebandiers de nationalité algérienne et ont saisi deux véhicules tout-terrain", note la

même source. "Par ailleurs, un détachement relevant du même secteur opérationnel a intercepté, lundi, près de Timiaouine, un contrebandier de nationalité algérienne et a saisi un camion chargé de 800 litres de carburant". "Un autre détachement, en coordination avec les éléments des douanes algériennes de la ville de Tamanrasset, a saisi dimanche une quantité de 18.600 comprimés psychotropes, un véhicule tout-terrain et 5.862 unités de produits cosmétiques", a-t-on ajouté.

Burkina Faso

Le voyage des familles des victimes du crash d'Air Algérie reporté

Les familles des victimes de l'accident d'Air Algérie cet été, qui devaient participer à des commémorations au Burkina Faso à la mi-novembre, ont reporté leur voyage à une date indéterminée en raison des bouleversements politiques dans ce pays, ont-ils annoncé mercredi.

Après une réunion au ministère des Affaires étrangères à Paris, la décision a été prise "de reporter ce projet afin qu'il se déroule dans des conditions sereines lorsque la situation sera stabilisée au Burkina Faso", rapporte dans un communiqué l'association AH5017-Ensemble, qui regroupe l'ensemble des familles de

victimes. "Aucune date n'est proposée pour le moment", précise le communiqué.

L'avion (vol AH5017), qui devait relier Ouagadougou à Alger, s'était écrasé le 24 juillet dans le nord du Mali environ 32 minutes après son décollage avec 116 passagers et membres de l'équipage, qui ont tous péri.

A l'occasion de ce voyage, les familles "devaient participer à une cérémonie mémorielle avec pose de la première pierre d'une stèle en hommage aux victimes" et se recueillir sur le lieu de la catastrophe au Mali, explique l'association. Sans confirmer expressément le report, le porte-parole du mi-

nistère des Affaires étrangères Romain Nadal a déclaré que "le principe de ce déplacement est acquis, comme le président de la République" François Hollande "l'a indiqué aux familles".

"Les modalités sont fixées en concertation avec (les familles) afin que toutes les conditions de sécurité soient réunies", a-t-il ajouté. En pleine crise de régime, le Burkina Faso cherche à combler la vacance au sommet du pouvoir, actuellement aux mains de l'armée, après la démission vendredi du président Blaise Compaoré, chassé sous la pression d'une insurrection populaire après 27 ans de règne.

Yémen

Un Algérien tué par des tirs de miliciens à Sanaa

Un Algérien a été tué et un Français blessé hier par des tirs de miliciens chiites à un barrage dans le sud de la capitale yéménite Sanaa, contrôlée par ces rebelles, a indiqué une source de sécurité. Les deux hommes, qui se trouvaient à bord d'un taxi, ont été arrêtés au barrage puis fouillés, a dit cette source, ajoutant que l'Algérien était soupçonné de porter des explosifs. Une altercation a éclaté: l'Algérien, qui portait des habits traditionnels yéménites, a poignardé un mili-

cien chiite avant d'être abattu, alors que son compagnon français a été blessé, a précisé cette source. Aucune indication n'a été immédiatement fournie sur l'identité des victimes ou sur les raisons de leur présence au Yémen.

Un diplomate de l'ambassade de France, interrogé par l'AFP, a déclaré qu'"aucun personnel de l'ambassade ne figure parmi les victimes", ajoutant que les services diplomatiques cherchaient "à vérifier des informations". Selon la source de sécurité yéménite, le

corps de l'Algérien a été transporté dans un hôpital public de Sanaa, tandis que son compagnon blessé a été emmené par des miliciens chiites vers un dispensaire qu'ils contrôlent. Les incidents armés, souvent mortels, sont fréquents au Yémen, notamment à Sanaa que des miliciens chiites contrôlent depuis le 21 septembre. Ces miliciens appelés Houthis sont arrivés du Nord, dans le cadre d'une offensive qui leur a permis d'élargir leur influence dans le centre et l'ouest du pays.

Chute des cours du brut : L'Arabie Saoudite se tire une balle dans le pied



Par Reghis Rabah*

Ils avaient estimé que les prix du brut sont à un niveau confortable pour les pays producteurs et consommateurs ainsi que pour l'industrie pétrolière avait déclaré à l'époque Ali al-Nouai mi, qui ne s'attendait dorénavant à aucune décision sur le plafond de production, fixé à 30 millions de barils par jour (mb/j) depuis fin 2011. En dépit des assurances données par son ministre des finances, l'Algérie avait dépêché des émissaires auprès du royaume Saoudien, croyant encore à son leadership pétrolier. Bien que de nombreux experts tentent d'imputer cette situation à la récession de l'économie mondiale notamment aux pays émergents avec à leur tête la Chine qui a perdu beaucoup en croissance, près de 7%, Les manœuvres politiques ont joué à tirer les prix du brut vers le bas. Qui tire les ficelles de cette stratégie baissière? A-t-elle un caractère structurel? Quelles sont les conséquences immédiates sur les pays fortement dépendant des recettes pétrolières?

1- LES CALCULS DES SAOUDIS SE SONT AVÉRÉS CONTRE-PRODUCTIFS

En voulant faire subir le supplice du pendu au monde entier, l'Arabie Saoudite se tire une balle dans le pied. En effet, son association avec les Etats-Unis pour pousser les prix du brut vers le bas afin d'étrangler les Russes pour les contraindre à modifier leur politique à l'égard de la Syrie et l'Ukraine pour les Américains a selon toute vraisemblance permis l'ouverture d'une alliance très gênante non seulement pour le royaume mais probablement pour l'Amérique et l'Europe : celle de la Russie-Chine. D'abord Le budget de 2015 de la Russie est établi en fonction d'un prix du pétrole s'élevant à au moins 100 \$ le baril. Les emprunts du Kremlin auprès des habitués investisseurs étrangers en 2015 ne dépassent toutefois pas 7 milliards de dollars, auxquels s'ajoutent 27,2 milliards de dollars empruntés à l'intérieur du pays. Pour le niveau des dépenses habituelles de ce pays, ce n'est pas du tout une inquiétude outre mesure. L'objectif des Saoudis, qui est d'essayer de se substituer à la Russie comme principal fournisseur de pétrole de l'Union européenne, n'est rien d'autre qu'une chimère. Pour y arriver, il faudrait que les raffineries de l'Union européenne soient réaménagées de façon à pouvoir traiter le brut léger saoudien, ce qui coûte une fortune. Sur un autre plan, les choses sont plus juteuses, car au cœur de la stratégie du royaume, il y a cette rancœur contre Washington, qui n'a pas rempli sa promesse de faire partir Assad et qui n'a pas assouvi l'obsession néoconservatrice de bombarder l'Iran. Pire encore (pour les Saoudis), Washington semble pour le moment plus déterminé à faire tomber le calife Ibrahim que Bachar al-Assad, et s'apprête aussi à signer un accord sur le nucléaire avec Téhéran le 24 novembre, dans le cadre des négociations avec les pays du P5+1. Cette attitude suiviste des saoudiens a ouvert les yeux des Russes pour se tourner vers la Chine. Le Vice-Premier ministre de la Chine, Wang Yang, le résume clairement : " La Chine est prête à exporter à la Russie des produits concurrentiels, comme des biens agricoles et de l'équipement pétrolier et gazier, tout en étant prête à importer des produits de l'ingénierie russe ". En ajoutant à cela la hausse des importations d'aliments en provenance d'Amérique latine, on pourrait difficilement conclure que Moscou est sur la corde raide. La Chine vient de signer à Moscou une série d'accords de coopération touchant une foule de secteurs, comme l'énergie, les finances, la navigation par satellite et la liaison ferroviaire à grande vitesse. Pour la Chine, qui, en 2011, a dépassé l'Allemagne comme premier partenaire commercial de la Russie, les deux parties en ressortent gagnantes. Pour leur part, les banques centrales chinoise et russe viennent de signer un accord d'échange bilatéral de leurs devises nationales s'élevant à 150 milliards de yuans, d'une durée de trois ans. Cet accord est également extensible. La City de Londres roupète, mais c'est ce qu'elle fait tout le temps. L'élément crucial de ce nouvel accord, c'est qu'il fait abstraction du dollar US. Pas étonnant qu'il soit devenu un élément clé de la guerre économique par procuration que se livrent les USA et l'Asie,

Les pays exportateurs de pétrole se réuniront fin novembre 2014 pour examiner les conséquences de la baisse du cours du pétrole sur les économies des membres, estimée à près de 25% en moins de six mois. En effet, leur rencontre du 11 juin dernier n'a, semble-t-il, pas su prévoir une telle chute des cours en si peu de temps.

où tous les coups sont permis. Pour Moscou, c'est un baume contre bien des effets secondaires de la stratégie saoudienne.

2-L'ALLIANCE IRAN/IRAK EST SUR LA VOIE DE LA CONCRÉTISATION

Avec cette légère ouverture économique du monde occidental envers les Iraniens, ils se sont rapprochés des Irakiens pour une alliance afin qu'à long terme, ils prendraient le contrôle de l'OPEP et donc écarterait le veto Saoudien sur les prix. Il faut dire que L'Irak a encore de nombreux défis à relever pour devenir le géant pétrolier qu'il ambitionne d'être d'ici quelques années. Le potentiel pétrolier de l'Irak est très important : au coude à coude avec l'Iran pour la position de deuxième producteur de brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), le pays possède 9% des réserves mondiales d'or noir, selon la BP Statistical Review of World Energy. L'Irak est au pétrole conventionnel ce que les États-Unis sont au pétrole non conventionnel. Les exportations irakiennes de brut ont en effet bondi entre 2010 et 2012, passant de 1,88 million de barils par jour (mbj) à 2,4 mbj fin 2012, selon Thamir Ghadhbhan, ancien ministre irakien du Pétrole et aujourd'hui proche conseiller du Premier ministre irakien. Et l'Irak ne compte pas s'arrêter en si bon chemin : le pays ambitionne de porter sa production à 4,5 mbj fin 2014 et à 9 mbj en 2020, contre 3,4 mbj actuellement, d'après la Stratégie énergétique nationale intégrée (INES) présentée par le gouvernement fédéral irakien. Cet objectif est jugé trop ambitieux par certains observateurs, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) envisageant par exemple une production irakienne de 6 mbj en 2020. Mais le gouvernement irakien est décidé de surmonter tous les obstacles. Le pays doit notamment améliorer ses infrastructures, à la fois pour apporter de l'eau sur les sites pétroliers et pour exporter le pétrole. Ces infrastructures sont l'une des clés pour augmenter les exportations. De nouveaux oléoducs vont être construits. L'objectif est de porter la capacité d'exportation de pétrole au sud du pays : d'où sort la grande majorité du brut irakien : 3,8 mbj actuellement à 6,8 mbj en 2017. La bureaucratie crée beaucoup de frustrations chez les compagnies internationales qui se plaignaient des délais requis pour obtenir des visas ou réaliser les importations de matériaux nécessaires. Quant à la sécurité, elle reste une source d'inquiétude pour les entreprises même si le nombre d'incidents reste faible, comparé au pic de 2006-2007 où de nombreux oléoducs ont été attaqués. En ce qui concerne l'épineuse question des relations entre le gouvernement fédéral irakien et le gouvernement régional du Kurdistan, les autorités de la région autonome Kurdistan ont récemment signé plusieurs accords de prospection pétrolière avec des compagnies étrangères, contre l'avis du gouvernement central de Bagdad, qui les juge illégaux. Les diplomates et les spécialistes estiment que les problèmes entre Bagdad et la région autonome kurde, dotée d'une grande partie des réserves de brut du pays, sont l'une des plus lourdes menaces pesant sur la stabilité à long terme du pays. Dans tous les cas de figures et en cas de la coopération entre l'Iran et l'Irak et la réalisation des objectifs prévus pour l'augmentation de la capacité de production du pétrole, l'on arrivera, à court terme à un chiffre susceptible de remettre en cause la suprématie de l'Arabie Saoudite sur les marchés mondiaux du pétrole, d'autant que ces deux pays disposent des réserves qui sont, a total, supérieures à celles de l'Arabie Saoudite.

3-LA SITUATION INTERNE DU ROYAUME N'EST PAS RÉJOISSANTE

Actuelles du marché de l'énergie ne sont pas bonnes pour l'Arabie Saoudite. Pour commencer, l'Agence internationale de l'Énergie a publié récemment des projections qui indiquent que les États-Unis pourraient bien rattraper au géant pétrolier du Golfe la première place de producteur de la première énergie mondiale à l'horizon 2020. Mi-mai 2013, cette même agence a révélé que l'Amérique du Nord, grâce au développement rapide de son industrie pétrolière de nouvelle génération, devrait dominer

la production globale de pétrole dans les cinq années qui viennent. Ces développements imprévus ne représentent pas seulement un coup porté au prestige de l'Arabie saoudite, mais également une menace potentielle à l'encontre de la prospérité économique du pays sur le long terme et tout particulièrement dans le contexte actuel post-printemps arabe, qui voit une augmentation des dépenses gouvernementales. Mais si l'avenir du royaume apparaît décimement sombre, sa réponse apparaît des plus confuses. Il faut ajouter à cela la pression du Congrès américain sur la maison blanche pour créer une équipe rattachée au ministère de la justice dont les objectifs sont d'enquêter sur les mécanismes des prix et sur éventuellement, les manipulations des cours du pétrole même aux États-Unis. Ce projet non encore validé, prévoit non seulement de se passer de l'Arabie Saoudite mais aussi la possibilité de poursuivre en justice les pays membres de l'OPEP au nom des lois antitrust. L'AIE, la même année avait averti que toute initiative pour freiner la production pétrolière mondiale pourrait se révéler contreproductive pour l'économie mondiale. Ce pays a toujours manœuvré en utilisant son droit de veto pour un prix qui l'arrange au détriment des autres membres dont les recettes pétrolières restent vitales pour leur développement économique. Quel est justement ce prix ?

Si l'on se réfère à l'Arab Petroleum Investments Corporation, le prix qui arrange les Saoudiens se situerait autour de 94 dollars le baril, soit moins que le prix actuel du Brent. Or l'Iran par exemple a besoin de vendre son baril à 125 dollars pour qu'il soit rentable, ce qui explique la guerre que se livrent l'Iran et l'Arabie Saoudite au sein de l'OPEP. Mais en l'absence de réformes politiques profondes qui seules pourraient fournir à l'Arabie Saoudite d'autres sources de revenu, ce prix de revient va sûrement selon cette même Corporation en augmentant. Cette rivalité entre des membres d'une même organisation n'est pas une dispute théorique. Elle pourrait avoir de sérieuses implications sur le futur de l'économie mondiale. Que l'Arabie Saoudite le veuille ou non et elle ne le veut certainement pas, le marché global de l'énergie va s'ouvrir de plus en plus à la concurrence. Dans un marché concurrentiel, le pétrole doit être fourni par tous les producteurs en tenant compte à la fois de leurs réserves géologiques et de leurs marges. Il y a quelque chose de profondément malsain de voir les États-Unis, qui disposent d'environ 2% des réserves conventionnelles de pétrole produire plus de barils par jour que l'Arabie Saoudite.

4-LA TENDANCE BAISSIÈRE N'ARRANGE PERSONNE

La fourchette des prix entre 70 et 80 dollars fait mal aussi bien à ceux qui sont à l'origine du déclenchement de la tendance baissière que ceux qui en subissent les conséquences. Donc, une correction s'impose. Les Saoudiens font semblant de ne rien ressentir. Ils ne cessent de répéter qu'ils sont à l'aise avec le pétrole à 90 \$ le baril, avec le pétrole à 80 \$ le baril pour les deux prochaines années, et même avec un prix du baril oscillant entre 50 \$ et 60 \$ pour ses clients asiatiques et nord-américains. La réalité, c'est que le prix du brut Brent est déjà en deçà de 90 \$ le baril parce que l'économie de la Chine et de l'ensemble de l'Asie a commencé à ralentir, quoiqu'à un degré moindre qu'en Occident. La production est toutefois demeurée élevée, surtout en Arabie Saoudite et au Koweït, et ce, malgré la très faible quantité de pétrole libyen et syrien sur le marché, et le fait que l'Iran a été contraint de réduire ses exportations d'un million de barils par jour en raison de la guerre économique que lui livrent les États-Unis à coup de sanctions. Le royaume emploie une stratégie de fixation des prix de prédateur, qui se résume à réduire la part de marché de ses concurrents à moyen et à long terme. En théorie, cela pourrait empoisonner la vie de bien des joueurs, et notamment aux États-Unis où le développement des énergies, la fracturation hydraulique et le forage en eau profonde deviendront non rentables sans compter les producteurs de brut lourd et cor-

rosif, comme l'Iran et le Venezuela. Il ne fait cependant aucun doute que c'est la Russie qui est dans la mire n'est pas la seule à subir les conséquences d'une offensive irréfutable des Saoudiens.

5- LES ALGÉRIENS DOIVENT-ILS S'INQUIÉTER DE CETTE TENDANCE ?

La démarche du gouvernement algérien ces derniers temps est malheureusement à coté de la plaque pour au moins deux raisons. La première est que la baisse de la production des gisements pétroliers Algériens est entamée depuis plus de deux ans, ce qui signifie qu'elle n'est pas en mesure de mettre sur le marché des quantités supplémentaires du brut pour combler le déficit sur le court terme. Par contre le gouvernement pense régler un problème immédiat avec une solution qui pourrait se réaliser à long terme : celle d'exploiter le gaz de schiste. L'avertissement donné par les résultats du quatrième appel d'offre ne semble pas le dissuader à en croire les déclarations rassurantes du ministre des finances et celui de l'énergie. La deuxième raison est que malgré les rapports contenant des recommandations des institutions internationales comme le FMI et la Banque Mondiale, aucune plateforme consensuelle n'est mise en place par les différents partenaires sociaux et politiques pour entamer une nécessaire rationalisation du budget de l'Etat. Ce qui pourrait être sûr, c'est qu'une reprise économique mondiale reste possible. Pourquoi ? Parce que les principaux pays occidentaux y travaillent pour. Les coupes budgétaires opérées en France et en Allemagne en sont la preuve irréfutable. Donc un redressement de la demande du pétrole dans le monde pourrait intervenir à court terme. Maintenant revenir à un baril à 140 dollars prendra certainement le temps du démarage effectif de la croissance mondiale. Or, à en croire le rapport du FMI, le prix le plus bas pour un équilibre des dépenses de l'Algérie se situe autour de 120 dollars, niveau impossible à atteindre d'ici 2017. C'est pour cela que les dépenses doivent correspondre aux moyens. Donc continuer de mentir à soit même en gonflant le fond de régulation des recettes et l'utiliser comme un amortisseur de choc n'est pas la solution. Il faut dans l'immédiat réduire les importations dont le montant ne cesse de croître depuis une décennie. Revoir la structure des niches fiscales et avoir le courage de dire au peuple à qui profitent les subventions de l'Etat pour notamment celles sur les carburants et les produits de large consommation. Les chiffres sont éloquentes : l'année 2014 va terminer avec des dépenses de fonctionnement qui avoisinent les 85 milliards de dollars, en augmentation de près de 30 % par rapport à 2013. Sa structure est effrayante, près de 40 milliards de dollars servent à payer des fonctionnaires et 25 autres pour subventionner les produits importés comme le lait, le blé, certains médicaments, le sucre, le café etc. Ce montant faramineux fait travailler plus les pays qui exportent que les nationaux. En dépit de ce sacrifice financier énorme, près d'un fonctionnaire sur cinq ne veut pas céder sa place aux jeunes. Cette situation bloque non seulement l'ascenseur social mais ne règle pas le chômage pour autant

Conclusion.

Avec une production nationale qui satisfait les 30% des besoins des ménages et des entreprises, le reste étant importé, une dépendance de l'économie nationale à 98% des hydrocarbures, près d'un million d'emplois précaire formé par une masse de contractuels, un million de nouveaux venus d'ici fin décembre, cette baisse si rien n'est entrepris entre temps ne fera que creuser l'écart du déficit budgétaire. Le fond de la régulation des recettes fondera comme de la glace. Il est fort probable que d'ici la fin du quatrième mandat, l'Algérie sera dans la même situation que celle de 1999 avec des maliens, des syriens et des libyens à la charge en plus. Auquel cas, on aura pédalé pendant 20 ans à vide.

*Consultant et Economiste Pétrolier

Le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) peut-il donner naissance à l'OPEP du gaz ?

Alors que le marché pétrolier est un marché mondial, le marché gazier est considéré actuellement comme étant un marché segmenté. L'idée d'un marché OPEP du gaz à l'image de l'OPEP du pétrole peut-elle être réaliste dans le futur ?

Par Henni Mekki*

Cette question, posée par tant d'acteurs dans le domaine gazier, doit être débattue, d'autant plus que lors de la création de l'organisation du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) en 2001, à Téhéran, la majorité se posait les deux (02) questions suivantes : le Forum des pays exportateurs de gaz pouvait-il devenir l'OPEP du gaz ? Est-il possible de bâtir une organisation solide se fondant sur les mêmes principes qui ont donné naissance à l'OPEP ? C'est l'objet même de la présente contribution.

Bien que le principal défi pour les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) soit celui de resserrer les rangs afin de mieux défendre leurs intérêts, ils ont mis, jusque-là, l'accent sur la nécessité de renforcer le Forum en tant que plateforme pour définir et faire avancer les positions des pays membres sur les questions des marchés internationaux de gaz, notamment la position défendue, qui est liée à la formule basée sur des contrats sur le long terme, afin d'assurer une sécurité énergétique globale.

Ceci est vrai d'autant plus que les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) assurent 43% du total de la production mondiale en matière de gaz, détiennent 60% des exportations et près de 70% des réserves mondiales de gaz (la Russie, l'Iran, le Qatar, à eux seuls, détiennent 78% des réserves de l'ensemble des pays membres du FPEG) et que la menace de l'industrie du gaz de schiste connaît, actuellement, un essor impensable il y a quelques années.

Lors de la tenue du dernier sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG), qui a réuni, le 15 juin 2013, en Russie, les 13 pays membres (Algérie, Bolivie, Venezuela, Egypte, Iran, Qatar, Oman, Emirats arabes unis, Libye, Nigeria, Russie, Trinidad et Tobago, Guinée équatoriale) ainsi que 3 pays observateurs (Kazakhstan, Pays-Bas, Norvège), les pays membres se sont fixé comme objectif principal, celui d'assurer la stabilité de la demande et de l'offre des fournisseurs d'énergie, sans aller plus loin, en termes de régulation du marché du gaz sur le modèle du marché du pétrole.

Ainsi, le Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) a réitéré sa dé-



termination à soutenir des prix du gaz indexés sur les cours du pétrole fixés dans des contrats d'approvisionnement à long terme. Les membres du Forum ont aussi souligné leur détermination à défendre le rôle fondamental des contrats de long terme de gaz naturel dans le financement des projets d'infrastructures à grande échelle en amont et en aval de la chaîne de l'industrie gazière, en prévoyant des solutions mutuellement acceptables pour la sécurité de la demande et de l'offre. Le débat entre les membres du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) a aussi mis l'accent sur la nécessité de renforcer la concertation entre pays producteurs pour défendre leurs intérêts dans un marché bouleversé par l'arrivée de nouvelles ressources énergétiques.

Il est utile de rappeler que le leadership, voulu par la Russie, en 2007, avait pour objectif la coordination des projets de long terme entre les différents producteurs ; en clair, la Russie voulait parvenir, avec d'autres pays exportateurs, à orienter les prix vers la hausse par une restriction coordonnée d'investissements. Cette stratégie, peu crédible, d'ailleurs contestée par de nombreux producteurs importants dont le Qatar et l'Algérie, a été carrément abandonnée.

Les principaux facteurs qui compliquent la régulation du marché du gaz sur le modèle du pétrole se résument en cinq (05) points et ce, comme suit : 1. Premièrement, l'extraction du gaz présente, dans la plupart des cas, un coût assez élevé. 2. Deuxièmement, les contrats tant du gaz naturel que du GNL sont dominés par les contrats à moyen et long terme, bien que la part du marché spot ne cesse de croître ces dernières années (31% en 2013).

3. Troisièmement, les échanges au niveau mondial du gaz naturel sont essentiellement transportés à travers les gazoducs (67%), d'où l'existence des marchés régionaux et l'absence d'un marché global, ainsi le transport du gaz entre les marchés régionaux est beaucoup plus onéreux que celui du pétrole. 4. Quatrièmement, la déconnexion entre les prix du gaz et les prix du pétrole, liée à la progression de production de gaz non conventionnel aux USA et à la croissance du mar-

ché du GNL au niveau mondial.

5. Cinquièmement, les sociétés importatrices de gaz deviennent copropriétaires des sociétés d'extraction et de transport du gaz dans les pays exportateurs et peuvent ainsi compter sur une part garantie de la production.

Du côté des pays consommateurs, notamment les Européens, ils pensent que dans le cas où cette Opep du gaz sera créée, elle n'apportera rien d'important aux pays exportateurs, dans le moyen terme, à moins que l'ordre économique mondial ne soit renouvelé, mais, en réalité, les Européens ont beaucoup plus peur que le cartel de gaz puisse être utilisé comme un levier de pouvoir contre l'Europe.

Du côté des pays producteurs de gaz naturel, ce sont, surtout, les pays qui ne sont pas encore producteurs de GNL, à l'image de l'Iran et du Venezuela, qui se sont faits les porte-drapeaux, et ce, pour des raisons purement politiques car ils refusent de s'associer aux compagnies étrangères dans le développement de la chaîne du GNL.

Il est important de noter que, jusque-là, le GNL est considéré comme étant le seul moyen d'une éventuelle cartellisation permettant la régulation du marché gazier, à l'image de celui du pétrole, or, la part réservée au GNL reste encore faible ; ceci dit, c'est l'accroissement de la part du liquéfié qui permettra, en grande partie, de créer les conditions d'un marché global, à l'image de celui de l'OPEP.

La Russie étant le premier producteur mondial de pétrole en 2013 avec 523 millions de tonnes n'a jamais jugé utile de faire partie de l'Opep du pétrole (la Russie n'est qu'un observateur) et vu que le principe est le même et les enjeux sont identiques par rapport à une Opep du gaz, il est fort probable que la Russie réitère la même position, d'autant plus que les Russes ont clairement déclaré, lors du dernier sommet, qu'un cartel sur le marché gazier serait impossible car dans la plupart des cas les contrats gaziers sont strictement définis en matière des prix et de la formule des livraisons et qu'il est impossible d'instaurer des quotas.

En ce qui concerne le Qatar, considéré actuellement comme étant le premier producteur de GNL avec une capacité de production de 78 millions

de tonnes et premier exportateur avec 77.5 millions de tonnes, en 2013, opérant sur quatre marchés principaux : aux prix de pétrole brut au Japon ; aux prix de «spot» du Henry Hub aux USA ; aux prix de «spot» de National Balancing Point (NBP) au Royaume-Uni et aux prix de fioul en Europe continentale et qui a opté pour une chaîne de gaz intégré, n'est pas disposé à s'allier avec la Russie, trouve l'idée d'une Opep du gaz intéressante, tout en déclarant que cela peut le devenir dans un avenir qu'il est difficile de le qualifier de proche.

Pour l'Algérie, la signature des deux (02) accords avec la Russie, en août 2006 et janvier 2007, a été considérée par l'Europe comme étant une réelle volonté de créer une sorte de cartel, alors que pour l'Algérie c'était beaucoup plus un accord politique permettant un certain nombre de coopérations entre les deux (02) parties (exemples : association de Sonatrach dans un projet de terminal, participation de Gazprom dans un nouveau gazoduc trans méditerranéen et entrée de Gazprom dans l'exploration au niveau de l'amont).

Il est utile de rappeler que lors des négociations de 2006, le président russe a proposé d'échanger une partie de la dette algérienne vis-à-vis de la Russie, d'un montant de 4.5 milliards de dollars US, contre une participation significative dans le capital du Groupe Sonatrach. Soucieuse de son autonomie stratégique, l'Algérie avait refusé. On ne peut qu'être fier de cette décision qui mérite d'être mentionnée et en même temps précisée à l'opinion publique car l'histoire le retiendra.

L'Algérie qui a proposé d'accueillir le 4^{ème} sommet du Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG) devant être tenu en 2015 (le 3^{ème} sommet devrait avoir lieu, en Iran, courant 2014) a toujours adopté une position plutôt ouverte par rapport à l'idée d'un cartel du gaz, cette position constitue la continuité de ce que l'Algérie a toujours défendu lors des réunions Opep, entre autres ses intérêts gaziers.

La perception des enjeux gaziers n'est pas du tout évidente avec la Russie (détenant les premières réserves mondiales en matière de gaz), car, d'une part, elle cherche à contrôler la discussion entre pays producteurs en matière gazière, et d'autre part elle a

laissé apparaître une idée d'un cartel sans la combattre. Dans cette vision, il s'agit beaucoup plus d'une sorte de coordination de projets et non pas de cartel, dont l'objectif est d'éviter la concurrence de projets pour limiter les coûts et l'engagement des capitaux ainsi que pour conforter leur pouvoir de négociation vis-à-vis de ses clients européens et asiatiques.

Par ailleurs, le Qatar et la Russie auraient objectivement intérêt à réguler transitoirement le marché par plafond de production interposé, sur le modèle des quotas de l'Opep, d'autant plus que la Russie contrôle le marché régional européen et le Qatar le marché mondial du GNL.

Malgré la flexibilité du marché du GNL, à travers le marché spot, qui totalise 31% du total des échanges du GNL au niveau mondial (dont le prix de référence dépend de l'équilibre entre l'offre et la demande), couplée à l'absence d'une réelle volonté des principaux pays exportateurs de gaz, fait que les conditions d'un marché global à l'image de celui de l'Opep ne sont pas encore réunies.

En conclusion, l'idée d'une OPEP du gaz, qui suppose un certain esprit de solidarité entre les pays membres, laisse entendre une possibilité d'un contrôle des prix par la cartellisation du marché, ce que les Européens ont toujours refusé car voulant éviter à ce que le cartel de gaz puisse être utilisé comme un levier de pouvoir contre l'Europe.

La plupart des compagnies gazières des pays exportateurs de gaz naturel sont détenues par des capitaux étatiques, ce qui implique que les décisions découlant de ces compagnies sont, à la fois, économiques et politiques, c'est ce qui explique, en grande partie, l'absence d'une convergence des principaux acteurs gaziers sur cette question, résultat d'une concurrence féroce entre les pays membres dont la principale conséquence résulte par le fait que le niveau de coordination entre les pays exportateurs se limite, au jour d'aujourd'hui, au Forum des pays exportateurs de gaz (FPEG).

*Expert en management général et industriel. Ancien cadre dirigeant de Sonatrach

■ Quand le présent n'est pas à la hauteur du passé !

Par Ahmed Farrah

Mais peut-on parler en Algérie d'aujourd'hui, de fierté alors que la régression est partout visible à rendre myope, urticante au touché, répugnante à l'odorat et déplaisante à l'oreille. Sous d'autres cieux cela peut paraître assimilé à un conflit de générations, mais si seulement les aînés sont distancés et ne peuvent plus suivre le progrès. Quel progrès ? Plutôt le déclin, la déchéance dévastatrice et létale !

A voir ce qui s'échange sur les réseaux sociaux, l'Algérien semble être figé à un passé révolu, mais idéalisé. Pour lui, le temps biologique comme le chronologique, se sont arrêtés aux années glorieuses, celles de l'optimisme, de l'espoir et des certitudes. Le temps de Blek le rock, de Kiwi, de Zembla... de Pascal, de Voltaire, de Corneille, de Racine, de Kant... des misérables, de Germinal...

Le temps des bibliothèques scolaires et municipales, des librairies et des grandes éditions, des bouquinistes et des Kiosques dans les villes et les villages : tout simplement le temps de la lecture et de la culture plurielle, sans complexe et sans réticence. Le temps où le maître d'école en blouse grise, était le notable et le modèle à suivre, au bout de l'instruction qu'il dispensait, la réussite sociale était certaine.

Le temps des trois séances quotidiennes de cinéma, des ciné-clubs, des affiches de films dans les artères principales des villes et villages, des veillées familiales autour d'une pièce radiophonique (TSF), d'émissions d'information ou de divertissement. Le temps du théâtre et des fêtes foraines, des diseurs de bonne aventure et des magiciens de rues et des Souks. Le temps des arracheurs de dents, des "coupeurs" de sang, des tatoueurs, des barbiers et coiffeurs en plein air, à la lame de rasoir et à la tondeuse mécanique.

Le temps où la bureaucratie et les passe-droits n'avaient pas de sens, la flamme de l'état embryonnaire forçait le respect de tous, ses représentants respectueux, élégants, propres, la chemise immaculée et la cravate de mise. Le temps où les agents de la force publique n'étaient pas chétifs, nains, frères et binoclerds, les postiers, les agents de (l'EGA) la Sonelgaz, les banquiers, les chauffeurs et contrôleurs de cars et de bus, les taxis en tenues parfaites

Le malheur d'une certaine frange d'Algériens, c'est d'avoir des repères, que d'autres et plus particulièrement les jeunes d'aujourd'hui n'en ont pas. Rien n'est immuable, peu à peu, les traditions disparaissent et se font remplacer par d'autres. À chaque génération son époque et ses hommes, qui ajoutent au substrat d'autres sédiments qui font la richesse et la fierté d'un peuple.

et réglementaires. Le temps de l'obligation de sortir les poubelles à la tombée de la nuit et les faire rentrer avant le passage de l'arroseuse communale qui nettoyait les rues dès la levée du jour.

Le temps de la mercuriale qui affichait les prix officiels des fruits, légumes, viandes et poissons vendus dans les marchés couverts et poissonneries, les denrées bien achalandées, les lieux nets, propres et astiqués.

Le temps du lait de vache juste sorti du pie et encore chaud dans les bidons, de la galette de pain maison sortie avant midi du four à bois du boulanger, du café torréfié au feu de bois. Le temps du marchand ambulant de Mona et de beignets chauds arpentant au petit matin, les rues et venelles, des pommes d'amour toutes rouges et succulentes, du bonbon enroulé sur le mat et coupé au couteau de peintre. Le temps des petits moulins de quartiers qui sentaient le blé. Le temps des pompes d'huile alimentaire et de pétrole domestique. Le temps du charbonnier, du vendeur d'eau (Guerrab) à l'outre ointe à l'huile de cade, du troc des vieux vêtements contre de la vaisselle. Le temps des acheteurs de bouteilles vides de verres, de vieux journaux, de peaux de moutons, de vieux meubles et de bijoux. Le temps des cireurs de chaussures et de vendeurs de journaux à la criée. Le temps des marchands ambulants de tapis et de pacotilles. Le temps des réparateurs de tamis, des bassines en bois de couscous, de plateaux de cuivre, de théière et de tables basses. Le temps du cardage de laine, des teinturiers, des métiers à tisser, du crin et de la laine battue dans les matelas. Le temps des laveuses et repasseuses de linge au fer, chauffé au réchaud à pétrole. Le temps des laveuses de blé et rouleuses de couscous. Le temps du transport en calèches à ânes. Le temps où on ne connaissait pas les embouteillages et deux couples de policiers distraits devant des feux tricolores. Le temps des moissons du blé à la faucille, des lentilles, des pois-chiches et du riz algérien. Le temps de la cueillette et des vendanges. Le temps des poules et des œufs de campagne. Le temps où l'on mangeait bio et algérien.

Le temps du patriarcat écouté, de la pudeur, du respect et du baise mains des vieilles per-

sonnes et des pieux. Le temps où l'on n'importunait pas les femmes dans les bus et où l'on ne dévisageait pas les jeunes filles dans la rue. Le temps où fumer une cigarette en présence des aînés était impensable. Le temps où les portes des maisons ne se fermaient jamais à clé et les fenêtres n'étaient pas barricadées. Le temps des vertus, de l'honnêteté et des petits voleurs bannis de leur communauté.

Le temps des solidarités sincères entre voisins, qui partageaient le peu de chose qu'ils avaient. Le temps des démunis dignes, de l'exiguité, de la promiscuité et des cœurs gros et ouverts. Le temps des frères et sœurs de lait, des amitiés désintéressées et des secrets et dépôts bien gardés (Amana).

Ici il n'est nullement question de sentiments nostalgiques : "pieds-noirdisés" (de Kamel Daoud, grand chroniqueur au respectable "Quotidien d'Oran"), ni de l'idéalisation de ce passé décomposé, mais simplement de rappeler que l'Algérien (jusqu'aux premières années de l'indépendance) était travailleur, laborieux, trimeur, appliqué, consciencieux et aussi pour le souligner: Bien élevé, respectueux, sociable, pacifique et civilisé, etc....

Si on est passé de l'esprit entreprenant de l'Algérien, autosuffisant, soucieux du sens du devoir, du droit, de la morale et des valeurs sociales; à l'esprit de l'assisté, boudeur, frondeur, méconnaissant l'urbanité et le devoir: c'est parce qu'il a été élevé dans ce sens. "On récolte ce que l'on sème"

La génération de Novembre a été courageuse et ambitieuse, libérer le pays de la colonisation et bâtir un état, mais celui du plus fort et sans partage. La lutte pour le pouvoir avait commencé très tôt. Dès le début de la guerre de libération, des clans rivaux se sont constitués, ont fini par se marginaliser et s'éliminer mutuellement et impitoyablement, non pas parce qu'ils portaient des projets de société différents et concurrents, mais parce qu'ils étaient de clans antagonistes. Une fois le colon "chassé", le plus frais, le mieux équipé et puissant avait neutralisé les autres, sans parvenir seul, sans consensus et rassemblement, à instaurer un état de droit, de justice sociale et d'une économie performante et compétitive.

ve. Si l'on comparait les résultats obtenus avec les moyens gigantesques engagés (Ressources humaines, sol et sous-sol), pendant plus d'un demi-siècle : L'équivalent de plusieurs plans Marshall pour la reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale, le bilan de sa gestion serait trop mitigé; malgré les infrastructures réalisées, mais sans l'innovation et l'intelligence ; Que reste-t-il de l'industrie industrialisante (Que de la quincaillerie qui rouille)? Qu'ont-elles apporté les réformes agraires (Lait, Blé, Farine, Riz, Maïs, Graines oléagineuses, Aliments de bétail et de volaille, Haricots secs, Lentilles, Pois-chiches, Fruits secs... encore importés, et zéro exportation.)? Qu'a-t-elle donné l'université à la société algérienne (Prix Nobel, Distinctions internationales, Brevets d'invention, Publications en sciences et technologie de pointe, et numérique...)?

■ LE GÂCHIS EST ABYSSAL...

En 2014, l'Algérie est l'un des pays les plus grands importateurs d'équipements, de produits agroalimentaires et pharmaceutiques, entièrement dépendant de l'énergie fossile de son sous-sol. Aujourd'hui ce sont les Chinois, les Japonais, les Turques, les Portugais, les Français, les Espagnols, les Italiens, les Cubains, les Canadiens, les Américains, etc... qui réalisent nos logements, nos routes, notre chemin de fer, qui prospectent notre sous-sol, et soignent nos malades, etc....

L'Algérie a inventé une génération gémellaire, une des 50 Euros "non diplômés" l'autre des 100 Euros "Diplômés", que l'on désigne aujourd'hui de tous les qualificatifs, mais est-ce sa faute si elle est arrivée là, mérite-t-elle ce sort ? Ne disait-t-on pas, pendant le service militaire à un moment donné, " Ne pensez à rien, laissez le système le faire pour vous ! ", véritable formatage de l'intellect algérien, rendu incapable de se prendre en charge et décider de son avenir, à l'âge de 40 ans il vit encore chez ses parents et à leur dépens. Tant que le robinet coule de liquide noir, l'illusion est là, avec un faux-semblant de peuple qui fait semblant de travailler dans un pays de faire semblant, qui lui assure un faux-semblant de revenu...en attendant les jours vraisemblablement, meilleurs.

■ Voyager sous les tropiques avec un passeport algérien

Par Kohler William

Après de nombreuses négociations, le ministère des finances a attribué en octobre 2014 le nouveau passeport algérien à 6000 dinars. En comparaison, un tunisien doit déboursier 2700 dinars pour acquérir un passeport , et un citoyen français 9450 DZD . Le précieux document permet de se rendre dans un pays étranger pour rendre visite à de la famille, partir étudier ou simplement voyager. Si la destination privilégiée reste le voisin tunisien, marocain ou turc , certains algériens prennent le large pour aller au bout du monde.

■ IL N'EST PAS SI DIFFICILE DE VOYAGER EN ÉTANT ALGÉRIEN

Le tourisme individuel en étant seulement à ses débuts, beaucoup de citoyens ne savent pas que le passeport algérien permet de voyager sans avoir besoin de visa dans plus de 47 pays . "La plupart n'imaginent même pas voyager car ils pensent qu'il faut une fortune pour se rendre en Asie ou dans l'Himalaya", explique Riadh Niati, qui lui, connaît de nombreux moyens de voyager sans trop de frais. "Il faut savoir acheter les billets d'avions sur internet aux meilleurs prix et utiliser des sites comme couchsurfing.com pour l'hébergement".

Pour 4000 dinars, il a pu s'envoler pour la



Riadh Niati. Asie 2014

Malaisie et l'archipel indonésien. Moins de mille touristes algériens se rendent sur la péninsule malaise chaque année, ce qui fait de Riadh un voyageur unique. "Découvrir de nouvelles cultures et rencontrer des gens intéressants" le motive à bourlinguer sous les tropiques. "Ce sont aussi des pays à majorité musulmane, c'est donc plus facile pour se restaurer dans un restaurant Halal, ou trouver une mosquée". Si l'architecture ou la végétation locale tranchent nettement avec Mazou-

na, la ville où il a partiellement grandi, l'aspect culturel qui l'a marqué en premier est le rapport à l'islam qu'ont les gens ici. Il lui paraît être pratiqué parfois de façon paradoxale, "certaines jeunes filles portent le voile ainsi que des vêtements très moulants, cela n'a pas trop de sens". La majorité des femmes musulmanes portent le hijab en Malaisie.

■ "L'ALGÉRIE ? JE NE CONNAIS PAS"

Riadh ne ressemble pas vraiment à un asiatique, alors on lui pose tous les jours avec curiosité la même question sur son origine. "L'Algérie ? Je ne connais pas" reste la principale réponse que le touriste maghrébin de 23 ans entend lorsqu'on lui demande d'où il vient. Avec humour, le voyageur raconte que, comme "Algérie" se dit Aljazair dans la langue indonésienne, certains locaux un peu confus pensent alors qu'il travaille pour la chaîne de télévision Al Jazeera ! L'image du pays dans ces lointaines contrées n'est pas nécessairement mauvaise, le pays est surtout méconnu.

Les destinations qui accueillent de nombreux touristes possèdent une multitude de structures pour recevoir différents types de voyageurs et parfois "cette invasion est destructrice pour la culture locale" se désole Riadh Niati. Certains préfèrent visiter les villes et d'autres les plages ou faire une randonnée dans la jungle locale. Voyager aussi loin donne aussi du recul par rapport à son pays d'origine, et le jeune homme conclut en s'apercevant que "sans avoir besoin d'attirer un tourisme de masse, l'Algérie a un potentiel touristique énorme qui ne demande qu'à être exploité".

http://www.tunisie.gov.tn/index.php?option=com_content&task=view&id=1859&Itemid=538&lang=french
<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/vivre-a-l-etranger/vivre-a-l-etranger-vos-droits-et/le-consulat-a-votre-service/faire-une-demande-de-passeport/>
<http://www.algerie-focus.com/blog/2013/06/tourisme-quelles-destinations-pour-les-algeriens-cet-ete/>
http://www.huffpostmaghreb.com/2014/08/04/vacances-destination-alge_n_5646913.html
http://fr.wikipedia.org/wiki/Passeport_alg%C3%A9rien#Exemptions_de_visas
http://corporate.tourism.gov.my/images/research/pdf/2013/arrival/Tourist_Arrivals_Mar_2013.pdf
<http://www.uri.edu/iaics/content/2013v22n2/Sandra%20Hochel.pdf>

Notre pays semble détenir
dans le monde la place du
5^{ème} producteur et
4^{ème} exportateur de gaz et du
13^{ème} producteur et
9^{ème} exportateur de pétrole.

Par Driss El Mejdoub

Cela lui vaut par ailleurs, eu égard à la place qu'occupe raient ces hydrocarbures dans la croissance, d'être un pays à économie mono industrielle (industrie des hydrocarbures) et non diversifiée. Le secteur pétrolier et gazier représente 97,3 % des exportations et 70% des recettes budgétaires. Une cinquantaine d'années d'investissements de centaines de milliards de dollars dans l'industrie ont donné en fin de parcours une économie sans cesse dépendante des hydrocarbures, non engagée sur la voie de l'émergence et sans impacte sur la compétitivité et l'influence économique mondiales ou même régionales. Aussi longtemps que le prix du baril le permettait, il est vrai que le PIB resterait marqué par une augmentation qui se situerait entre 2,5 et 4%. Plus d'une décennie d'embellie du cours du pétrole a permis au pays de se libérer d'une manière appréciable de sa dette extérieure. Le FMI et la banque mondiale classent l'Algérie comme le moins endetté des 20 pays de la région MENA. L'encours de sa dette extérieure passait de plus de 33 milliards de dollars en 1996 à moins de 3 milliards de dollars en 2013 soit moins de 2,4 % du PIB. Tout en étant un acte de gestion financière salubre, le désendettement ne mettrait pas l'Algérie à l'abri des enjeux économiques et financiers multinationaux. La dimension financière relativement modeste de la finance algérienne a fait que la crise 2008 n'ait pas été ressentie en Algérie. Mais l'apparence trompeuse laisserait croire que notre économie aurait échappé au ralentissement économique mondial ce qui serait un étrangeté pour une économie assujettie au dollar et à l'Euro et où la crainte du « social » marque la démarche économique. En vivant leurs crises respectives les zones « Dollar » et « Euro » se sont imposées des mécanismes de sortie. Comment ? L'auto suffisance industrielle relative leur permettait d'élaborer leur stratégie économique à long terme ; celle-ci acceptait les hausses successives et transitoirement durables du prix du baril de pétrole qu'elles ne produisent pas. C'était semer, chez l'exportateur de pétrole, un satisfecit velléitaire qui n'est autre qu'un retard de phase d'une crise qui frapperait notre économie au PIB dominé par les exportations de pétrole et de gaz. Leurs plans directeurs décrétaient, au risque

Aussi longtemps que le prix du baril le permettait, il est vrai que le PIB resterait marqué par une augmentation qui se situerait entre 2,5 et 4%. Plus d'une décennie d'embellie du cours du pétrole a permis au pays de se libérer d'une manière appréciable de sa dette extérieure.

de faire dans l'impopularité du pouvoir en place, des mesures qui allaient toucher aux facteurs déstructurant les équilibres macroéconomiques des comptes. Ils décident de faire acheter par leurs banques centrales les bons et titres dits « hypothécaires », de réduire les importations notamment les hydrocarbures, de solliciter davantage la contribution fiscale, de redéfinir les critères ouvrant droits aux avantages sociaux, de motiver l'employeur se distinguant par la création d'emplois, d'encourager les crédits affectés aux investissements nouveaux, d'éliminer au maximum les fastes de la représentation publique.. Voilà qu'avec son dispositif pareil, de sortie progressive de la crise, la zone Euro assiste au résultat indirect qu'elle a planifié sur « ses partenaires ». Dans cette perspective un fléchissement programmé, durable et déterminant des cours du pétrole ajouté à la dévaluation monétaire fait passer en l'espace de deux années de 115 à 81 dollars US le cout du baril soit une réduction de 29,6

Les incertitudes d'une évolution économique



%. Alors que le salaire moyen mensuel dans notre Pays, lui, a augmenté à la même période de 13,7 %. La gouvernance ne peut qu'en être préoccupée. « Il n'y a pas le feu » disait-il. Mais effectivement il y a le feu et la vitesse de ce feu risquerait d'être exponentielle si des mesures d'ajustement budgétaire ne sont pas prises. Toute gestion financière de la répartition et des transferts budgétaires notamment sociaux, est dimensionnée en rapport avec le revenu national. Penser émergence économique non pas au détriment du vrai social non accru, mais en faveur d'une exploitation rationnellement ciblée des ressources est un objectif. Les agrégats et les ratios devraient retrouver leurs sens normatifs.

L'objectif d'émergence s'atteint) partir des spécificités du Pays. L'expansion de la croissance mérite une telle projection. La ressource financière est disponible. Une base industrielle à « normer » et à diversifier existe. L'expertise et la ressource humaine qualifiée existent. Un marché porteur de près de 40 millions de consommateurs existe. Les structures de formations universitaires et professionnelles disponibles et largement réparties sur l'immensité du territoire existe. Une position géographique face à l'Europe et rayonnant sur le marché africain (six frontières terrestres) existe. Une communauté de langues existe. Les moyens de communications avec vulgarisation généralisée des TIC existent. Une distribution énergétique disponible sur tout le territoire existe. L'espace foncier à promouvoir en faveur d'un développement économique existe. Une population à 60% de moins de 30 ans et prometteuse existe. L'ensemble de ces atouts et d'autres autoriseraient l'économie du Pays à ne pas se suffire d'une croissance flottante entre 2 et 4 %. Tous ces atouts ne justifient pas un fonctionnement à deux inflations. L'une nominale ou théorique, celle de l'analyste, et l'autre, celle échappant à tout contrôle, mais subie par le consommateur.

Il est remarquable que tous ces atouts résultent de l'effort d'investissement de milliards de dollars US et qui s'avèrent aujourd'hui sans impacte sur la croissance réelle. Y aurait-il sur dimension des infrastructures économiques et une ressource humaine qualifiée pléthorique ? Des infrastructures et des actifs dormant et inopérant ne feraient-ils pas dans la pénalisation de la croissance ? Le manque de diversification patronale de l'économie génératrice de croissance vraie n'encourage-t-il pas cet atterroissement de l'activité ? Ne freine-t-il pas la

réhabilitation de ces infrastructures convoitées au dinar symbolique. Le manque de diversification du marché salarial n'ajoute-t-il pas aux aléas de la croissance ? Un salaire n'est ni une donation ni un legs au gré d'une humeur ou d'une conjoncture. Il n'y a pas de doute que la gouvernance en soit préoccupée. Il devient à cet effet utile de libérer le citoyen de l'assistance multidimensionnelle dans laquelle il s'enferme. Cette assistance est reflétée par des comportements misérabilistes d'une part et par un standing de vie sans mesure ni avec la productivité ni avec la croissance du ménage d'autre part. C'est une culture qui n'habilite pas le citoyen à réussir sa citoyenneté et s'insérer dans la dynamique de création de la valeur ajoutée nationale. Travailler n'est ni dévoyant ni dévalorisant. Travailler et gagner sa richesse n'est pas un hobby ; c'est un devoir. S'enrichir au prix de l'effort serait légitime. S'enrichir sans mérite est condamnable. Il est paradoxal que ni le milliardaire ni le smicard, ne soit satisfait de son « art ». Le riche se plaint et imite le pauvre et le pauvre se plaint et imite le riche. Mais c'est dans la distribution des chances d'entreprendre que se ressource la diversification du patronat et de l'économie pour sortir de la « rentière ». Le plan quinquennal 2015-2019 (plus de deux cents milliards de dollars) devrait prioriser le Pays à s'insérer dans la nouvelle vocation industrielle du 21^{ème} siècle. Celle de la production de l'intelligence. Les 50 millions de citoyens de l'année 2030 vivront dans un asservissement du rapport homme/occupation. Le 21^{ème} siècle sera marqué par la technologie, la technique et le service virtuels.

Percevoir et discerner la parole et l'initiative économiques en faveur d'une relance au dessus de toute couleur politique et réfutant toute ascendance opportuniste, plaiderait en faveur de la révision immédiate des prévisions budgétaires et des transferts sociaux non avérés. En invoquant les spécificités, c'est pour dire qu'elles diffèrent de celles des économies des pays du MENA (Bahreïn, Égypte, Iran, Jordanie, Koweït, Liban, Lybie, Oman, Qatar, Arabie Saoudite, Émirats arabes unies, Yémen) où le FMI évalue l'Algérie. Les réserves constituées par ces Pays sont estimées à plus de dix fois celle de notre Pays. L'aspiration de l'Algérie n'est pas celle d'être un exportateur d'hydrocarbure mais celle d'un émergent économique et industriel qu'elle aurait du être eu égard à ses atouts. Est-il économique de se suffire de cet écho sur les perspectives économiques qui atténuent notre économie à celle d'une majorité d'économies des pays du NENA ?

C'est pourtant bien l'Arabie Saoudite et le Qatar qui s'associent à la « zone Dollar et Euro » pour réussir la chute de presque 30 % du prix du baril en moins de 18 mois. La lutte commerciale autour du prix du baril entre les plus grands producteurs pétroliers et non moins alliés (les États Unis, l'Arabie Saoudite, le Koweït et le Qatar) pour consolider leurs parts du marché, ne renforce pas l'évolution économique de l'Algérie. Elle sème les graines d'une crise financière qui s'avérerait désastreuse. Il serait affirmatif de croire que la gouvernance à l'échelle macroéconomique ait pris les dispositions à cet effet.

La Méditerranée met l'Algérie aux portes de l'Europe de l'Ouest. L'Histoire, La cellule culturelle, la structure sociale, le modèle de consommation, l'aspiration économique et industrielle et l'expertise nationale ne s'y identifient pas à ceux des pays du MENA. La richesse due aux hydrocarbures est une richesse liée et transitoire. L'industrie des hydrocarbures est une industrie (60 % du PIB) relativement peu créatrice d'emplois et sans impacte sur la performance économique du pays. La fructification du revenu financier des hydrocarbures serait efficiente quand elle se réaliserait au profit d'une ascendance industrielle non pétrolière-gazière et d'une valeur ajoutée nouvelle et compétitive. Le champ opérationnel du commerce, quoiqu'il libéré par l'État, n'a pourtant pas contribué à la transition vers l'émergence. Dans la disponibilité d'aujourd'hui, il n'est pas rentable de fonder sa croissance sur les importations des 70% du besoin alimentaire et de l'accessoire utilitaire alors que le patronat hors hydrocarbures se suffit de 3 % des exportations algériennes. La liberté des marchés ne devrait pas se substituer à l'économie de marché. La réactivité de la gouvernance à ce niveau serait contributive à une sérénité de l'évolution économique du Pays. La pénétration de sociétés financières est l'expression de l'attractivité du marché national et ne se substitue pas à une réglementation financière fluide, rigoureuse et nécessaire aux opportunités d'une économie de marché en quête d'une autonomie efficiente. Les opportunités économiques se projettent en temps réel et nécessitent une organisation aérée mais efficace. Une bonne organisation se structure telle que l'influence externe non conforme de l'homme est exclue en temps réel. La volonté de reconsidérer ses objectifs vers des priorités à forte valeur ajoutée est un signe de résistance aux aléas financiers impondérables. Tant que l'économie algérienne a encore les moyens de résister.

Que veut le pouvoir ?



Par Kamel Kacher*

Au niveau des relations internationales, le pouvoir procède à l'apaisement des situations conflictuelles à ses frontières immédiates, préconise des solutions diplomatiques aux différents protagonistes. Il est à la recherche de relations équilibrées et équitables avec les grandes nations.

Trois aspects primordiaux dans la démarche actuelle du pouvoir font consensus et qui privilégient une attention particulière de la part des décideurs algériens pour trouver les solutions idoines et dans les délais les plus courts : le politique, l'économique et le social. Les solutions préconisées par le pouvoir font l'objet d'analyse dans cette contribution particulière.

Sur le plan politique, " l'establishment " algérien, est entrain de se réorganiser totalement afin de construire sur des bases solides de crédibilité et de compétence des institutions pérennes. Les tenants du pouvoir savent qu'ils ne sont pas éternels, ni leur système. Ils comprennent parfaitement que les données géostratégiques dans notre région ont changé.

L'un des chantiers politiques mis en branle est la transformation des comportements et de la culture égoïstes des hommes politiques et des parlementaires afin de ne pas laisser à des parties et/ou à des partis politiques, sans programmes de développement réel pour le pays et de sortie de crise sociopolitique, le soin de déstabiliser les institutions. Ou refaire les mêmes erreurs commises dans les années quatre vingt dix du siècle dernier.

Cette évolution politique du pouvoir est régie par un souci de stabilité afin de travailler dans la sérénité à l'élaboration adéquate de nouvelles lois, à l'ajustement de la constitution pour équilibrer l'énorme égoïsme qui existe chez les hommes politiques.

Le pouvoir veut changer aussi les paramètres de gouvernance en commençant par la refondation effective des institutions pérennes du pays, par la moralisation de la vie politique et par une justice sociale réelle. Cette construction politique se veut démocratique avec une liberté d'opinion dans le respect de l'autre et avec une adhésion citoyenne afin d'octroyer à l'Etat une légitimité recherchée depuis l'indépendance.

Le pouvoir juge qu'il est grand temps pour que nos institutions s'imprègnent de ce qui se fait ailleurs et prennent l'initiative de repenser l'utilisation d'instruments efficaces de gestion et de bonne gouvernance et de procéder à l'actualisation de ses mécanismes afin d'être crédible, en utilisant les outils les plus modernes de gestion.

Le pouvoir est décidé de trouver une issue valable et raisonnable à la hauteur des sacrifices de tout un peuple et des responsabilités dévolues pour la gestion d'un Grand pays comme l'Algérie en cette année du 60ème anniversaire du déclenchement de la révolution de novembre.

Sur le plan économique, la situation s'assainit doucement et vigoureusement. Le remboursement anticipé de la dette souveraine a permis

Le pouvoir veut pour le pays une stabilité politique en premier lieu, une prospérité économique couplée à un développement technologique et un saut qualitatif de modernisation des infrastructures, sans oublier enfin une adhésion et une paix sociale pérennes.

à l'Algérie d'afficher une croissance moyenne, une stabilité macroéconomique durable, enviable par beaucoup de pays endettés, et une maîtrise complète de l'inflation, autrefois galopante. Le pouvoir envisage toutefois de s'attaquer sérieusement à la situation microéconomique du pays en maîtrisant la balance commerciale et le déficit budgétaire, qui sans la manne des recettes d'hydrocarbures, restent largement déficitaires.

En améliorant la perception de la fiscalité et en élargissant sa base, puis de trouver des moyens de production nationale de substitution à l'importation. L'adoption d'une réglementation adéquate fait l'objet d'une prise de conscience au niveau du pouvoir pour une transition économique sereine, afin aussi de freiner la régression de la production industrielle et de cesser le gaspillage d'énergie bon marché. D'ailleurs une stratégie industrielle adaptée à la réalité algérienne verra le jour bientôt.

L'ouverture d'usines de produits innovants entre dans cette stratégie toute azimut. Le pouvoir est aussi conscient que pour un décollage économique réel il faut moderniser le secteur bancaire public pour qu'il puisse participer avec efficacité au financement de l'économie réelle. Il compte aussi sensibiliser fermement les milieux d'affaires algériens pour qu'il se tourne réellement vers l'industrie et la production nationale.

L'Algérie fait l'objet d'attraction, mais les investissements à y réaliser sont toutefois gigantesques, et hors de portée du pouvoir seul. Un inventaire non exhaustif de l'économie de demain impose au pouvoir d'anticiper les risques et de les prévenir. Le rythme des échanges mondiaux devrait connaître une redéfinition fulgurante, puisqu'on assiste à une crise systémique, liée aux fondamentaux des échanges économiques mondiaux.

Le pouvoir est conscient que pour les vingt cinq années à venir, à l'horizon 2040, il n'y a d'autre voie que de passer d'une économie de subsistance à une économie de développement. D'abord pour éviter une régression économique, fatale au pays, puis pour assurer la paix sociale et la sécurité nationale. Le pays a tout, pour réussir un décollage fantastique. Le pouvoir veut réussir sa politique de développement.

Les entreprises étrangères présentes en Algérie, là où cela a un sens, obtiennent tous de bons résultats. Tous les grands groupes occidentaux ont une présence commerciale voir industrielle, systématiquement rentable. Le pouvoir algérien a élaboré une législation sur les investissements étrangers, aux normes internationales, qui garantit la sécurité des investissements. Cette législation est doublée d'accords bilatéraux.

Des initiatives ont été prises par le pouvoir actuel dans les domaines fiscal et social, l'élaboration d'un cadre législatif consolidé et la suppression de certains impôts ont contribué encore à assainir le climat économique. Le pouvoir prévoit, en priorité, la

mise en place d'un nouveau code fiscal, avec des taux d'impositions plus attractifs.

En matière de crédits, tant pour la population, que pour les PME, la solution préconisée par le pouvoir est la création d'institutions privées de microfinance et l'ouverture d'un plus grand nombre de filiales de banques étrangères renommées, qui permettront le développement des crédits de façon organisée et saine.

Sur le plan social, le pouvoir est convaincu que la société algérienne elle-même se mettra au diapason pour être à la hauteur des défis. La refondation du système scolaire a été entamée déjà par le pouvoir, constatant aussi que la société algérienne est caractérisée par une certaine fièvre de violence gratuite, accuse un déficit de sociabilité et de vivre ensemble. Il commence à établir une batterie de mesures, afin d'éradiquer définitivement ces fléaux. Il est conscient des séquelles psychologiques irréparables, subies, et qui ont eu des répercussions pénibles sur plusieurs générations d'algériens. Pour sortir la société de cette tourmente, le pouvoir proposera au peuple des projets sociétaux et structurants.

Il veut pallier le déficit d'identité de la société algérienne en élaborant un contenu faisant référence aux vraies racines du pays, assumant toutes ses origines et donnant fierté pour le passé, force pour le présent et espoir pour le futur.

Le pouvoir aujourd'hui, veut construire une société fière de ses valeurs ancestrales, pratiquante d'un Islam clairvoyant et tolérant, respectueuse de la diversité et des convictions de l'autre. Il veut remédier vigoureusement au déracinement culturel, légué par le colonialisme et combattre l'obscurantisme sous tous ses aspects.

Afin de rétablir la société algérienne dans son état de conscience naturelle, d'appartenance à une grande nation riche en héritage civilisationnel, après une multitude de souffrances et de traumatismes subis, le pouvoir préconise des remèdes de reconsidération, d'estime de soi pour le peuple. L'impact psychologique positif sera incommensurable.

Le pouvoir a réussi à relever le niveau de vie de la population et son pouvoir d'achat, malgré les entraves rencontrées et la difficulté de mise en œuvre de certains projets structurants. Les contraintes économiques et sociopolitiques internes au pays pesés lourd. Il fallait entamer pour le pouvoir des réformes lourdes et coûteuses. Il mise, entre autres domaines importants, sur le développement des transports, érigés en priorités, pour satisfaire la demande d'une part et promouvoir le tourisme d'autre part.

Le facteur humain dans une société, qui veut avancer, est primordial pour la réussite de tout projet, de l'application des actions élaborées par le pouvoir et de l'adhésion convaincue des citoyens de cette même société.

* Phd es-Sciences Aéronautiques.

La procédure d'admission au séjour du salarié algérien en France

Par Fayçal Megherbi*

L''Accord franco algérien du 27 décembre 1968 a été signé entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire. Il régit la circulation, l'emploi et le séjour des ressortissants algériens et de leurs familles en France.

Dans le cadre de la déclaration de principe des Accords d'Évian relative à la coopération économique et financière, les deux pays se sont engagés à apporter une solution globale et durable aux problèmes relatifs à la circulation, à l'emploi et au séjour des ressortissants algériens sur le territoire français.

Les deux gouvernements sont " conscients de la nécessité de maintenir un courant régulier de travailleurs, qui tiennent compte du volume de l'immigration traditionnelle algérienne en France ;

Animés du désir ;

- de faciliter la promotion professionnelle et sociale des travailleurs algériens ;
- d'améliorer leurs conditions de vie et de travail ;
- de favoriser le plein emploi de ces travailleurs qui résident déjà en France ou qui s'y rendent par le canal de l'Office national de la main d'œuvre, dans le cadre d'un contingent pluriannuel déterminé d'un commun accord ; "

L'accord franco-algérien est, en effet, animé par un esprit en faveur des travailleurs algériens. Il prévoit dans son article 3 qu' " Un effort spécial sera réalisé, avec des moyens accrus en faveur des travailleurs algériens, d'une part pour développer l'enseignement aux adultes, la préformation et la formation professionnelle ainsi que l'accès aux divers cycles de la promotion du travail, d'autre part pour améliorer, d'une manière continue, les conditions de vie et de logement de ces travailleurs. "

L'article 7-b dispose que : " Les ressortissants algériens désireux d'exercer une activité professionnelle salariée reçoivent après le contrôle médical d'usage et sur présentation d'un contrat de travail visé par les services du ministre chargé de l'emploi, un certificat de résidence valable un an pour toutes professions et toutes régions, renouvelable et portant la mention " salarié " : cette mention constitue l'autorisation de travail exigée par la législation française ; "

La procédure d'introduction d'un travailleur algérien doit être initiée par l'employeur, qui dépose une demande d'autorisation de travail auprès du service de la main d'œuvre étrangère de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (Directe).

Si ce service donne son accord le dossier du travailleur sera transmis au Consulat de France en Algérie.

C'est à partir de cette étape de la procédure que le ressortissant algérien pourra déposer une demande de visa auprès du service consulaire des visas. Une liste des documents à fournir est prévue dans la réglementation pour l'obtention du visa long séjour portant la mention " salarié ".

Toute décision de refus d'autorisation de travail ou de délivrance de visa est susceptible de recours devant le juge administratif.

*Avocat au Barreau de Paris

L'Afrique, ce continent de l'anti-démocratie

Par Kamal Guerroua*

Triste est ce continent dépendant des aises des autres où les coups d'Etats sont l'abécédaire du logiciel mental de certaines élites déconnectées, plus promptes à composer dans le registre du complot et du tragique qu'à jouer la symphonie de l'alternance et du changement pacifique. Pitoyables sont ces pays devenus dépotoirs de despotes courant à qui mieux mieux en vue de réaliser des records de longévité, sacrifiant et libérant et constitutions au lieu de servir l'intérêt suprême de leurs concitoyens. Les plaintes se succèdent hélas en autant de points de suspension, révélateurs d'un mal endémique, d'une blessure, d'un abcès. Dès qu'une lueur d'espoir nous fait sourire, je parle bien évidemment de cette Tunisie post-révolutionnaire qui s'est sauvée in extremis aussi bien de l'enclume dictatoriale de Ben Ali l'ayant mis des années durant au rebut de l'histoire que de l'islamisme politique entretenu dans son ombre, un torrent de tristesse et une suite d'infamie, noires, des pires qui soient maculeront de leur laideur nos fronts. Sommes-nous ces éternels damnés de la planète à qui rien ne puisse convenir? Sommes-nous ces oubliés de la modernité? Ces ratés du destin? Autrement dit, ces peuples incompatibles avec toute idée du progrès. Et puis jusqu'à quand continuera-t-on à suivre les autres et à nous oublier nous-mêmes?

J'ai cité dans l'une de mes précédentes chroniques l'exemple de cette militante altermondialiste malienne Aminata Traoré qui, un jour, dirait que nous (les africains) avions la haine de nous-mêmes. Il me semble que, toutes proportions gardées, la moitié de la réponse à mes interrogations est là. Mama Africa est cette terre saccagée par les reniements de ses enfants, épuisée par les épreuves et privée de toute espérance. Du camerounais Paul Biya au zimbabwéen Robert Mugabe, du rwandais Paul Kagame au récent fuyard burkinabé Blaise Compaoré, elle célèbre chaque année sans le vouloir le deuil de la démocratie. Un douloureux et interminable chemin de croix qui l'a mené du militarisme aux guérillas urbaines, des épidémies diverses aux guerres intestines, des jacqueries aux pronunciamientos quand les sécheresses et les famines, deux phénomènes routiniers à des pans entiers de la population, n'ont pas déjà sapé ce qui y reste de si vivant, de si sensible et de si humain. Nos salves de colère font des concessions à l'amertume, des plaidoyers acharnés se flétrissant dans un cercle vicieux dont les antipodes sont l'instabilité et l'autoritarisme. L'impuissance de nos gouvernants et leur trahison nous poussent dans les bras d'une solitude glacée, notre ultime réflexe de survie en ces temps cruels où pourtant, partout sur la surface du globe, les nations se solidarisent, s'entraident et forment un bloc solide pour lutter contre les rigueurs d'une mondialisation sauvage.

Parfois, l'expérience unique en son époque qu'a tentée le colonel El-Gueddafi de rassembler les populations africaines, quoi qu'à vrai dire folklorique et sentant l'odeur tribale de la défunte «Jamahiriya», nous met aujourd'hui en plein carrefour des sens ; face à nos dilemmes : l'union sacrée ou la disparition forcée? A choisir entre le pile ou le face du jeu de dés politique! N'a-t-il pas eu la primeur de penser à l'idée des «Etats Unis d'Afrique»? Et par là, ne nous a-t-il pas averti sur les dangers de la désunion et aussi sur le besoin stressant de fédérer les forces et les synergies pour sortir de l'orbite de la soumission? Ce qui fera de notre continent une tribune à partir de laquelle il sera possible de se faire valoir et de donner une autre image, certes plus authentique, de nous-mêmes. Pas sûr qu'on soit en mesure d'y arriver en tous cas sans un investissement au long cours dans le savoir et l'ap-

Infamante est l'actualité effervescente de cette Afrique qui ne se relève jamais de sa descente aux enfers, toujours assise au bord de l'abîme ; éplorée comme une vierge dépucelée en face de ses bourreaux.



prentissage de la citoyenneté. Ce que ce même dictateur a superbement ignoré durant ces 42 ans de règne sans partage en Libye. Un pays au bord du chaos aujourd'hui. Car mal-préparé, peu initié au projet tout aussi politique, éducatif que culturel et ayant jeté ses assises sur les équilibres tribaux, il patauge dans les séditions et «l'infra-démocratie post-révolutionnaire» où les règlements de compte, le partage éhonté des territoires entre factions en lutte, la course derrière les glorioles sont vus comme autant de symboles de puissance et de pouvoir. Comme partout ailleurs dans les autres pays africains (Soudan, Égypte, Mali, Algérie, etc.), la facture de la bureaucratie est un peu trop salée que prévue, les dictatures se renforcent dans un maillage institutionnel compliqué et le réflexe tribal presque congénital des maîtres de céans s'est trouvé ses frères jumeaux dans la fosse septique de la corruption et du bakchich.

En spectatrice de son dépeçage (richesses souterraines), mama Africa se donne l'illusion de la transition démocratique, espère et attend en vain des jours meilleurs. En revanche, ayant depuis longtemps l'appui des chancelleries occidentales, les grandes muettes s'interposent souvent en gardiennes de la citadelle assiégée lorsque l'équation du statu quo sera inversée par la voix révoltée de la masse. De protectrices de peuples, les armées africaines sont devenues, presque toutes, des usurpatrices du vouloir collectif, jouant parfois la carte de l'hostilité frontalière pour maintenir leur suprématie sur les rouages des systèmes de gouvernance. Les discours n'ont jamais accompagné les actes. La volonté des leaders, quoique parfois de bonne foi, est souvent ligotée par les impératifs de la survie. Éduquer les peuples n'a jamais fait l'affaire de nos apparatchiks, gourous d'appareils et chevronnés de la manipulation massive. On a découvert et on découvre encore avec effarement leur appétit vorace. Potentats têtus, accrochés aux parures des trônes, niant la logique des choses et allant à contre-courant de la roue de l'histoire. On a vu décapiter les rêves de notre jeunesse, s'éteindre sa voix, bridée

par la mélancolie, le désenchantement, l'exil et le désespoir.

L'Afrique est ce continent riche dont la pauvreté est reine, une terre arrosée par d'incessants contrastes (hyper-richesse d'une minorité et hyperpauvreté d'une majorité), défouloir à toutes les convoitises impérialistes, cible de toutes les dérives et les entreprises néocolonialistes. Le plus atterrant dans ce décorum est que ses maîtres autoproclamés issus pour la plupart des vieilles gardes nationalistes ayant milité pour son salut et son indépendance confortent cette vision simpliste, archistéréotypée et rétrograde d'un continent qui ne pourrait vivre que sous tutelle. Du reliquat de la francophonie héritée de la période coloniale aux différentes compromissions avec d'anciennes puissances (Belgique, Allemagne, Grande-Bretagne, etc.), la majorité des pays de notre continent traînent d'énormes casseroles derrière le dos comme enchaînés par leur propre destin de «périphéries» indissolublement liées au «centre» européen, occidental, étranger. Si aujourd'hui le Burkina Faso est sous les feux de rampe médiatique, c'est parce que son leader, vieux de 27 ans de règne est enfin chassé du pouvoir par une plèbe en furie, soutenu qu'il est pendant toute cette législature prolongée de «l'extérieur». Cet étranger-là qui fait, refait et défait le sacre de nos princes sans que nous n'ayons le moindre droit d'y opposer un veto ni d'y formuler une objection. Hier, c'était pareil aussi, en Somalie, en Mauritanie, au Congo, en Côte d'Ivoire et en Centrafrique. Le schéma est souvent le même, des têtes surgies du néant deviennent vite des leaders incontestés au prix des divisions profondes dans la société. Puis, une fois installées, elles ne relâchent plus la bride, déployant des trésors de patience et de ruse pour rester aux commandes le plus longtemps possible. La surdité politique est cette marque de fabrique d'une l'Afrique claudicante qui donne une raclée à tout espoir de construction démocratique, d'union et de solidarité interétatique dans le cadre de l'Etat de droit.

*Universitaire

Les bras m'en sont tombés !



Par Bouchan Hadj-Chikh

« **C'**est quand le 1er Novembre » deman-da la petite fille ? Je l'ai regardé, esto-maqué, un sourire crispé sur les lèvres. Alors j'ai dit : « C'est tous les jours le 1er Novembre. Depuis 1954. Ou ça aurait dû l'être. C'est tous les jours un matin de rêves et de projets, un matin de défis, où tout est possible. Même l'impossible ou ce que l'on croyait être. Depuis le 5 juillet 1830 ». Je fais une pause et j'ajoute : « Depuis Jugurtha, Massinissa, Missipsa et Tacfarinas. Depuis toujours, quoi ».

Elle a continué de me fixer comme si elle attendait un oracle. Je me suis tu. Oui, bien sûr. Le 1er Novembre n'est pas la fête de tous les Saints, ni la fête des morts, comme on dit. Cette date, pour nous, c'est celle des vivants. Ceux qui ont fait mentir Jean Jaurès ou Léon Blum - dont on nous bassine avec leur « humanisme » - qui déclaraient, le premier, en 1884, parlant de nous et d'autres hommes et femmes, que « ces peuples sont des enfants » qui ont besoin de « quelques notions très simples de langue et d'histoire française, de commerce, de christianisme ». Cet homme qui défendait le droit certain de la France à s'ouvrir un débouché, de l'Afrique centrale vers le Nil ». Ou Léon Blum, qui déclarait, du haut de la tribune de la chambre des députés, « le droit et même le devoir de ce qu'on appelle les races supérieures... d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture ».

« Le 1er Novembre, c'est une claque à tous ceux-là ». Je lui ai dit cela tout en sachant qu'elle n'était pas en âge de tout comprendre. Au fond, je me demande si je m'adressais vraiment à elle, espérant qu'elle retienne, pour plus tard, quelques mots clés pour la soupe qui la nourrira dans la vie qui l'attend, ou si ce discours était une piqure de rappel pour moi. Une interprétation du regard que j'ai croisé, ceux des enfants qui visitent les lieux de mémoire célébrant les actions des moudjahidines. Ceux que l'on voulait momifier. Que l'on appela « ancien moudjahidine » au lendemain de la proclamation de l'indépendance, pour en faire des pièces de musée. Référence à l'« ancien combattant » des guerres mondiales auxquelles nous fûmes contraint d'y participer et à y verser notre sang pour libérer « l'autre », celui, justement, qui ne nous recon-naissait ni identité ni désir de vivre libre.

Les moins jeunes, se souviennent, sans doute, de cette « Organisation des anciens moudjahidines » dont l'appellation fut dénoncée dans une chronique publiée dans le quotidien « La République » d'alors - il y a si longtemps - qui réfuta ce label neutralisant ceux qui avaient un dessein patriotique et de l'ambition pour leur pays.

Le terme « ancien » fut effacé. Au terme du congrès qui suivit. Parce qu'il était dit que la libération était également économique et politique. Et que tout restait à faire. Que la libération n'était pas formelle seulement. Elle était également économique.

Mais le mal était fait cependant. Le terme « Moudjahide » garda ce cachet passéiste, de « has been », comme on dirait aujourd'hui. Il fut étouffé, habillé en patron de bar, qu'ils ne surent, faute de formation, gérer - comme nous l'écrivions tantôt - . C'était leur « solde de tout compte ». « Solde de tout compte » également pour les personnalités de haut vol de cette révolution, agréées pour obtenir des licences d'importations afin de s'enrichir... à bon compte. Et se taire. Et laisser faire. A défaut de raviver, mobiliser leurs esprits pour concrétiser leurs rêves pour lequel ils étaient prêts à donner leurs vies, on rabaisa leur pa-triotisme au niveau de leurs portefeuilles, si près, pourtant, de leurs cœurs qui cessèrent de battre à l'unisson de la vie espérée.

Moudjahidines trompés par les mirages, détroqués de leur titre de vigile. Qui ont entêté les hommes d'affaires d'aujourd'hui. Ou qui croient l'être. Qui se sont pas des capitaines d'industrie. Encore moins des tra-ducteurs d'idées en réalisations. Qui n'en sont que les sous produit. Qui recourent aux compétences étrangères pour, disent-ils, développer le pays quand nous ne faisons que nous soumettre au « savoir faire » étranger démo-bilisant. Un ancien premier ministre - qui ne cesse de concocter un avant projet ou projet de Constitution Nationale depuis des mois - quali-fiait un de ces ministres de forcené de consultations de firmes étrangères pour tout embryon de projet. Avant de les classer sans suite.

Je cite ses propos de mémoire.

Le 1er Novembre est peut-être à venir. Lui aussi est devenu un projet.

Nous n'avons que ce pays.

Une République Démocratique et Populaire. En devenir.

Le 1er Novembre. Minuit. Pensez-y.

Le 1er Novembre 1954, c'est tous les jours, depuis le 5 Juillet 1830, depuis la nuit des temps, en fait, et tous les jours qui suivront le 1er Novembre 2014. En espérant que les ingrédients rappelés ici serviront à relever également la soupe pour les édentés des dérives de l'histoire à qui on a tordu le bras.

Et si vous êtes de ceux qui allument des bougies du souvenir, avant de craquer l'allumette, regardez la boîte et cherchez où elle a été produite. A quel pays devons-nous l'emprunter pour éclairer notre voie.

Elle attendait toujours ma réponse. Avant de s'éloigner en sautillant, elle lança :

« Alors, grand père, tu me diras quand ce sera le 1er Novembre ? »

« Non. C'est toi qui me le diras, mon trésor ».

Elle sourit. Dans son regard j'ai cru voir une étincelle.

■ Quand la toile d'araignée survit à la tarentule mère

L'Algérie a offert au monde contemporain deux des plus illustres intellectuels et philosophes réformateurs de la pensée islamique, en l'occurrence Malek Bennabi (1905 – 1973) et Mohammed Arkoun (1928 – 2010), que Dieu les bénisse et ait pitié d'eux.

Par Abdelhamid Charif*

En dépit des parcours distincts et carrières très différentes, ces deux dignes enfants de l'Algérie ont marqué leur époque et leurs œuvres continuent d'avoir un impact considérable à l'échelle planétaire.

L'honnêteté intellectuelle nous oblige néanmoins à reconnaître dès le départ, clairement et sans gêne ni détour, que les deux maîtres aux visions et approches différentes, ont des disciples de profils non moins différents, et que seul le noviciat et autres stratégies de « Cheval de Troie » motivent les soi-disant conciliateurs. Il est simplement hors de portée, pour l'auteur, de prétendre résumer les œuvres très riches des deux penseurs, dans le but d'étayer ces propos. Il sera essentiellement fait usage des relations de nos deux brillants savants avec un autre homme de sciences très célèbre, tout aussi béni d'intelligence et savoir, ainsi que de prérogatives aussi discrètes qu'immenses. Louis Massignon (1883 – 1962) est ainsi nommé.

MASSIGNON ET BENNABI

Entre Louis Massignon et Malek Bennabi, le coup de foudre n'a pas eu lieu. Les deux hommes n'ont toutefois pas pu cacher ni l'admiration, ni la suspicion, qu'ils nourrissaient l'un pour l'autre. Cette longue bataille inégale, entre deux projets civilisationnels et deux égos surdimensionnés à juste titre, menée sans répit sur plusieurs fronts, ne devait tourner qu'au désavantage de l'ingénieur indigène. Toutefois, ce dernier jouissant d'atouts extraordinaires, jusque là inconnus dans le monde musulman, et puisant ses forces de raisonnement et démantèlement de la poésie des équations et de la civilisation des nombres, opposera au combat injuste et déloyal une résistance et endurance plus qu'honorables.

En ce début des années 1930, toute l'élite intellectuelle arabe et musulmane se trouvant en France était sous le charme de Massignon, l'islamologue et grand militant du rapprochement interreligieux. Louis Massignon ne refusait aucun service aux étudiants musulmans. Il défendait leurs droits, intervenait auprès des autorités pour régler leurs problèmes, et facilitait leurs inscriptions dans les différents établissements universitaires. L'envoûtement était général à l'exception, reconnaît-il, de deux intrus, Malek Bennabi et son fidèle ami Hamouda Bensafi. Ces deux exceptions constituaient aux yeux de Bennabi « les deux sauveurs de l'Algérie », et l'ami intime Bensafi sera plus tard, dans un hommage rétrospectif, humblement honoré comme étant « le maître ». Telles étaient les qualités de fidélité, loyauté, et humilité du véritable maître, qui, même combinées au mauvais sort, n'arrivaient toutefois pas à lui éviter toutes sortes de piques et complots de jalousie, pour la simple raison qu'il a été béni par des qualités intellectuelles et morales exceptionnelles, et considérées à tort par beaucoup d'âmes polluées comme de la vanité, tout comme la naïveté et niaiserie, même vicieuses, sont perçues comme de la modestie.

Bennabi déclencha, sans en être très conscient, les hostilités contre Massignon dès 1931 lors d'une conférence qu'il donna sous le titre « Pourquoi sommes-nous musulmans ? », et qui ne pouvait que saboter le projet de sape et retournement servile des intellectuels musulmans. Ses travaux ultérieurs qualifiés de « Dangers pour la colonisation » par Massignon confirmèrent toutes les appréhensions. « L'araignée », surnom que donne Bennabi à Massignon tout le long du premier tome de ses mémoires, significativement intitulé « Pourritures »^[1], entreprit alors les premières manœuvres d'une longue opération d'envergure internationale tissant un filet de persécution et destruction totale contre Bennabi. Ce dernier se considérait comme une mouche insaisissable et perçait régulièrement cette toile dont le tableau de chasse ne cessait de grossir pendant cette étape inaugura-

le de la trahison intellectuelle, marquée en outre par la publication de travaux de servilité contre l'islam généreusement distribués par « les pères blancs ».

L'ami intime Bensafi, inscrit en thèse à la Sorbonne, était donc à la merci de Massignon et s'était laissé lui aussi envouter et charmer, mais finit plus tard en 1932 par lui adresser une virulente lettre de rupture le considérant désormais comme « un ennemi plus dangereux que les enfumeurs de Dahra en 1845 ». Massignon identifia plus tard un troisième « pire ennemi » en la personne de Cheikh Bachir El-Ibrahimi.

« L'important n'est pas la manière dont l'injure est faite, mais celle dont elle est supportée », Sénèque.

La longue et hargneuse persécution Massignonienne contre Bennabi est décrite par ce dernier dans ses mémoires « Pourritures »^[1]. Cela inclut la non-délivrance du diplôme d'ingénieur, l'échec à l'examen oral après d'étranges délibérations pour un candidat classé premier à l'écrit, les bizarres refus de recrutement dans divers postes en France et en Algérie (Bel Abbès), les refus de visa pour exercer en Egypte, Arabie Saoudite, et en Asie, ainsi que le licenciement de son père à Tébessa par l'administrateur Batistini, un ancien élève assidu de Massignon, qui avait le mérite d'être franc et direct puisqu'il avait juré d'exécuter le serment de son maître « enterrer le Coran » [1]. En 1944, Massignon et son « Service Psychologique » bénéficièrent de la collaboration de Maurice Violette pour emprisonner, pendant huit mois pour un non-lieu, Bennabi et son épouse qui devait elle aussi payer sa conversion à l'Islam. La liste des harcèlements et calvaires est impressionnante et presque incroyable. Malek Bennabi, le surdoué, n'était pas moins sensible que le commun des mortels, et a énormément souffert, ainsi que sa famille, et même après l'indépendance. La foi inébranlable, fermement assistée par un esprit cartésien exceptionnel, ainsi que la protection divine, ont aidé Bennabi, le persécuté, à mépriser toutes les tentations et marchés qui lui étaient discrètement proposés contre des concessions que beaucoup d'autres auraient considérées insignifiantes.

Autant, et même plus, que le respect, appréciation et admiration, Malek Bennabi mérite également nos prières : Puisse Allah le Miséricordieux, implorer par tous ses Noms Parfaits, avoir pitié de Malek Bennabi, et le récompenser pour nous, pour l'Algérie, et pour l'Islam, avec toutes les faveurs et grâces du Paradis, et lui réserver une demeure dans le plus élevé Al-Firdous. Certains sceptiques ou détracteurs peuvent, non sans une certaine pertinence, émettre des réserves quant à cette persécution démesurée. La suite de cette contribution pourrait aider à y voir plus clair. Il est toutefois certain que cette obsession Bennabienne de Massignon a mobilisé beaucoup d'énergie, et de moyens, et a donc inévitablement profité à d'autres intellectuels Algériens et musulmans qui bénéficieront ainsi de plus de générosité et seront soumis à un suivi moins rigoureux et moins asservissant.

MASSIGNON ET ARKOUN

Parmi les intellectuels de la nouvelle génération qui récolteront des fruits du Jihad de Bennabi, figure le brillant jeune Mohamed Arkoun. Après des études dans un établissement des « pères blancs », auxquels il garde une immense reconnaissance, Arkoun étudie la littérature Arabe et la philosophie à l'université d'Alger. Sur intervention de Massignon, il sera ensuite admis à la Sorbonne pour préparer l'agrégation. Arkoun ne résista pas au charme et la sollicitude de Massignon et il consacra même un article à leur première rencontre chez ce dernier^[2]. Il dira de lui : « Massignon est pour moi la tête d'un Isnad essentiel »^[3]. Arkoun fut vite séduit par la laïcité et lui trouvait des vertus pouvant émanciper les musulmans. Il entreprit alors à travers sa nouvelle discipline « islamologie appliquée » de combattre « l'ignorance sacrée » en proposant aux musulmans un nouveau Ijtihad basé selon lui sur la philoso-

phie et rationalité modernes. Ce qui devait et allait suivre pouvait en fait déjà être prédit à ce stade. L'œuvre de Bennabi, ennemi juré de Massignon, fut ainsi taxée en bloc comme étant démodée et souffrant du déficit de modernité^[4] ; mais une des plus choquantes surprises fut cette étrange préface, sous la forme d'un chapitre, qu'il consacra à une traduction du Coran par Kazimirski^[5]. Arkoun y asséna que « le Coran est particulièrement rebutant, désordonné, et incohérent ! » La version du Coran entre nos mains serait selon lui incomplète et des parties manquantes se trouveraient en Inde et au Yémen !^[6]. Est-il possible d'être plus critique envers Le Saint Coran ? Aucun orientaliste n'a tenu de pareils propos ; et Massignon lui-même, qui s'était engagé à « enterrer le Coran », et épargner généreusement ainsi la vie de plusieurs musulmans, n'a jamais osé attaquer en public le livre sacré des musulmans.

Arkoun, le prétendu maître de la philosophie islamique rationnelle, a régulièrement montré des signes d'incertitude et hésitation, voire des regrets, notamment après des séjours dans certains pays musulmans, au point d'être considéré, par ses amis occidentaux, victime d'un « lavage de cerveau » saisonnier^[7]. Il s'est certes également illustré par d'excellents travaux honorant l'Islam, se rapportant notamment à la paix internationale et le rapprochement interreligieux. Il est toutefois très difficile de reprocher à quiconque, prenant connaissance des propos d'Arkoun sur le Coran, sa décision de rejeter en bloc toute son œuvre. Il serait enfin injuste de suggérer que les diverses promotions et distinctions (Chaire, Professeur Émérite, Prix, Médailles, Légion d'Honneur...) auxquelles Arkoun eut droit, le furent pour services rendus. Sa compétence exceptionnelle, ainsi que sa contribution pour le rapprochement interreligieux et la paix mondiale, y sont également pour beaucoup.

Prenant sa défense, certains disciples d'Arkoun tentent de dévier les critiques, contre lui, vers sa vie privée, qui, disent-ils, ne regarde que lui. L'audience spatio-temporelle d'un nouveau Ijtihad de l'Islam est nettement plus vaste que celle d'un simple imam d'une mosquée ; et pour les deux, le prêche par l'exemple est plus important que celui de la parole ou l'écrit. Mais qui peut en fait dire qu'Arkoun ne prêchait pas exactement ce qu'il faisait et vivait ? Et en plus, son comportement personnel de gentleman n'était-il pas en fait plus honorable et moins préjudiciable que certains de ses écrits ?

A sa disparition, que Dieu ait pitié de lui, l'émotion était générale et les hommages fusèrent de partout, mais certains d'entre eux, provenant de la communauté judéo-chrétienne, pouvaient être perçus, par certains, comme un deuxième enterrement. Le journal El Watan avait quant à lui exigé un deuil national de pas moins de sept jours.

MAIS QUI ÉTAIT DONC LOUIS MASSIGNON ?

A la mort de Massignon, Louis Aragon écrivit « Un homme signifiant la France vient de disparaître ». L'histoire de Massignon est dramatiquement liée à la colonisation et dé-islamisation à travers le monde et particulièrement en Algérie. Même les dates historiques semblent consolider l'approche numérique. C'est avec la mort de l'Emir Abdelkader en 1883, que coïncide la naissance de Louis Massignon. Il est mort à l'indépendance de l'Algérie en 1962, et plus précisément une certaine nuit du premier Novembre, heure du déclenchement d'une révolution devant libérer un pays et un continent. Massignon semblait jouir à la fois des prérogatives discrètes d'un chef d'Etat à vie, et de la vénération affichée à l'égard du Pape. Peu de gens savent qu'au début du vingtième siècle, cet héritier de Fould était le rival et compagnon Français de Laurence d'Arabie^[8,9], avait participé aux accords Sykes-Picot sur le partage Franco-Britannique de l'Empire Ottoman^[10], et était le premier Français à croire en un foyer pour les juifs en Palestine^[11], avant de s'y atteler avec son ami Chaim Weizmann, futur président d'Israël. Massignon excellait dans l'art de leurrer et achever avec douceur ses victi-

mes. C'est ainsi qu'on le retrouve par exemple plus tard s'opposant hypocritement au sionisme et défendant les droits des réfugiés Palestiniens. La toile de l'araignée Massignon a traqué plusieurs intellectuels et leaders musulmans. Des édifices et des établissements portent toujours son nom dans des pays arabes. Certains des élèves de ce « formateur de théologiens musulmans » [10] se sont convertis au Christianisme tels l'Algérien Hosni Lahmek, et surtout Hadj Mohamed Abdeljalil, ce notable Marocain ayant visité les lieux saints, très jeune, avec sa famille, mais retourné par Massignon et devenu ensuite « Père Mohamed Abdeljalil ». Massignon annonça lui-même avec gloire et fierté cette conversion, mais Lyautey en fut outré car l'estimant contre productive^[12]. Plus d'un demi-siècle après la mort de Massignon, sa toile d'araignée continue d'attirer, piéger, anesthésier, et brouiller autant d'intellectuels musulmans qu'avant, surtout parmi les ébahis et confus des sciences de l'errance, les complexés et tétanisés par la civilisation occidentale, ainsi que les naufragés de l'ambiguïté des rationalités.

RATIONALITÉ DES NON-CARTÉSIENS

Rationalité, que de bêtises et stupidités sont commises en ton nom ! Cela peut paraître aussi paradoxal que normal que ce soient précisément ceux-là même qui souffrent d'un déficit chronique en rationalité qui l'invoquent en permanence dans des dissertations usant et empruntant des évidences, et convoquant hors propos des événements historiques, afin d'y glisser des incohérences, sur les effets et causes, que la rhétorique et l'éloquence sont supposées pouvoir camoufler. Les récidives sont d'autant plus nombreuses que la sottise continue de fournir des victimes, autres que les auteurs pris eux-mêmes à leurs propres pièges. Conscients de leur embrouille spirituelle, et au lieu de chercher une issue, les philosophes de l'égarement essaient plutôt de traquer d'autres. C'est ainsi qu'on les voit soulever des questions existentielles ambiguës, et parfois absurdes, visant à brouiller les esprits et chercher la petite bête au Bon Dieu, s'il venait d'abord à exister. Il est toutefois important de signaler que certaines interrogations pertinentes sont tout à fait légitimes et des initiés peuvent apporter des réponses. Il est cependant primordial de rappeler à ces brouilleurs que l'authentique rationalité cartésienne oppose aux absurdités, l'implacabilité du raisonnement par l'absurde. Pour les interrogations existentielles pertinentes et sans réponse, que certains évoquent dans le but de faire douter les croyants, l'athéisme reste coïncé et sans réponse, alors que la religion en fournit toujours une, sereine et apaisante : « Allah Seul Sait ! ».

Si la toile Massignonienne continue de sévir, faire des victimes, et pourrir la pensée vulnérable de certains intellectuels musulmans, les ailes de la mouche Bennabienne, quant à elles, ne sont pas du tout en reste et continueront de porter des coups, percer ce filet, et offrir aux croyants des fenêtres de lumière et rayonnement, jusqu'au jour où Allah héritera de la Terre et de tout ce qu'elle contient.

*Professeur, King Saud University

Références :

- [1] Malek Bennabi : « Pourritures », « Mémoires, Tome 1 », Dar El Oumma
- [2] Mohammed Arkoun : « Ma rencontre avec L. Massignon », Célébration du Centenaire de Louis Massignon, Le Caire, 1983
- [3] Mohammed Arkoun : « Ma relation avec Youakim Moubarrac », Les dossiers H, 2005
- [4] http://www.jawdatsaid.net/en/index.php?title=Mohammad_Arkoun's_attitude
- [5] Le Coran. Traduit de l'arabe par Kazimirski. Chronologie et préface par Mohammed Arkoun. Paris, Flammarion 1970, 511 p.
- [6] <http://vb.tafsir.net/tafsir22489/#.U6FcgOmKDIU>
- [7] <http://mrhayoun.blog.tdg.ch/archive/2010/09/20/la-disparition-d-un-grand-musulman-liberal-le-professeur-moh.html>
- [8] Jean Moncelon : « Louis Massignon », <http://www.moncelon.com/Massignonbio.htm>
- [9] <http://www.voltairenet.org/article160326.html>
- [10] http://www.akadem.org/public/Documents/FINIS/CHARBIT-intellectuels_866_A2/doc4_massignon.pdf
- [11] Jean Moncelon : « Louis Massignon et la Palestine » <http://edition.moncelon.com/louis%20massignon%20ET%20la%20palestine.pdf>
- [12] <http://morido.wanadooads.lnet/Massignon/Maroc.htm>

Députés, dites-vous ?

Par Cherif Ali*

Poussant plus loin « son coup de gueule », le député, en-tré décidément en dissidence, a brossé lors de la séance plénière de l'Assemblée, un tableau, plutôt sans complaisance, de la situation actuelle du pays, caractérisée a-t-il tenu à le rappeler « par l'absence remarquée du président de la République ! ».

Commentant son intervention, certains de ses collègues ont dit « qu'il s'était tiré une balle dans le pied ! ».

D'autres, lui ont trouvé du courage mais en pensant, tout de même, qu'il aurait dû aller au terme de sa démarche et démissionner de l'Institution Parlementaire.

Tout comme Mustapha Bouchachi, cet ex-député du FFS, qui a démissionné, déçu de ne pas avoir trouvé une tribune pour défendre les électeurs qui lui ont conféré mandat ; il a renoncé au salaire mirobolant de député et a osé faire un sursaut digne d'un homme intègre, choqué, selon ses dires « par la transgression flagrante de la loi par certains élus qui ignorent les lois de la République, y compris celle régissant leur propre institution et qui n'ont pas eu le courage de voter des propositions de mise en place de commissions d'enquêtes indépendantes ».

Bien avant lui, c'est le sénateur Mokrane Aït-Larbi, qui avait pris congé du Conseil de la Nation et des locaux du palais Zighout Youcef, censés pourtant, comme ceux nommés dans le tiers présidentiel, apporter leur expérience et leur expertise au pays. De tout cela on a rien vu, si ce n'est une majorité de cumulards et de prétendants à plus de privilèges ainsi qu'une poignée de ministres recyclés.

L'exemple de l'intrépide député Habib Zagad est rare pour ne pas être évoqué, d'autant plus qu'il se détache, par le propos tenu, de cette catégorie de députés dits « indépendants » qui, dans l'absolu, se fondent dans les partis sitôt élus à l'APN avec, déjà, l'idée de se faire réélire. Un candidat à la députation, indépendant comme on dit, plein d'énergie, diplômé, expérimenté, ne fera pas le poids en période d'élection. Sans soutien et sans argent, il ne passera pas le cap du dépôt de candidature.

Et le citoyen dans cette histoire. Il continuera à voter, bien évidemment, parce que la démocratie l'exige et qu'il doit assumer sa citoyenneté en caressant l'espoir de voir, peut-être, se multiplier les élus qui feront de leur mandat un engagement et une charge, pour servir et non se servir.

Lors de ces dernières mandatures quelques uns d'entre ces derniers se sont fait connaître, comme le député du Sud Akhamoh Hag Moussa, qui a porté la voix des zones frontalières du Sahara, ou Nordine Aït Hamouda qui avait le courage de dire, haut et fort, ce que tout le monde pensait tout bas ou encore Cherif Ould El Hocine qui a mis au service de l'APN son expertise en matière agricole.

Avec eux, on peut citer, également, Lakhdar Benkhellaf de l'Alliance Verte, Ramdane Taazibte qui porte la voix des travailleurs ou dans une législature passée, Mohamed Laïchoubi excellent président de la commission des finances selon ses pairs, ministre, ambassadeur et conférencier international depuis.

D'autres députés, en revanche, n'ont pas fait honneur à leur mandat :

- on les a vus en venir aux mains et en découdre, parce qu'ils étaient à court d'arguments.

- un des leurs, selon un quotidien arabo-phoné, a été épinglé pour cause de trafic de visa.

Du jamais vu à l'Assemblée populaire nationale : lors de l'examen de projet de loi de finances pour 2015, le député indépendant, Habib Zagad c'est son nom, s'en est pris, violemment, au président de l'APN, Larbi Ould Khelifa qui, selon ledit député, n'a rien de démocrate.



- on a cru, un instant, à la démarche des 26 députés qui voulaient instaurer un débat sur la corruption. On a cru aussi à la mode des commissions d'enquête qui n'ont jamais vu le jour, pour semble-t-il, un manque d'ancrage juridique.

- on nous a parlé aussi des députés qui ont voté des lois dont ils ne connaissaient même pas la consistance et aussi des députés qui n'ont pas ouvert la bouche durant tout leur mandat.

Lors de ces dernières mandatures quelques-uns d'entre ces derniers se sont fait connaître, comme le député du Sud Akhamoh Hag Moussa, qui a porté la voix des zones frontalières du Sahara, ou Nordine Aït Hamouda qui avait le courage de dire, haut et fort, ce que tout le monde pensait tout bas ou encore Cherif Ould El Hocine qui a mis au service de l'APN son expertise en matière agricole.

- on a encore en mémoire, ce documentaire tourné par une télévision privée algérienne, montrant des députés avouant, toute honte bue, n'avoir jamais lu de livre.

On n'a pas vu encore, à ce jour, une loi porter le nom de son député, on a, en revanche, regardé avec ahurissement les travées vides de l'APN à l'occasion de discussions de textes fondamentaux, comme la loi de finance 2015 : Ils étaient à peine une cinquantaine ! L'examen du texte leur a pris un peu plus que deux journées pendant lesquelles ils ont revendiqué des logements promotionnels et des crédits sans intérêts ; pour ceux qui l'ignorent encore, les députés bénéficient déjà d'une indemnité de logement estimée à 750 000 DA et d'un crédit sans intérêts pour l'achat d'un véhicule.

La représentation nationale, émanation du peuple, est censée porter les idéaux et les doléances de celui-ci. La réalité est, hélas, toute autre aujourd'hui.

Sommes-nous restés au stade de l'apprentissage ? Peut-être bien. C'est agaçant, tout de même, car les députés, eux, s'accommodent aisément de cette situation dès lors que l'Etat les entretient, grassement, autant qu'il les déresponsabilise avec cet argument du mandat national et non pas local.

Il ne faut pas donc attendre grand-chose des députés actuels, trop nombreux, majoritairement inféodés à des partis inamovibles, devenus institu-

tions dans les institutions (FLN-RND). A moins de recadrer les choses et de dire :

Le député représente la Nation et doit donc parler au nom de l'intérêt national ; il a aussi une responsabilité locale qui l'oblige à être à l'écoute de ses électeurs, de prendre en charge leurs doléances et leur rendre compte.

Il devra, lorsqu'il présentera sa candidature aux élections, engager personnellement sa responsabilité sur un programme, fût-il celui élaboré par son parti.

Il sera obligé aussi, non seulement d'ouvrir une permanence, localement, mais s'assurer l'aide d'un assistant parlementaire, autre que membre de sa famille, pour donner plus de crédibilité à sa charge.

Quant aux partis politiques, ils ne pourront pas leurrer, indéfiniment, les citoyens en leur faisant croire que leurs listes sont conduites par des universitaires et des personnes instruites, sachant bien, qu'un diplôme quel qu'il soit, ne donne pas une compétence et une intelligence dans la gestion des situations ; seul le quotidien permet de juger sur pièce. Que de fois avons-nous été dépités par la qualité des interventions des députés et la stérilité de leurs débats, qui apparaissent hors histoire, hors sujet et sentant la langue de bois.

Quant aux pouvoirs publics, ils devront trouver le chemin d'une démocratie réelle, crédible et véritablement représentative de toutes les couches sociales de la population.

Cela passerait, obligatoirement, par une réforme du parlement, par la suppression du Sénat, par exemple, dont personne n'entrevoit l'utilité ou ne perçoit l'expertise tant louée.

Cela passerait, également, par la réforme des règles de campagne électorale, du mode de scrutin, du statut de député et du lancement de la formation des assistants parlementaires et du métier y afférent.

En conclusion, peut-on un jour rêver « d'aller nous plaindre à notre député ! », tout comme le citoyen lambda, de la rive nord de la méditerranée et d'ailleurs, qui use et abuse de cette formule, car convaincu, qu'il tient là un sésame lui permettant, si besoin était, de contester, légitimement, toutes les formes d'abus dont il se sentirait

l'objet, par la faute d'une administration malveillante à son égard ou, de quelques fonctionnaires trop zélés à son goût ?

Ce même citoyen rencontrera, bien évidemment, son député à sa guise, au détour du marché de son quartier ou dans sa permanence ; il pourra lui parler, sans protocole et lui exposer ses griefs ou lui parler de ses attentes, avec la garantie, déjà, d'une attention non feinte et, aussi, la conviction que sa requête sera, pour le moins, examinée.

Oui, mais là on est dans des pays où la démocratie est ancrée dans les mœurs, ce qui n'est pas le cas en Algérie où l'élection du député n'est pas liée à une quelconque compétence, qu'il peut éventuellement avoir, mais qu'il faut qu'il étouffe, mais à une allégeance qui tire ses fondements dans un atavisme qui plonge dans la nuit des temps et qui est appelé « aççabya » par Ibn Khaldoun, « Benaamisme » aussi, ou encore « aarouch », bref, qui fait appel à des expressions du terroir qui avaient toutes leur pertinence dans l'histoire séculaire de l'organisation sociale des communautés tribales(*).

Conséquence, la circonscription électorale aura un député, confortablement élu, qui n'aura pas à rendre compte à la population, qui a certes voté pour lui, mais plutôt à celui qui l'aura fait roi, c'est-à-dire son parti, celui qui l'a intronisé et l'a placé en tête de liste, pour le faire élire, sûrement, mode d'élection oblige.

Le souci prioritaire de cet élu serait, outre sa reconnaissance éternelle à son parti, de se montrer dans sa wilaya, à chaque visite ministérielle, pour être vu, le plus possible, à côté des responsables locaux, en compagnie du ministre. En dehors de ça, c'est l'inaction politique qui le caractérise et qui est dissimulée par un emploi du temps chargé en apparence, car son contenu est bien souvent d'une indigence affligeante, en termes d'efficacité.

Faut-il, en conséquence, changer les choses ? Oui, bien sûr, en commençant, déjà, par faire bouger les lignes de cette vie politique à « l'encéphalogramme plat » et l'initiative ne peut venir, in fine, que du Président de la République qui détient toutes les clefs pour décider :

- d'un dialogue national avec toutes les parties qui ont émis le souhait « d'une transition pacifique avec le pouvoir ».
- d'élections législatives anticipées pour crédibiliser l'institution parlementaire

*Professeur Chems-eddine Chitour

Université : le temps des manœuvres

Par Ahmed Cheniki

A quoi sert un concours sur épreuves alors qu'il serait beaucoup plus simple de sélectionner les meilleurs étudiants du Master, comme cela se fait dans les grandes universités européennes ? De nombreuses universités algériennes ont connu cette réalité faite de déni et de propos dits en aparté, donnant la possibilité aux champions de la rumeur et des lettres anonymes de se manifester très courageusement. Après Alger et d'autres universités du pays, c'est autour de Annaba de vivre sous les feux éteints de la rumeur confortée par des médias s'obstinant à ne pas vérifier l'information, courant après le faux-scoop.

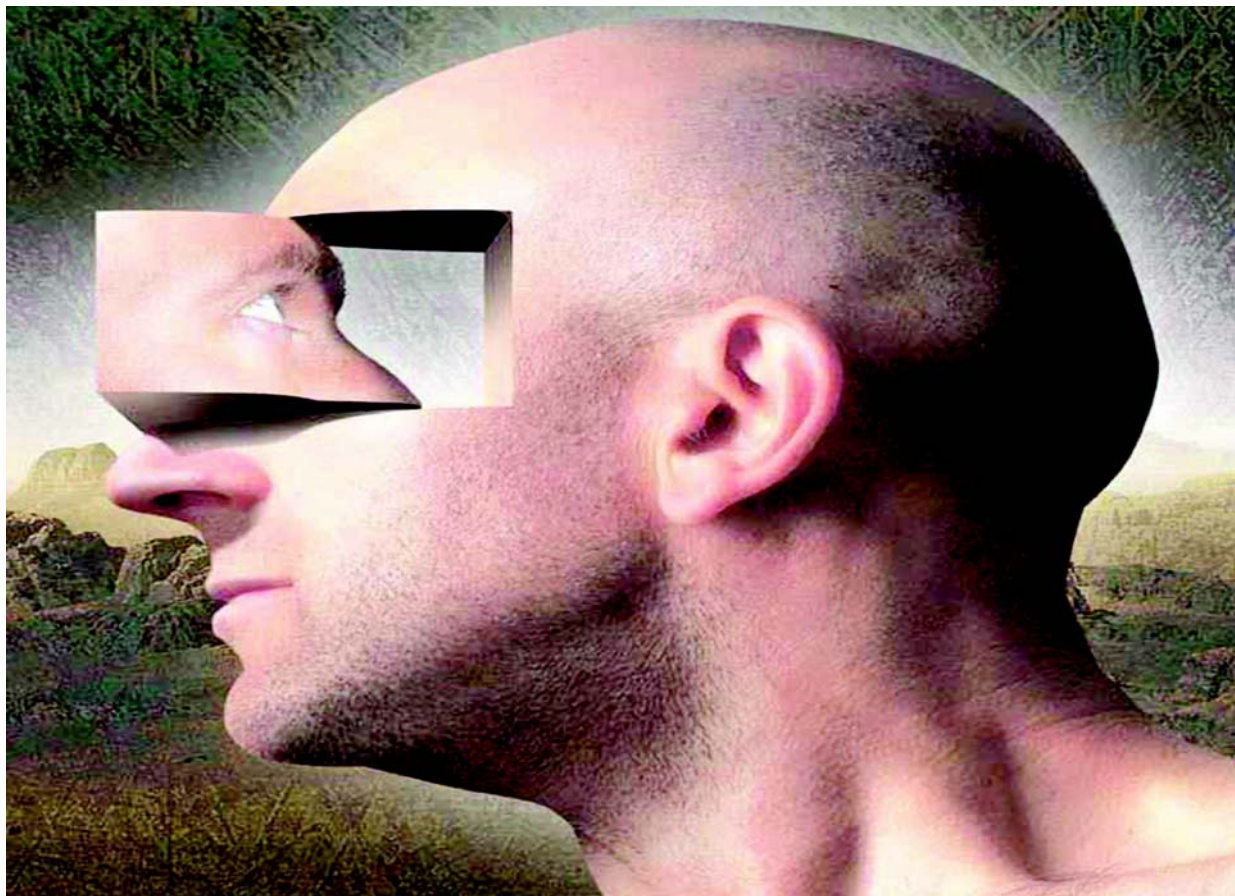
A Annaba, ces jours-ci, le nouveau recteur voulait changer le système de surveillance et de correction du concours d'entrée en doctorat, en faisant corriger les copies par une partie tierce, neutre. Mais voilà que se mobilisent un certain nombre de personnes qui rejettent anonymement cette manière de faire, allant parfois jusqu'à évoquer une « mauvaise gestion » alors que la nouvelle direction est installée depuis trop peu de temps. Cette situation peu singulière faisant désormais partie de la culture de l'ordinaire devrait inciter les uns et les autres à s'interroger sur le fonctionnement et l'organisation de l'université aujourd'hui, marquée par une flagrante et tragique absence dans les différents classements internationaux.

L'absence de débat et l'incapacité d'ouvrir de sérieuses discussions dans nos universités illustrent la profonde crise marquant une université travaillée par les jeux de la rente et un dramatique déficit en matière de production intellectuelle. Les volets scientifique et pédagogique se caractérisent paradoxalement par une inefficacité pratique et une indigence certaine au niveau de la mise en œuvre des savoirs et la prise en charge des moyens et des besoins didactiques. La recherche fait sérieusement défaut dans un univers où il est beaucoup plus question de reproduction paresseuse des savoirs que d'une entreprise de production scientifique.

Cette réalité est illustrée par l'absence d'espaces de débats et de discussion qui aurait pu mettre un terme à ces rumeurs et à cette inflation de lettres anonymes qui sont l'expression d'une formation superficielle de nombreux enseignants qui évitent toute discussion sérieuse engageant des enjeux pédagogiques, scientifiques et sociaux.

Il est tout à fait normal qu'émerge une sorte de fonctionnement fait de rumeurs et de traditions de mégères dans ce contexte marqué du sceau de l'ineffable et de l'absence où souvent les vrais débats sont exclus. Le fait que certains professeurs défendent des intérêts personnels, d'ego ou d'appartenance tribale semble poser problème. Comme chacun sait, les universités algériennes vivent des situations tragiques, mal classées ou pas classées du tout, dans la nomenclature mondiale et africaine. Elles sont condamnées à opérer de véritables réformes, douloureuses, à l'image de ce que voulait entreprendre Abdellatif Rahal, alors ministre de l'enseignement supérieur en 1977 avant que se concentrent contre sa personne les rentiers de la place, trop peu à l'aise quand il s'agit de débattre des questions sérieuses. En 1985, alors qu'il était ambassadeur d'Algérie à l'UNESCO, Rahal, en compagnie de nos amis Benstaali et Touri, nous avait raconté cette période faite d'hostilité de certains apparatchiks qui avaient, à l'époque, fustigé l'un des rares ministres qui avaient un projet sérieux. Le gouvernement s'était ouvert à trois ministres de renom, extrêmement compétents, Mostefa Lacheraf, Rédha Malek et Rahal qui,

Décidément, l'université n'arrête pas de vivre des situations cocasses et tragiques. Ces dernières années, chaque fois qu'un concours du doctorat est organisé, on crie au complot ou à la tricherie sans se poser les vraies questions.



malheureusement, avaient vite, sous la pression de leurs contempteurs, décidé de rendre le tablier.

Aujourd'hui, les choses semblent se compliquer, même si certaines actions volontaristes sont menées ici et là, comme celle entreprise par Mohamed Salah Seddiki, à l'université de Mostaganem où il a sérieusement transformé le paysage de cette université, malgré les résistances de certains rentiers qui ne pouvaient admettre aucun changement. Nous avons eu le plaisir de faire de nombreuses visites à cette université et d'observer le fonctionnement de la faculté des lettres, dirigée, à l'époque, par Farid Benramdane, aujourd'hui, actuellement conseiller au ministère de l'éducation nationale. Son organisation n'avait rien à envier à certaines universités européennes. C'est pour dire les difficultés rencontrées par le nouveau recteur de l'université de Annaba qui hérite d'une gestion chaotique, appelé à transformer les choses et à faire de telle sorte que les aspects pédagogique et scientifique prennent le dessus sur la dimension administrative tout en mettant un terme à cette tradition des lettres anonymes et des manœuvres de couloirs et de coulisses. L'écrit devrait se substituer à la tradition orale, trop prégnante dans les échanges, ce qui favoriserait la mise en œuvre d'une transparence aujourd'hui peu présente dans les jeux communicationnels.

Le projet soutenu par le recteur visant l'organisation de rencontres thématiques, de conférences et de journées d'études, l'ouverture de blogs, de salles de travail pour les enseignants et les étudiants et la généralisation de la connexion Internet pourrait permettre de mettre fin à ces apartés et ces interventions anonymes qui ont toujours caractérisé une université dont le fonctionnement est opaque. Cette histoire de doctorat n'aurait jamais eu lieu si certains avaient bien saisi, sans arrière-pensée, la logique permettant aux uns (les rédacteurs des sujets d'examen) de se saisir de la phase de surveillance et de correction et aux autres, d'expliquer les objectifs de cet acte mis en œuvre pour éviter tout soupçon de tricherie possible. Il est temps, pour le grand bien des étudiants, des enseignants et de l'université, que nous consacrons nos efforts aux questions épistémologiques, scientifiques et pédagogiques. Mettons nous sérieusement au travail, contribuons à l'émergence

d'une université performante et posons les bonnes questions. La situation de l'université algérienne est apocalyptique.

Les revendications de nombreux enseignants restent souvent, en dehors de la production scientifique, absente des travées des établissements universitaires, engluées dans l'organisation de colloques et de journées d'études, sans lien réel, avec la vocation d'un espace de connaissance. Les revues, souvent sans consistance, n'apportent que trop peu de choses à une université se limitant à gérer les examens, brandissant continuellement des chiffres peu opératoires, marqués du sceau de la pauvreté et de l'ineffable. Peut-on parler de scientificité dans un univers où Internet est absent dans plusieurs universités, les enseignants se trouvant sans bureaux, les « projets de recherche », sorte d'adresse ambulante, les labos, des entités vides. Ce n'est nullement surprenant de voir les universités algériennes occuper les dernières places dans les classements internationaux ?

Certes, les nombreux départs d'enseignants algériens vers l'Europe, le Canada et les États Unis, ces derniers temps, ont appauvri davantage cette université dépourvue des conditions minimales de travail. Le fonctionnement de ce qu'on appelle communément « conseils scientifiques » ne correspond nullement à la vocation scientifique de tels comités aujourd'hui réduits à n'être le plus souvent que des lieux comptables obéissant aux desiderata d'une administration trop peu intéressée par les jeux réels de la gestion d'établissements à caractère scientifique et dont l'organisation est d'ailleurs catastrophique. Bourses bidon, de nombreux rapports de soutenance sont faits à la va-vite, dont le temps de lecture se confond parfois avec le temps de la remise de la thèse, jurys de complaisance, jurys sans spécialistes de la question traitée dans la thèse, le plagiat est monnaie courante, publication d'articles dans des revues suspectes... constituent le lot quotidien d'une culture de l'ordinaire trop marquée par la complaisance et les jeux d'appareil. Nous avons, même été, témoin, de membres de jury qui ont déposé leurs rapports le jour même de la réception du document. Les membres de ce conseil, ignorant le plus souvent les textes réglementaires (notamment le chapitre 4 du décret du 17 août 1998 régissant le fonctionnement des conseils scientifiques), méconnaissent leurs prérogatives et évacuent

souvent l'administration des questions scientifiques, cherchant parfois à satisfaire l'espace administratif (département, doyen, rectorat), plein de bureaux, de téléphones et d'autres bibelots et avantages, en allant dans son sens.

Quand aura-t-on affaire à des débats scientifiques dans des universités où de nombreux enseignants demeurent encore otage d'une paresseuse entreprise de reproduction de cours jamais actualisés et d'articles ressemblant davantage à des exposés d'étudiants.

En attendant, le plagiat fait des ravages, mettant dangereusement en péril le devenir de l'université, l'organisation actuelle de la direction de recherches et des soutenances favorise la complaisance, l'absence d'un regard réfléchi sur les programmes et la nécessité de leur réactualisation est un véritable danger pour la sécurité nationale, le manque de revues de qualité et de conditions minimales de travail engendre le déficit en publications importantes et en colloques. Les bourses constituent de véritables espaces rentiers.

Du jamais vu dans le monde, les responsables administratifs (vice-recteurs, doyens, vice-doyen, chefs de départements) bénéficient d'office de cette allocation sans une contrepartie scientifique. Ce qui est scandaleux. Il faut le dire, ce « cadeau » est souvent assimilé à une pension touristique. Il est peut-être temps de supprimer les stages de « recyclage » pour les enseignants de rang magistral et ne conserver que les congés scientifiques (participation aux colloques) ou peut-être pour reprendre les propos de Mohamed El Korso : « ces bourses doivent revenir prioritairement aux étudiants de doctorat (...). Je suggère au MESRS de supprimer purement et simplement les bourses dites de courte durée pour les remplacer par un 13^{ème} mois à verser aux enseignants. A ce moment, on verra qui sont les véritables chercheurs et qui sont les pseudo-chercheurs. »

Ce sont là, les véritables défis du nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de son staff pour changer les choses. Ses dernières sorties médiatiques incitent à l'optimisme dans un univers gangrené par les jeux suspects de la rente. Le ministre, tout seul, ne peut rien sans la mobilisation des universitaires qui devraient abandonner la posture de l'indifférence et participer activement à la mise en œuvre de projets efficaces.

Une coupe et des récupérateurs



Par El yazid Dib

Toute une amplitude interrogative est venue chez beaucoup de témoins sétéfiens et d'observateurs attentifs pour s'interroger : pourquoi la procession des vainqueurs brandissant la coupe s'est-elle décidée à avoir comme destination finale le siège de la wilaya ? Pourquoi n'a-t-elle pas eu comme meilleure adresse le stade Mohamed Guessab, berceau de son enfance et caveau de ses bons et mauvais scores ? C'est dans ce stade où rodent encore l'esprit de Layass... Aribi ; que la population est naturellement sensée les recevoir. Entre le salon de la wilaya et le tour du stade Guessab, il y a toute une symbolique. La remise de la coupe s'est ainsi ensachée dans réception hors du peuple.

Le mouvement de liesse était un exploit populaire. La marche ou le regroupement de citoyens n'avait besoin de nulle autorisation. Sétif, à l'instant s'est vêtu d'une dimension algérienne. Il était au cœur de l'actualité.

Il existe une grande différence dans la théorie générale du mouvement dans le sens où la mobilité peut prendre toute une multitude de dimensions. Le peuple n'a pas marché pour protester. Il ne s'est point enquis des procédures tant que la victoire chantée arrange bel et bien les affaires publiques de certains. Le jeune braille à tue-tête et s'en va. Sa misère reste sur l'asphalte comme un fanion fini et désabusé. De l'autre côté de la rue, dans un département, un cabinet des gens jubilent et osent s'approprier l'humeur du jour. Ils pensent avoir été, à partir d'un fauteuil soyeux les buteurs acclamés.

Leur trophée à eux n'est remporté ni sur un terrain, ni par tirs aux buts. Ils sont le juge et l'arbitre, les joueurs et l'équipe, les supporters et les dirigeants. C'est à eux que reviennent légitimement, se disent-ils les engouements génésiaques du succès. La victoire va être un programme sectoriel défriché le long d'un budget sportif. Elle va être aussi un bilan dissimulant les aspérités qui foisonnent les autres bilans. La joie créée par la coupe chez le peuple n'est plus l'effet d'un résultat égalitaire. La qualification devait y être, estiment-ils car 2 trains et 200 bus auraient bénévolement avalé le temps de Sétif à Alger. La gratuité fournie ainsi exprimait la générosité du grand trésor public ou à défaut le troc d'un sponsor toujours à l'affût des belles opportunités nécessairement promises. L'essentiel d'un triomphe tend à se transcender vers de multiples sources. L'on chuchotera ou se laissera comprendre que, sans un tel et un tel rien n'aurait été possible.

L'Entente n'a pas gagné pour elle seule la coupe. Il y avait à Sétif au moment de l'incertitude des temps morts ; des banderoles titrées en noir et blanc qui juxtaposaient avec relief l'étendard national. Là, tout se confondait. L'entente était dans l'Algérie. Sétif dans le cœur de tout algérien. Chez les autres tapis dans les tribunes officielles, le CV s'apprêtait à s'enjoliver. Avoir « gagné » une coupe ça se compte dans les examens de situations promotionnelles. Dehors, dans le froid des gradins, dans les artères, en face d'écrans ; quelle prouesse, quelle sincérité ! Un formidable élan de sentiment collectif est vite dressé d'Est en Ouest, du Sud au Nord. Nos compatriotes installés outre mer, étaient également de la partie. La toile faisait un embouteillage aux réseaux sociaux. L'information devient un clic direct et à chaud. Les parties de foot comme les élections finalement font de temps en temps des détours aux plus avertis des clubs ou des partis. La récupération commence donc à se faire au grand jour.

Chez nous la promotion sociale ou sportive n'est pas uniquement un effort intellectuel. Ni l'élévation dans les rangs de la classe politique, un box-office de lutte ou d'engagement. Tout, demeure lié à un phénomène dont l'unique explication est à rechercher dans les mystères du pouvoir. C'est justement par la grâce envoûtante de ses arcanes, que du rien l'on peut produire

Un seul héros ; l'Entente ! La coupe s'est abreuvée à Ain fouara en ce 3 novembre 2014. Elle est continentale, africaine. Presque une demi-coupe du monde. C'est un autre trophée dédié à l'anniversaire d'une révolution. Comme ces opportunistes de « Novembre » il y a aussi les récupérateurs...de coupes



une chose. De qui d'un dirigeant, un superviseur, un parrain ou de l'Entente fait la gloire de l'autre ? Le mécanisme de production laisse souvent apparaître malgré un maquillage adéquat ; des scories visibles d'incompétence et de cajolerie. Du néant, du vide l'on a fait des personnages. Ministre, wali, sénateur, député ou maire, à des exceptions près, tous ont eu à connaître les enchantements rajeunissants des laboratoires où se procède sans recette, le mythe des hommes new-look. Parfois ce sont les clubs qui hissent au podium un simple commis de l'Etat. L'Entente en a produit une quantité.

L'Entente, voire l'Algérie enfante des pourtours dans tous les sens de ceux qui nous commandent, nous gèrent ou nous représentent. Qui vous dit que tel ministre ou président de club est inamovible ? Que tel gouvernement ou bureau fédéral est éternel ? Que tel wali ou joueur est indispensable ? Par ce succès incontestable qui n'était à son début qu'un rêve, la jeune équipe sans trop d'expérience, s'est adossée sur l'histoire du siècle et de sa légende pour conquérir loyalement le défi et battre le scepticisme. La FAF ne lui aurait-elle pas signifié un non recevoir d'une probable assistance au commencement des joutes éliminatoires ? La fougue et l'acharnement, les succès successifs, les lueurs annonciatrices ont vite fait de dissiper les incantations douteuses qu'espérait l'autorité fédérale. La préférence et les vœux, hélas n'ont pas droit de terrain sur un terrain. Les privilèges et les logos des hydrocarbures n'ont rien apporté par les torses qui les arborent. Juste avant le match, l'entente en a eu les bribes de coulisses et les arrières pensées.

L'histoire de l'Entente précède largement l'équipe actuelle. Ainsi l'Entente de Sétif vit de son aura historique et mythique tout en fournissant l'effort de l'éterniser. Des hommes et des hommes en sont derrière. Des jeunes et des jeunes la font toujours. Elle se doit de garder donc le rang appréciable qui est le sien. Équipe de coupe, de deuxième souffle et de finaliste. Elle a brillé de mille torches fumigènes au fil du temps et des stades. L'Entente comme le FLN doit être un patrimoine collectif, un amour anonyme.

Une équipe est environ comme un système. Il hisse les uns et peut faire dégringoler les autres. Que de noms usuels n'étaient-ils pas propulsés juste sous les couleurs du club ? C'est presque aussi comme en politique. Que dire alors d'un ministre ou d'un Wali, sans tangente linéaire, sans talent sauf une carrière qui seule-

ment avec son ego et sa meute croit ainsi avoir effectué et réussi les rites de l'ascension ? Un sponsor qui se croit puissant octroie à une équipe et pas à une autre de même division un appui inconditionnel sans avoir à porter toutefois un regard strident sur les entrailles de la caisse du club, ne peut penser un instant que le succès d'une fonction est au bout de la maîtrise des coûts d'incidents, du management des risques et de la neutralité dans l'application de la performance. Sonatrach, n'est pas la propriété d'un onze algérois. Sans le dire, elle est nationale tant qu'elle régule à elle seule toute la finance publique. On la verra bien dans le rôle d'un sponsor de la totalité du sport algérien toute discipline confondue. Sinon, c'est à l'équipe de Hassi Messaoud qu'échoira la priorité de la manne budgétaire dispensée sans compter par cette entreprise.

Entre l'ESS et le wali, il y avait presque une histoire d'amour. Celle-ci s'effiloche par la valse de ceux-ci. Il était à toutes les occasions le treizième joueur. Il est au bureau.

La culture d'un président de club est comme celle d'un homme d'Etat. Elle n'est pas celle enfouie entre un bureau et quelques mauvais faiseurs et faussaires d'opinions. Elle ne peut par conséquent être une imposition de soi mais une servitude et une négation du « moi ». Celui qui brandit ses pectoraux par devant le zoom de l'ENTV, lors des matches, des visites officielles ou des assemblées et qui apprend à peine à nouer convenablement ses cravates, continuera nécessairement à ignorer son initiale insignification, n'ayant qu'un poste qui lui traverse la tête. L'accession personnelle. Mais quand on provient d'un rien, ce sont les affres douloureuses du rien qui en fin de chemin vous guettent et vous attendent.

Là, s'évertue encore la philosophie tendant à dire que la victoire a beaucoup de pères et la défaite est orpheline. Que d'échecs se sont collés parfois injustement à des entraîneurs qui le plus souvent officiaient sous l'injonction non dite mais réelle ou supposée l'être d'un climat fan-club hostile aux mauvais scores et intransigeant à la perte. La sagesse comme la sérénité s'envolent déjà aux pelouses dès la fin d'une débâcle. La cause en la personne d'une personne est vite repérée. La responsabilité authentique sera cependant dans l'ailleurs, dans le nulle part. Enfin toujours loin des dirigeants.

Que de gloires sont collées aux détenteurs du pouvoir actuels. Il ne sera pas dit, que c'était grâce aux voix stridentes, à

l'amour du club, à la légende entretenue, aux chauffeurs de bus, aux aubergistes, aux soigneurs, à wantoutri, aux youyou... que la victoire ait été accomplie. Mais, il est déjà dit que celle-ci est la résultante d'une faveur, d'une médiation, d'un effort, d'un parrainage et de la clairvoyance d'un Chef-administrateur et d'un élu et de leur donation salariale. Il n'y a pas pire veulerie que de s'offrir des lauriers sans avoir tenu un seul combat. En forcer le partage est une offense au mérite des vainqueurs.

Nonobstant cela, le mérite incontestable demeure, dans son entière plénitude ; exclusif à l'équipe et ses fans. Le fait de rendre hommage à cette équipe historique est une obligation « blamziya » publique. C'est au nom du peuple que l'accueil ait été organisé. Rien ne se justifie par autre chose que la reconnaissance populaire. L'Entente a créé le bonheur national le peuple le lui rend. En devenant une fierté nationale elle a construit le plaisir et le désir d'être encore algérien en ces moments où la gaieté s'est enfuie des rues d'Alger et des autres villes, si ce n'était le 1 novembre. Ah ! ce 1 novembre...les affiches « 60 » sont chiches en ces boulevards rassasiés de fanions kahla ou beida.

L'Entente n'aurait pas reçu autant de consécration sans l'apport inestimable voire inégalable de ses supporters. Hooligans parfois, pantois une autre, mais éternellement au chevet du club. Les ententistes nostalgiques même s'ils boudent, l'équipe parfois n'ont jamais cessé de porter le sigle dans le cœur. Certains observent en dégustant silencieux, les victoires et avalent tout aussi en silence l'échec. Comme dans la révolution, un seul héros ; l'entente !

Il n'y a par ailleurs ceux qui prétendent que la vie n'est qu'un élan vers le firmament de la victoire quelque soit le tremplin ou la rampe de lancement qui puissent bien vous y déposer. C'est le cas d'éventuels bailleurs ou de chefs sans horizons. Le rôle ainsi dévolu reste partagé entre la passion que l'on nourrit envers son club préféré et ce désir ardent et vorace de vouloir crever l'écran de la notoriété. L'on naît notable. L'on ne se l'imagine pas. Les pourvoyeurs de caisse ne manquent pas à Sétif. Tout le monde industriel et friqué aurait mis la main dans la poche. Ceci ressemblerait à un trésor destiné au financement d'une guerre. Le hic, résiderait, selon certains bailleurs, dans cette amnésie observée à leur rencontre. Une invitation protocolaire et honorifique au lieu d'aller à un ex-donneur, fâché ou outré, n'avait pas à partir dans les méandres d'une administration dépassionnée, austère et non concernée.

Parmi les objectifs que se devait de s'assigner les dirigeants, il existe celui de provoquer et maintenir une adhésion totale autour du club. Professionnaliser les relations et s'investir dans le supporter et non dans le chef local du moment. Raffermer les rangs, attirer les ex-faiseurs de l'entente, fédérer enfin toutes les énergies possibles. Et de ne pas se positionner dans une posture de chasse à l'autre, de tenir un langage belliqueux ou de ramener à sa propre personne tous les exploits. L'attraction terrestre et sa nature ne seront comprises qu'une fois la dérision tourne en vertiges et provoque la nausée.

En extra du professionnalisme, il restera évident de bien vouloir fonder l'esprit d'école et piocher la graine dans le terroir pour en faire le grand joueur de demain. Sétif devrait être un terrain exportateur de talents. C'est la partie la plus difficile. La ville a certainement des sources non apparentes d'où ; grâce à un travail de ciblage et d'enquête, le foetus de futurs joueurs du gabarit de Salhi, Koussim, Mattem, Gharzouli, Fellahi, Abbes, Guedjali et consorts s'écroulerait.

L'entente jeune club par rapport chronologique à ses aînés, l'USMS et le SAS gagnerait en management si elle transvasait juste sur la place locale un peu de valeur talentueuse envers ces phares éteints par le délire des hommes et l'inéptie des autorités. Voici là, une coupe qui vient encore garnir le palmarès d'un club, en voici aussi des récupérateurs...de métaux non ferreux.

La grande victoire de Moncef Marzouki

Laminé par les urnes, Moncef Marzouki est le grand vainqueur des législatives du 26 octobre en Tunisie.



Par Abed Charef

Les élections législatives du 26 octobre en Tunisie ont été cruelles pour les hommes qui, en compagnie des islamistes d'Ennahdha, ont organisé la transition. Le Congrès pour la République (CPR) du président Moncef Marzouki, et Ettakattol (le Bloc) du président de l'Assemblée constituante, Mustapha Ben Jaâfar, sortent laminés de l'épreuve. Sur un plan strictement électoral, ils sont sur le point de disparaître de l'échiquier électoral, tant leurs scores sont faibles.

De manière très classique, ces deux partis, avec Ennahdha, subissent un vote sanction à cause de la désillusion post-révolution. La révolution tunisienne, depuis la chute de Ben Ali, a certes permis à la Tunisie d'avancer sur le plan démocratique, mais elle n'a pas concrétisé les rêves démesurés que charrie une telle aventure. Les difficultés économiques liées à la transition, avec l'instabilité, la méfiance des investisseurs et l'hésitation des touristes, aggravées par la crise économique mondiale, ont sérieusement réduit la marge de manœuvre des différents gouvernements qui se sont succédés. Quel que soit le régime, il est difficile, avec un taux de croissance de moins de trois pour cent, de concrétiser les formidables aspirations d'une population avide de mieux-être.

Toutefois, le vote-sanction n'explique pas tout. Trois autres facteurs ont contribué à ce retournement de situation. Le premier est lié à la nature du vote. Lors des législatives d'octobre 2014, chacun a voté pour son clan, sa tribu, son idéologie. Et le vote a confirmé cette tendance, déjà observée en Algérie et au Maroc : l'électorat se divise en trois grands tiers, islamiste, conservateur (appelé nationaliste en Algérie), et « moderniste », regroupant des courants laïcs, laïcistes, démocrates ou non, de gauche ou d'extrême gauche, mais aussi des libéraux.

HOMME D'OUVERTURE

Dans une campagne électorale où chaque camp se crispe pour mobiliser ses troupes, il est difficile à un courant transpartisan, comme celui de Moncef Marzouki, de collecter des voix. Marzouki n'est pas islamiste, mais musulman. Il est « droit-de-l'homme », et a toujours refusé de fermer les yeux quand les islamistes étaient la première cible de la répression sous Ben Ali. Tunisien de nationalité, maghrébin de formation, musulman de culture, universaliste, comme le montre son combat pour les Droits de l'Homme, il a un profil forcément difficile à ranger dans une case pour attirer un électoral bien défini. Ce qui le condamnait à un piètre

résultat aux élections du 26 octobre. Le deuxième facteur qui explique le retournement de situation en Tunisie est extérieur : aucune transition, depuis celle d'Europe de l'Est et d'Afrique du Sud, n'a bénéficié d'un consensus international aussi puissant. Etats-Unis, France, Algérie, Qatar, tout le monde a poussé dans la même direction, parfois pour des raisons différentes. Après les dramatiques dérives libyenne et syrienne, le « printemps arabe » risquait de sombrer. Il fallait un modèle positif. Ce sera la Tunisie.

DICTATURE ?

Le troisième facteur, le plus controversé, concerne le régime de Ben Ali. C'était un régime policier, certes, mais pas une dictature au sens traditionnel. De larges couches de la société y avaient leur place, et une véritable classe moyenne s'était constituée, à l'ombre du pouvoir, pas malheureuse de pouvoir faire des affaires sans trop se mouiller. D'autant plus que durant la dernière décennie Ben Ali, la répression s'était concentrée sur les islamistes.

A l'exception du premier cercle autour de la famille de Ben Ali, les autres hauts responsables n'étaient pas forcément considérés comme dangereux. Et la Tunisie, contrairement à la Libye, comme l'a souligné un analyste, a refusé de voter une loi d'exclusion contre les cadres de l'ancien système, ce qui aurait privé la Tunisie d'une bonne partie de son personnel politique.

Quant à Marzouki, il était clairement dans un paradoxe. Si la Tunisie réussit sa transition, cela signifie que Marzouki a mené sa mission à son terme. Il devient dès lors inutile. Le pays peut revenir à ses clivages sociologiques traditionnels. Un peu comme un médecin : si on n'a plus besoin de lui, c'est qu'on n'a pas de problème de santé.

LE PARADOXE MARZOUKI

L'élection du 26 octobre, apaisée, sans incident notable, a montré que la Tunisie avait franchi un cap. Marzouki a donc partiellement réussi sa mission. Son rôle historique était de mener la Tunisie, sans trop de dégâts, d'un point A, la chute de Ben Ali, à un point B, l'organisation d'une élection présidentielle libre. Il l'a fait. Doit-il rentrer chez lui ? Oui, à condition que ses successeurs aient la lucidité nécessaire pour ne pas revenir à leurs sectarismes traditionnels. Auquel cas Marzouki peut encore servir, car lui a la capacité de s'adresser à tout le monde et de dépasser les cloisonnements étouffants en vigueur dans chaque camp.

Ce sera le grand enjeu de la prochaine présidentielle du 27 novembre : alors que Marzouki, qui a peu de chances d'être élu, serait le garant d'une présidence ouverte à tous, pour consolider la transition, une victoire de Beji caïd Essebsi serait une revanche contre les islamistes, avec tous les risques de dérapage que cela peut entraîner. Faut-il rappeler que Essebsi a, dans une autre vie, été le patron de la police qui, en Tunisie, est l'équivalent du DRS en Algérie ? Son retour au pouvoir tomberait au plus mal. D'autant plus qu'il a l'aval des Occidentaux, qui affirment aujourd'hui que Ben Ali et Kadhafi étaient un moindre mal.

LA CHRONIQUE DU BLEDAIR

Paris : Akram Belkaïd



BHL, une tchaqlala tunisienne

Voilà-ti que l'on reparle de Bernard-Henri Lévy alias BHL. Son déplacement en Tunisie pour y rencontrer des personnalités politiques libyennes a fait couler beaucoup d'encre puisqu'il a provoqué quelques gros remous sur place.



Le moins que l'on puisse dire, c'est que de nombreux Tunisiens n'ont guère apprécié la présence chez eux du philosophe à la chemise blanche. Alertés par les passagers de l'avion où il se trouvait, certains d'entre eux se sont regroupés à l'aéroport de Tunis-Carthage pour reprendre en cœur l'ordre-clé de la révolution de 2011 à savoir « dégage ! ». D'autres se sont déchaînés sur internet, relayant les informations les plus invraisemblables et exigeant une réaction vigoureuse des autorités. Lesquelles autorités ont sérieusement rappelé à l'ordre les Libyens présents sur le sol tunisien en leur rappelant qu'ils devaient s'abstenir de toute activité politique. Bref, ça a chauffé...

Fidèle à sa défense habituelle dès lors que fuse une critique à l'encontre de sa petite personne, BHL a crié à l'antisémitisme. Il est vrai que de nombreux internautes, n'hésitant pas à les qualifier d'abrutis, se sont attaqués au « juif » BHL, confondant comme c'est trop souvent le cas antisémitisme et antisionisme, ou, pour être encore plus précis, critique de la politique israélienne à l'encontre des Palestiniens. Il est vrai aussi que cette tchaqlala paraissait quelque peu irréaliste sachant qu'un ressortissant français, même s'il s'appelle BHL, a tout à fait le droit d'entrer en Tunisie et d'y rencontrer qui il souhaite. Précisions que la Tunisie, pour des raisons économiques évidentes (le tourisme) n'applique pas à la France le principe de réciprocité en matière de visa.

Pour autant, ce n'est pas le fait que l'éminence de Saint-Germain-des-Prés soit un partisan résolu d'Israël qui a généré toute cette agitation. C'est d'abord son rôle supposé dans la chute de Mouammar Kadhafi qui a pesé. Et cela nous apprend beaucoup de choses sur la manière dont on peut percevoir les événements au sud de la Méditerranée. Pour nombre de Maghrébins, BHL est en effet celui qui a eu la peau de Kadhafi et qui a été le moteur essentiel dans l'intervention de l'Otan. Plusieurs journalistes qui ont suivi cette affaire, contestent pourtant cette version et jugent qu'il n'a fait qu'accompagner le mouvement pour ensuite se donner le beau rôle.

Mais ce discours ne convainc pas.

Grâce aux efforts d'autopromotion de l'intéressé dans les médias français, hélas très suivis et pris pour argent comptant au sud de la Méditerranée, BHL est vu comme l'agent actif de ce qui a été un complot contre la Libye en particulier et le monde arabe en général. Du coup, sa présence en Tunisie, dans un contexte post-électoral très tendu où rien n'est encore réglé sur le plan politique, a fait naître de réelles inquiétudes. En clair, nombre de Tunisiennes et de Tunisiens, quelles que soient leurs convictions politiques, se sont dit – avec sincérité, il faut insister là-dessus – : « Après la Libye, ce type est venu semer le chaos et la m... chez nous ». On ne peut jurer de rien, mais il est fort probable qu'un déplacement de l'intéressé en Algérie provoquerait le même ramdam et pour les mêmes raisons. Rappelons au passage qu'il avait été accueilli à bras ouverts par le régime algérien au milieu des années 1990. C'était pour un « reportage » publié dans le quotidien Le Monde et dont Nicolas Beau, alors journaliste au Canard Enchaîné, avait listé les incohérences et les erreurs factuelles (à l'époque, internet n'était pas aussi développé qu'aujourd'hui et peu d'Algériens ont eu connaissance de ces écrits).

Mais la tchaqlala en question nous fournit aussi quelques indications sur le climat politique tunisien. Sur les réseaux sociaux, certains opposants au parti Ennahdha ont cherché à faire croire, parfois avec succès, que BHL était l'invité des islamistes (!). L'objectif de tout cela ? Défendre coûte que coûte l'idée que les événements de décembre 2010 et janvier 2011 ont été le fruit d'un « complot » organisé par l'Occident et les islamistes pour déloger Ben Ali. Ne rions pas, car dans un contexte de désenchantement après l'espoir fou généré par la fuite du dictateur, ce genre de thèse ressemble à une eau qui s'infiltre en silence. On voit ainsi quelle est la stratégie adoptée par d'anciens courtisans benalistes pour faire oublier leurs turpitudes : en agitant le spectre du complot islamiste – auquel participerait un BHL téléguidé par le Mossad – on évite de répondre de ses actes et de ses égarements quand la moindre parole libre menait au cachot.

Mais revenons à BHL, non pas pour le défendre, de cela quelques « native informant », vous savez ces khorotos que l'on actionne

à souhait pour dire du mal de leur peuple ou des Palestiniens, s'en sont prestement chargés. Non, le fait est qu'il y a vraiment un « mystère BHL ». Tant de vacuité, tant d'esbroufe, tant de festi et de khorti, auraient déjà dû contraindre le concerné à plus de discrétion. Il n'en est rien. En son temps, le grand Pierre Vidal-Naquet s'était d'ailleurs déjà étonné que l'individu soit toujours pris au sérieux après la publication de son ouvrage le Testament de Dieu (1979), le grand helléniste ayant qualifié le jeune mais déjà très remuant nouveau-philosophe – tel fut son premier titre auto-revendiqué – de « médiocre candidat au baccalauréat »⁽¹⁾.

De manière régulière, les écrits et les actes de BHL débouchent sur des flops retentissants et cela malgré d'impressionnantes campagnes de promotion (ah, le bon sens du public...). Il y a quatre ans, l'homme s'est ridiculisé en publiant un ouvrage (De la guerre en philosophie) où il prétendait régler son compte à Emmanuel Kant (excusez du peu...) en prenant notamment appui sur les écrits d'un certain Jean-Baptiste Botul. Problème, ce Botul n'a jamais existé et n'est rien d'autre qu'un canular imaginé par Frédéric Pagès, agrégé de philosophie et journaliste au Canard Enchaîné. Dans un monde fonctionnant normalement avec une vraie éthique intellectuelle, une telle fumisterie aurait dû déboucher sur un discrédit définitif du philosophe à deux millimes. Ce ne fut pas le cas. Grâce à son carnet d'adresse, sa fortune et son influence sur le monde de l'édition, le BHL court et s'agite toujours. Et, loin de le desservir, ce qui s'est passé à Tunis va encore lui permettre de rebondir. On attend donc son prochain livre : « Mama Traki, les islamistes très méchants et moi ».

Post-scriptum qui n'a rien à voir : Cette chronique a été bouclée avant l'annonce du Prix Goncourt 2014. Si c'est le confrère et collègue Kamel Daoud qui l'a obtenu, poussons ensemble des hourrahs de triomphe. Kamel : Mabrouk alik wa3lina ! A l'inverse, si le jury a décidé de nous priver de cette joie, que cela ne nous empêche pas de féliciter Kamel Daoud pour être arrivé au round final et pour avoir aussi bien servi la cause de la littérature algérienne.

(1) Le Nouvel Observateur, 18 juin 1979 (texte disponible sur internet).

la Chronique
de Paris

Par Pierre Morville



Bronca sondagière contre François Hollande

La «bronca», ce sont les sifflements qui accablent les mauvais toréros. François Hollande fera face ce soir, dans une interview télé très attendue.

François Hollande a-t-il définitivement perdu la donne ? Jamais, un Président de la République française n'a obtenu dans les sondages de si piteux résultats à mi-mandat. Le président est en effet à trente mois de son élection et à trente mois de la future échéance présidentielle.

Les chiffres des enquêtes inondent les médias. Comme le rappelait l'humoriste anglais du siècle dernier P.G. Wodehouse, «une personne normale éprouve beaucoup de satisfaction à découvrir son nom imprimé, quoi qu'on puisse dire d'elle». Mais tout de même !

62 % de l'opinion publique estime que, depuis l'élection de François Hollande, rien n'a vraiment changé dans le pays. Et parmi les 38 % qui pensent le contraire, la majorité juge que les choses ont "changé dans le mauvais sens". "Nous constatons qu'un mois et demi après le remaniement il n'y a plus d'effet positif sur l'opinion", analyse Bruno Jeanbart, le directeur général adjoint d'OpinionWay, qui estime que "les mauvaises annonces économiques de ces dernières semaines favorisent cette impopularité".

Seize mois après son élection 76% des personnes interrogées se disent mécontentes du président. C'est du jamais vu. Certes, le pouvoir politique use vite. Mais les anciens présidents n'ont jamais déclenché la colère de trois Français sur quatre. Après deux ans de mandat, Charles de Gaulle recueillait encore 73% de bonnes opinions. Pompidou s'en sortait très honorablement avec 66%, Giscard avec 54%. Mitterrand faisait 42% et même 43% lors de son deuxième mandat. Chirac reculait à 31% mais Sarkozy remontait la pente avec 37% d'opinions favorables en septembre 2008. En plein Mai 68, crise majeure de la société française d'après guerre (avec l'indépendance de l'Algérie !), Charles de Gaulle recueillait encore 20% d'opinions positives !

À la question "Si dimanche prochain avait lieu le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, pour lequel des candidats suivants y aurait-il le plus de chances que vous votiez ?", 13 à 15% seulement des personnes interrogées ont répondu «François Hollande». La variable est en fonction des huit hypothèses testées, dont celle d'une nette avance de Marine Le Pen !

«SITUATION INÉDITE POUR UN PRÉSIDENT DE LA VE RÉPUBLIQUE»

«C'est une situation inédite pour un président de la Ve République, décrypte Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'institut Ifop, interrogé par Sud Radio. Dans les huit cas de figure testés, François Hollande ne se qualifie jamais pour le second tour, il fait même moins que Lionel Jospin en 2002. Il ne parvient à mobiliser qu'à peine 45 à 50% de son électoral du premier tour de la dernière élection présidentielle. Il est devancé par Marine Le Pen, qui obtient entre 27 et 32% d'intentions de vote, et par Alain Juppé, sachant que ce sondage marque un vrai tournant à droite car Alain Juppé fait mieux pour la première fois que Nicolas Sarkozy au premier tour : 28% pour Alain Juppé, 26% pour Nicolas Sarkozy».

Autre sondage, même rengaine : François Hollande et Manuel Valls perdent chacun trois points, à 20% et 35% de bonnes opinions respectivement, le Premier ministre atteignant son plus bas niveau depuis son entrée en fonction, selon une enquête BVA. 79% des Français ont une mauvaise opinion du chef de l'État et 64% une mauvaise opinion du chef du gouvernement.

Pire, à la question de savoir qui "ferait un meilleur Président que François Hollande ?", les Français plébiscitent Alain Juppé, devant même Manuel Valls (tu quoque, mi fili...) et Nicolas Sarkozy.

L'opinion des sondés est donc tranchée.



Pour parodier Wodehouse, «on essaie toujours de voir le bon côté de ses congénères et généralement on y réussit. Mais quand il s'agit d'Hollande, l'œil nu est insuffisant. Il faudrait un microscope». La sanction est-elle juste ? Pour Olivier Picard du Nouvel Observateur, journal pourtant favorable, François Hollande semble à première vue, avoir mérité cette humiliation. «Après tout, rien ne l'obligeait à promettre l'impromettable en jurant qu'il inverserait la courbe du chômage avant la fin 2013. Qu'elle soit électoraliste ou candide, cynique ou sincère, ou tout cela à la fois, la formule était légère, certainement. Imprudente assurément. Risquée, follement».

François Hollande peut-il remonter la pente ? «Personne ne peut répondre à cette question sérieusement. En tout cas, ce qui est très important pour François Hollande, c'est de renouer avec sa base, avec l'électorat de gauche. Ce qui est absolument inédit pour un président en exercice, c'est d'être minoritaire dans son camp. On voit que moins de la moitié des électeurs socialistes voteraient pour lui à la prochaine présidentielle», affirme Frédéric Dabi.

L'ACTUEL PRÉSIDENT PEUT-IL CHANGER LE COURS DE SON HISTOIRE ?

Paradoxalement, oui. Tout d'abord parce que les sondages ne font que refléter le ras le bol des Français confrontée à une crise économique dont ils ne voient pas la fin. La France est dans le marasme. Et il faut bien, à tort ou à raison, un coupable. Si l'on interrogeait les Français sur les pluies torrentielles qui inondent actuellement le Sud de la France, on connaîtrait par avance le responsable...

Second atout de François Hollande : la sanction vise toutes les formations politiques. Et l'opposition est très divisée. Nicolas Sarkozy qui a raté son retour sur la scène politique fera tout pour contrer son rival, Alain Juppé. Ce dernier, gaulliste, mène une politique de rassemblement, mais il aura du mal à reconquérir à la fois les voix qui se portent actuellement vers la très habile Marine Le Pen et l'électorat de gauche.

François Hollande est plutôt bon dans les épreuves mais cet homme remarquablement intelligent doit savoir changer de discours (on verra le résultat ce soir lors d'une interview télévisée très attendue) et surtout de politique. Le choix de Manuel Valls, très «à droite» sur l'échiquier politique de la gauche n'a pas donné, loin s'en faut, les résultats espérés. Il serait bon également que le président prenne quelque peu ses distances vis-à-vis d'une

Commission européenne, de plus en plus autoritaire et perdue dans un dogmatisme budgétaire étrange. Alors que 2013 avait été consacré par l'Union européenne, «année européenne des citoyens» afin de marquer le vingtième anniversaire de l'institution de la citoyenneté de l'Union par le traité de Maastricht, les chiffres montrent de manière forte la déconnexion entre l'Europe et ses citoyens

Une récente étude européenne de Pew Research, montre seulement 41 % des Français se disent favorables à l'UE (contre seulement 45% des Européens) mais, beaucoup moins qu'en Allemagne (60%) et moins même qu'en Grande-Bretagne (43%) ! 77 % des Français affirment que l'intégration européenne a affaibli leur économie, plus que les opinions enregistrées en Espagne ou en Italie. Enfin, un Français sur trois quitterait sans problème l'UE aujourd'hui, selon un sondage Yougov.

LE MÉTIER LE PLUS POPULAIRE DANS LE MONDE ? POMPIER, BIEN SÛR !

Petite consolation pour François Hollande, le président américain Barack Obama malgré de bons résultats économiques, a perdu le mardi 4 novembre, toute majorité au Congrès. Le Parti républicain a remporté les six sièges manquants, ce qui lui a permis d'obtenir la majorité au Sénat lors des élections de mi-mandat, mardi 4 novembre, tout en gardant le contrôle de la Chambre des représentants, qu'il domine depuis 2010.

Les Républicains ont battu les démocrates en Virginie-Occidentale, dans le Montana, le Colorado, le Dakota du Sud, en Arkansas, en Iowa et en Caroline du Nord. Une sénatorialiste restait en suspens en Louisiane, où un second tour aura lieu le 6 décembre. Les démocrates ont sauvé leur siège du New Hampshire.

À la Chambre des représentants, qui était entièrement renouvelée, les Républicains gardent leur majorité. Selon différentes projections, ils devraient obtenir entre 242 et 247 sièges sur 435, contre 233 actuellement.

Prudent, mesuré, pragmatique, le président américain a néanmoins atteint un taux d'impopularité record parmi ses administrés avec 65% des sondés défavorables à sa politique. Son vice-président est encore moins bien loti avec 30% d'avis positifs.

Des résultats identiques à celui de George W. Bush qui avait atteint lors de son second mandat, un taux d'impopularité record parmi ses administrés, avec seulement 34% de sondés favorables à sa politique et 65% d'opinion négative (action "passable ou mauvaise").

Au début de son premier mandat en 2001,

Bush Junior recueillait 56% d'opinions favorables, et jusqu'à 88% après les attentats du 11-Septembre, selon Harris. Lors de l'intervention américaine en Irak, en mars 2003, il bénéficiait de 70% d'avis positifs. Ce qui prouve une fois de plus que l'opinion publique n'est pas nécessairement bonne conseillère...

La crise ukrainienne a, elle, profité au président russe Vladimir Poutine. Sa cote de popularité a atteint un niveau record. Plus de deux Russes sur trois approuvent sa politique. On ne connaît pas le score de popularité du nouveau président chinois Xi Jinping. Mais lui doit le savoir...

Le Brésilien, Luiz Inacio Lula da Silva avait de quoi être d'humeur joyeuse. 70 % des 196 millions de Brésiliens étaient «lulistes», quelles que soient les circonstances.

Le nouveau pape sud-américain, François, quelques mois après son élection, jouit d'une popularité exceptionnelle auprès des Français, avec 85% de bonnes opinions, un score supérieur à celui dont ils créditent ses prédécesseurs, notamment Jean Paul II, et qui transcende tous les clivages, selon un sondage BVA.

Damned ! La chancelière allemande Angela Merkel, qui brigait un troisième mandat à l'automne 2013, avait atteint un record de popularité, 81 % des Allemands estimant qu'elle faisait plutôt bien son travail.

Angela, compétente ? Pourtant, selon une étude mondiale sur la confiance portée aux professions menée en mai 2014 par GfK Verein, dans la quasi-totalité des pays, ce sont les hommes politiques qui se retrouvent au bas du classement, avec 13% d'opinion positive (le même score qu'Hollande !). En tête de classement, les pompiers (99% d'opinion positive), les infirmiers et les médecins urgentistes (95%). En bas du peloton, devant les politicards, les publicitaires (24%), les agents d'assurance (31%), les footballeurs professionnels (36%) ... et les journalistes (seulement 40% d'opinions favorables).

LE GONCOURT ÉCHAPPE DE PEU À KAMEL !

C'est certainement ce préjugé scandaleux qui a négativement influencé le jury du prix Goncourt (un festival de vieilles barbes !) qui a choisi au cinquième tour, par six voix contre quatre de donner le prix 2014 à Lydia Salvayre, à l'injuste détriment de Kamel Daoud, notre confrère du Quotidien d'Oran, pour son très, très excellent livre «Meursault, contre-enquête» (je l'ai lu).

Royal, Kamel a envoyé un tweet : «je ne suis pas lauréat du Goncourt. 6 voix pour Lydia Salvayre contre 4 pour moi au cinquième tour. Bravo à elle. Merci à toutes et à tous. Et à bientôt...». Chapeau !

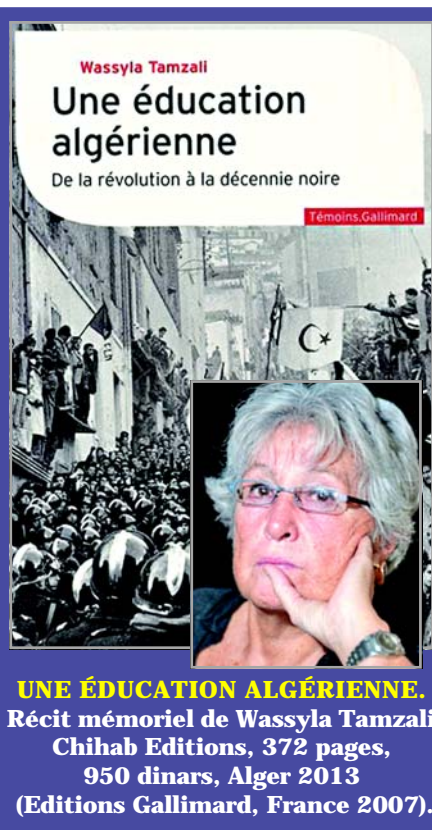


Médiatic

Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



Histoires de famille ! Histoire du pays !



UNE ÉDUCATION ALGÉRIENNE.
Récit mémoriel de Wassyla Tamzali.
Chihab Editions, 372 pages,
950 dinars, Alger 2013
(Editions Gallimard, France 2007).

Voilà un ouvrage (en quatre grandes parties ou étapes ou «cercles» de vie : «la passion politique», «la maison pourfendue», «le basculement» - cette dernière racontant surtout les années 90 avec un engagement politique assez partisan défendant l'idée «démocratique» Ffs...ienne - et «le palmier transplanté») qui peut «foutre» une déprime carabinée à tous ceux qui, au lendemain de l'Indépendance et jusqu'à la fin des années 70, ont cru et défendu, parfois becs et ongles (et, comme notre auteure, à contre-courant de ce que pouvait lui offrir comme facilitations de vie la catégorie sociale dont elle était issue) les régimes politiques successifs, de Ben Bella puis de Boumediène, du moins leurs «idéologies» dites progressistes : socialisme spécifique, nationalisation des biens des Algériens, défilés «grandioses», manifestations de soutien aux mouvements de libération, fréquentation des «révolutionnaires» du monde entier, volontariat, révolutions culturelle puis agraire, Service national, d'abord appliqué aux étudiants devenus enfin rebelles...

Les jeunes des villes d'alors (18-20-22 ans en 62), comme culpabilisant (surtout culpabilisés par une bonne partie de ceux qui avaient «libéré» le pays) pour ne pas être arrivés à temps pour «monter au maquis» et porter les armes contre l'occupant, ont fait «feu de tout bois». Tout en jouissant pleinement de la vie, tout particulièrement à Alger (alors lieu universitaire unique en son centre-ville, proche des hauts lieux de la vie conviviale). Peut-être pas militants, mais résolument «engagés» sur tous les fronts. Même contre leurs parents. Même contre la société et ses tabous. Même contre (euh !) le régime en place. Ils sont tous, ou presque, morts, certains tués par le stress, d'autres par leurs «grands» ou nouveaux «frères».

Wassyla Tamzali ? Une certaine idée de la liberté,

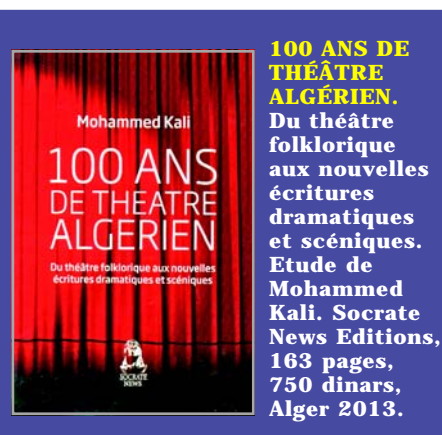
une certaine idée de la démocratie, une certaine idée de la vie tout simplement...Des idées «progressistes» et «modernistes», déclarées ouvertes sur l'humain et l'humanité, qui n'arrivent pas, jusqu'à nos jours, à faire leur chemin dans notre pays et ce, depuis 62, livré aux «frères». Une société qui n'est, peut-être, pas encore arrivée à digérer sa liberté et qui reste, dans ses comportements réels et quotidiens, partagée, écartelée même, perturbée ? ou/et, peut-être, une classe politique (militaires y compris), qui a conjugué et appliqué, à sa manière et selon ses intérêts et les circonstances, les idéaux de Novembre. Entre les deux, les «entre-deux», l'auteure (elle, plus que d'autres, car issue d'un mariage dit mixte (mère d'origine espagnole), issue d'une famille traitée de bourgeoise (les huileries Tamzali, ça vous dit quelque chose !) par les «grands frères», dont le père a été assassiné, à quarante neuf ans à peine, par erreur, par un jeune «militant» qui voulait trop en faire, avec plein de cousins et de parents engagés dans la lutte de libération nationale...), et ses amis, de son âge ou presque. D'où des confessions douces-amères...qui, au moins, lui ont permis de renverser Méduse, la monstresse. Au passage, elle questionne le pays...tout en sachant que personne ne va lui répondre. Abdou est mort d'une crise cardiaque, épuisé, Kheirredine s'est suicidé, Alloula a été assassiné, Kateb est mort, Boudj' a été écarté brutalement, la cinémathèque est toujours vide, le cinéma ne survit que grâce à quelques films tournés par ci par là... Le Cercle Taleb n'abrite plus que les rats, la Brass' s'est transformée en restau de luxe... les «grands frères» gèrent leurs nouvelles fortunes «bien acquises»... et Hocine Ait Ahmed a pris de la distance avec la politique.

Un attachement exclusif à l'Algérie, et ni les avanies, ni les échecs, ni les erreurs ne semblent abattre Wassy-

la. Bien que toujours au plus près du cyclone, elle dit ne pas pouvoir se résoudre à dire que c'est la fin ? La lutte continue ! Sacré (e) s septuagénaires.

Avis Récit plein d'émotion et de triste nostalgie d'un temps mal-aimé, pas encore digéré, mais aussi regretté. Remuera surtout les intellos septuagénaires et plus (s'il en reste encore) : 20 ans ou un peu moins ou un peu plus à l'Indépendance.

Extraits : «Que la politique était gaie en l'an I de l'Algérie» (p 63), «Nous n'entendions pas les poètes. Le quotidien était trop bruyant, et notre ennemi, c'était le colonisateur, l'impérialiste, le Français, le néo-impérialiste, le bourgeois. Notre cinéma, c'était du «cinéma». Il nous donnait l'illusion d'être libres. Trompeuse liberté» (p 71), «Le chemin qui menait de la libération à la liberté était tordu, et jamais la libération ne garantissait la liberté (...). La libération et la liberté, même racine et faux amis (...). Dans mon pays, dès les premières années (...), la libération (...) avait effrayé la liberté» (p 116), «Dans l'Algérie indépendante, il n'y avait plus de père pour rétablir l'ordre des choses. Le pays qui s'annonçait devant l'histoire l'avait tué. C'était le règne des frères» (p 133), «Pauvres petits hommes, les femmes sont le miroir dans lequel ils peuvent se voir plus grands qu'ils ne sont» (p 137), «Nous avons accepté facilement l'image stéréotypée de l'héroïque peuple algérien, de préférence le peuple paysan, effaçant du même coup tous les autres peuples algériens» (p 157), «En guise de frères, il y avait ceux qui ne possédaient plus rien (moi), ceux qui ne posséderaient jamais rien (les paysans), et ceux qui, dorénavant possédaient tout, sans retenue, et sans comptes à rendre. Eux aussi, étaient nos frères, nos grands frères» (p 199)



100 ANS DE THÉÂTRE ALGÉRIEN.
Du théâtre folklorique aux nouvelles écritures dramatiques et scéniques. Etude de Mohammed Kali. Socrate News Editions, 163 pages, 750 dinars, Alger 2013.

Kali est un ancien (?) grand journaliste de la «culturelle» qui a «couvert» presque toutes les manifestations théâtrales, entre autres celles des années 90. Il a donc vécu la «mutation» C'est aussi un romancier («Mémoires nomades», en 2007) et un essayiste (Quatre œuvres, en 2002, 2005, justement sur le «le Théâtre algérien», «La fin d'un malentendu», 2007 et 2009). Il revient, donc, sur son sujet favori, celui qu'il connaît bien et le mieux. Cette fois-ci, c'est un peu toute l'histoire, en 163 pages bien serrées, une histoire s'étalant sur tout un siècle (et plus, puisqu'il démarre en Numidie au temps des Romains) du théâtre algérien.

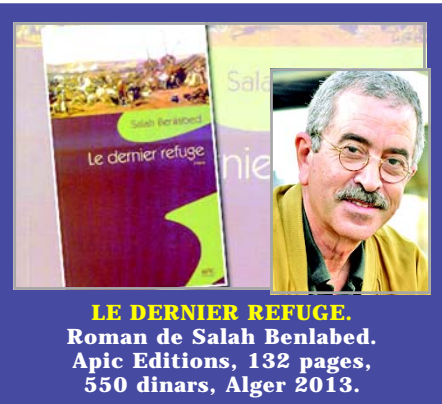
Au passage, il nous fait re-découvrir un monument bien méconnu du théâtre contemporain national, Kaddour Naïmi, premier metteur en scène algérien diplômé, fondateur et animateur du très fameux Théâtre de la mer

(qui pratiqua le «théâtre-guérilla»), fondé à Oran en 1968, et, qui s'exila par la suite...mais l'ami Kali a totalement occulté la (pourtant) forte présence de Slimane Benaïssa. A l'Est, plus rien de nouveau ?

Avis Un livre qui va au-delà du simple inventaire. Très accessible. Plus qu'utilitaire, d'autant qu'il assène (le journaliste et le critique prenant le pas sur le chercheur, tout particulièrement en conclusion) bien des vérités...à moitié «crues»

Extraits : «La théâtre algérien a épousé étroitement son évolution au fil du temps. Il fut assimilationniste lorsque l'époque était à la revendication de la citoyenneté française avec préservation du statut personnel puis il devint nationaliste avec la radicalisation du mouve-

ment national (...). C'est le mouvement national, et non la Nahda supposée débarquée d'Orient, qui s'était manifesté sur le terrain culturel au profit de l'affirmation de l'identité culturelle nationale» (p 39), «Cela a nécessité des années pour former un public de théâtre. Il a fallu pénétrer l'intérieur du pays, ce qui n'était pas matériellement évident (...). Malgré les dures conditions d'exercice du métier et l'adversité que représentait la censure, l'équipe faisait solidairement face. Le public, lui, qui avait appris à être à l'écoute de tout ce qui pouvait être une allusion à visée politique, y trouvait ce qui l'émoustillait. Il réagissait parfois intempestivement, là même où l'intention politique n'existait pas» (L'auteur citant Habib Réda, p 78), «A la différence de l'époque de Bachetaz, aujourd'hui, il existe un public instruit à défaut d'être cultivé» (p 146)



LE DERNIER REFUGE.
Roman de Salah Benlabed.
Apic Editions, 132 pages,
550 dinars, Alger 2013.

L'auteur nous avertit : ce n'est pas un roman historique. D'ailleurs, il regrette d'avance de «malmenier» l'Histoire. Et pourtant ! Plusieurs de ses personnages ont réellement existé (dit-il)... et les noms des français ont été conservés, alors que ceux des Algériens ont été transformés «pour ne pas fournir à leurs descendants une occasion d'en tirer gloire ou honte». L'honnête homme !

Donc, l'invasion coloniale. La résistance de l'Emir Abdelkader. Mais, aussi, et surtout, celle du peuple des collines et des montagnes. Les tueries, les massacres, les vols et les viols, les enfumades, les trahisons, les lâchetés...et, au milieu de tout cela, une femme, Houria, qui ne désespère pas malgré tous les (mauvais) coups du sort : perte d'un époux au combat, perte de son enfant durant la fuite,

perte de sa famille décimée par la soldatesque coloniale assoiffée de rapine, de viols et de sang et aidée en cela par les opportunistes et les traîtres... Symbole de la résistance populaire aidée en cela par un nouvel amour intrépide et valeureux (un guerrier bien en avance sur son temps, car il avait été auparavant envoyé étudier la médecine par le père de Abdelkader), devant l'avancée de la «conquête», quelque peu visionnaire, elle ne se décourage pas ; elle soutient son époux et, avec lui, va préparer le futur par une retraite momentanée, stratégique, (quelque part dans l'immense désert, dans une zaouia cachée) qui va permettre de «souffler», de réfléchir, pour mieux transmettre le flambeau de la lutte afin de bouter l'envahisseur hors de pays. Houria savait qu'un jour...130 après....

Avis Une façon très originale - sur fonds de romance et de flashes événementiels - d'écrire un pan important de l'Histoire du pays : 1830-1848. Ecriture assez poétique.

Extraits : «Si toutes nos tribus se ressemblent tant, pourquoi donc s'opposent-elles ? (...) Les Turcs avaient semé la haine entre les tribus en chargeant les unes de collecter l'impôt et en imposant aux autres de le payer» (p 43), «L'Histoire de notre pays ne se raconte plus rien qu'à travers les gloires des armées étrangères» (p 47), «La mule et le mulet sont utilisés habituellement pour le transport des charges mortes ! Il n'y a donc rien d'anormal dans cette équipée : il est commun chez nous qu'une femme tiennne les rênes, mais sans diriger son destin !» (p 78)

Ces fillettes qu'on marie «pour préserver l'honneur» Formatées pour le mariage

L'Orient
LE JOUR

D'un «oui» à peine audible, elle a donné son accord pour épouser Mohammad, le jeune homme qu'elle aime. Devant le cheikh du village et toute la famille réunie pour l'occasion dans le modeste rez-de-chaussée qu'elle occupe à Siddiqine au Liban-Sud, Ghadir vient de signer son contrat de mariage. Elle essuie des larmes de joie. Conformément à la tradition, le marié couvre son épouse de bijoux. Les familles se congratulent, malgré quelques couacs liés à la rédaction du contrat. Les pâtisseries circulent. Le couple pose gauchement pour la photo traditionnelle. La mariée n'a pourtant que 16 ans et vient tout juste de présenter son brevet. Ses amies de classe l'entourent, l'embrassent, la félicitent. Savamment maquillée, les ongles laqués, vêtue d'une longue robe verte assortie à son voile, perchée sur de hauts talons, elle en paraît bien plus. Le marié, lui en a 24, mais il a l'air d'un adolescent.

Il ne s'agit pas d'un mariage forcé. Ghadir, cette belle jeune fille sans fortune, première de classe, a même dû convaincre ses parents pour obtenir leur accord. À l'issue de la cérémonie, c'est en larmes qu'elle les enlace, comme pour leur demander pardon, même s'ils ne cachent pas leur fierté. «Ils estiment que je suis trop jeune. Mais c'est lui que j'ai choisi», dit-elle timidement. Il faut dire que le jeune homme était pressé d'officialiser son

À Siddiqine, bourgade chiite du Liban-Sud, les mariages précoces sont courants. Comme dans bon nombre de villages traditionnels du pays, «une fille n'a pas droit à l'erreur» et doit être mariée avant 20 ans sous peine d'être qualifiée de «vieille fille».

union avec l'élue de son cœur. Il l'avait rencontrée au café que tenait son père. «J'y allais tous les jours pour la voir et lui parler. Elle m'a demandé de l'attendre un an, j'ai refusé», raconte-t-il. L'épousée demeurera chez ses parents le temps que l'appartement conjugal soit prêt à accueillir le jeune couple. Mais elle «appartient» désormais à son mari. Ils peuvent se rencontrer dans l'intimité, sans risquer le déshonneur. Au cas où elle tomberait enceinte, ils devront juste hâter l'annonce de leur vie commune.

■ L'HONNEUR DE LA FAMILLE

Dans ce village rural chiite où chaque habitant garantit l'avenir de ses enfants en leur construisant des maisons, Ghadir est loin d'être une exception. Nombre de jeunes filles se marient ou sont mariées, dès que leur corps est formé. Certaines choisissent l'élue de leur cœur, d'autres sont données à un homme «honnête» choisi ou proposé par le père. Formatées pour le mariage dès leur plus tendre enfance, elles se plient à la coutume et aux exigences familiales, sans avoir été le moins du monde informées de ce qui les attend.

Ici, comme dans tant d'autres villages traditionnels, «la jeune fille n'a pas droit à l'erreur». Pas question pour elle de fréquenter un jeune homme sans avoir la

bague au doigt. Sa réputation en serait ruinée et sa famille déshonorée. Et puis, «marier une fille, c'est la caser, la protéger des aléas de la vie (setret el-bent zijeta)», dit le célèbre dicton populaire libanais. Un dicton repris avec conviction, comme pour expliquer sa décision, par un père de famille qui a marié une de ses filles à 15 ans.

Nisrine avait d'abord refusé la proposition de son cousin, chauffeur de camion, de 4 ans son aîné. Mais elle a vite cédé face à l'insistance de son géniteur. Mère de deux enfants, la jeune femme au foyer de 20 ans ne sourit pas, ou à peine. Son mariage, elle le qualifie de «normal», sans plus. «J'aurais voulu poursuivre mes études, obtenir mon brevet, mais mon mari ne m'y a pas autorisée. Il ne concevait pas que je puisse côtoyer des garçons», regrette-t-elle. «Même ma façon de parler a changé, car il m'a imposé des limites», ajoute-t-elle avec tristesse. Mais elle se ravise aussitôt : «Heureusement, j'habite à proximité de mes parents, je peux les voir tous les jours.»

Pour sa mère, ce mariage est une amère leçon. «Je ne pensais pas que ce serait aussi difficile pour elle. Les grossesses à répétition, les enfants, c'est bien trop de responsabilités pour son jeune âge. Si seulement je pouvais faire mar-

che arrière», lâche-t-elle. Elle fait remarquer à ce propos que «les filles de chez nous sont formées très tôt et ont un look de femmes, alors que ce ne sont que des enfants». Le père, lui, ne dit mot concernant les rêves brisés de son aînée. Mais il persiste à tenter de convaincre sa troisième fille de 16 ans de se caser elle aussi. Mais en vain, cette dernière s'entête, elle veut obtenir son bac, fréquenter l'université, travailler. «Il est vrai que les choses ont changé, constate-t-il. Autrefois, à 5 ans, la fille était déjà promise et on ne pensait pas lui demander son avis. Aujourd'hui, si un jeune homme bien se présente, je demande à ma fille son avis. Simplement, en cas de refus, je veux savoir pourquoi.»

■ VIEILLE FILLE À 20 ANS

Le changement est certes palpable. Selon une photographe du village, Mariam Balhas, très engagée auprès de sa communauté, «le changement a été amorcé à l'issue de la guerre de libération». «Il est devenu normal que les jeunes se fréquentent et vivent des histoires d'amour dans le cadre de certaines normes, estime-t-elle. Il est aussi de plus en plus normal pour les filles de poursuivre leurs études et d'obtenir des diplômes universitaires.» Mais les traditions ont la vie dure. «Une jeune fille de 20 ans qui ne s'est pas mariée est encore qualifiée de vieille fille, déplore-t-elle. De même, une célibataire est toujours invitée à se trouver un mari.» Et d'expliquer que la vie de village favorise les mariages précoces. «Même les jeunes gens se marient tôt, dès lors qu'ils ont un métier et un toit», assure-t-elle, montrant du doigt un adolescent imberbe de 17 ans qui sillonne le village à mobylette, avec un groupe de garçons. «Il est marié à une fille de 14 ans», dit-elle. Une évidence à Siddiqine qui ne connaît pas le chômage, car ses habitants sont propriétaires terriens et travaillent dans la pierre, le bâtiment, l'agriculture, les transports...

Résultat, il n'est pas rare pour une femme d'avoir deux ou trois enfants, bien avant l'âge de 20 ans. «Au moins, mes enfants et moi grandiront ensemble», assure Jamilé qui attend son deuxième enfant, à 19 ans à peine. La jeune femme qui n'a pas choisi son époux, mais accepté sa demande en mariage, car il est «fils de bonne famille (ibn awadem)», fait part de son «bonheur». Bonheur d'être mariée et mère de famille. «Dès que j'ai su que j'allais me fiancer, j'ai raté ma quatrième. Les études ne m'intéressaient plus», se souvient-elle. Mais elle tait les difficultés, les crises, notamment la première année de mariage durant laquelle elle s'est parfois réfugiée chez ses parents pour fuir un époux autoritaire, au point d'envisager le divorce. «Dans ma famille, toutes les femmes se marient jeunes, sinon à 20 ans, elles sont qualifiées de vieilles filles», note-t-elle, avec résignation.

Jamilé a tenu bon, soutenue par son père, employeur de son époux. «Au début, je ne me sentais pas mariée, j'ai mis du temps à réaliser ce qu'impliquait notre union», avoue pour sa part Hussein. Mais d'autres femmes jettent l'éponge, confrontées à des problèmes ingérables. «On ne m'y reprendra plus», lance Zahraa, 21 ans, qui a signé son contrat de mariage à 14 ans, pour s'installer avec son époux à 17 ans. Divorcée, elle évoque avec amertume son échec, son mari volage, sa belle-famille qui lui dictait jusqu'à sa façon de s'habiller, l'enfant qu'elle a perdu. «Je ne savais pas que le mariage me mènerait là», déplore-t-elle, se demandant pourquoi sa mère ne l'a pas laissée vivre son enfance, pourquoi elle ne l'a pas informée des problèmes de la vie. «Pourquoi ai-je lâché l'école ?» se demande encore cette ancienne bonne élève qui envisage de suivre une formation de comptabilité en septembre. Car désormais, elle entend bien prendre sa vie en main, et trouver un emploi. «J'arriverai à surmonter tout ça», se promet-elle. Puisse l'expérience malheureuse de Zahraa servir d'exemple aux autres. Mais, pour l'instant, Ghadir savoure son bonheur tout neuf, en se promettant de poursuivre ses études et de devenir... médecin.



MarocHebdo

La coordination avec ses alliés, principalement la CDT de Noubir Amaoui et la FDT de Abderrahman Azzouzi, promet une action commune d'envergure. Même si cette dernière centrale connaît un conflit de leadership. Aucune date n'a encore été fixée, mais cela ne saurait tarder, selon toute vraisemblance. Mais d'ores et déjà, l'UGTM et la FDT, tendance Abdelhamid Fatihi, en plus de l'ODT, ont lancé, le 23 septembre 2014, une grève nationale dans la fonction publique et les collectivités locales. Comme d'habitude, les chiffres sur le degré de réussite de ce débrayage varient sensiblement entre les sources syndicales et celles du gouvernement. La marge est énorme.

Toujours est-il que les causes de ce vaste mouvement social, telles qu'elles sont énumérées dans les communiqués de l'UMT et des autres centrales coalisées, sont multiples et variées. Arrivent naturellement en tête, la hausse constante des prix des produits de première nécessité et son impact durement ressenti sur le pouvoir d'achat des salariés et des masses populaires en général.

Un constat qui vient d'être conforté par une récente note du HCP (Haut commissariat au plan) sur l'augmentation de l'indice des prix de certains produits de consommation courante, tels l'eau (+12,8%), l'électricité (+6,5%), les légumes (+5,2%), entre autres. Certes, il y a eu quelques frémissements baissiers, tel le poisson par exemple (-3,6%), mais, l'un dans l'autre, la tendance générale demeure, plus que jamais, à la hausse. La ménagère ne sait plus où donner du panier. Il y a fort à parier qu'avec ces données chiffrées et authentifiées, Ahmed Lahlimi se fera encore moins d'amis dans l'actuel staff gouvernemental.

■ DÉCOMPENSATION TOTALE

Ce renchérissement du coût de la vie était prévisible après le démantèlement, quasi-total, de la Caisse de compensation et l'adoption du système d'indexation des tarifs des hydrocarbures sur les cours mondiaux. Comme prévu, tout a flambé. Il est même question de décompensation totale du gasoil, jusqu'ici très relativement ménagé. Si cette perspective se précise, cela finira par carboniser le résiduel d'un pouvoir d'achat moribond.

L'État s'est ainsi débarrassé d'un lourd fardeau en le jetant à la figure des consommateurs. Idem pour l'autre dossier qui pesait lourdement sur le budget de l'État, celui des retraites. Alors que les négociations suivaient leur cours, tant bien que mal, le gouvernement est brusquement passé outre en exfiltrant, quasi-clandestinement, la question vers le Conseil économique et social. Contrairement aux lenteurs habituelles, le projet du gouvernement était bouclé et publié dans le Bulletin officiel en un temps record et hors négociations. Désormais, les futurs retraités "payeront plus et cotiseront plus longtemps pour percevoir moins", selon la formule de Miloudi Moukharik, SG de l'UMT. La retraite à 65 ou 67 ans, pour une espérance de vie d'un peu plus de 70 ans, avouez que la marge est courte, même lorsqu'on n'est pas pressé de passer l'arme à gauche. Là aussi, l'État-employeur et mauvais payeur s'est soulagé de ses arriérés impayés sur le dos de ses propres salariés.

■ OBLIGATION D'EXPLICATION

Toutes ces mesures et d'autres du même tonneau qui suivront certainement, ont été qualifiées de politiquement courageuses. Pour que ce courage soit réel, il aurait fallu qu'on dise pourquoi l'État ne s'est pas acquitté de sa quote-part patronale auprès de la CMR, pendant des décennies. Et qu'aurait-on fait des cotisations versées par les fonctionnaires? Il ne s'agit pas, ici, de chasse aux sorcières, mais d'une obligation d'explication de la gestion financière du pays, à travers des institutions telle que la CMR ou, encore plus, la CDG. La CDG, voilà un gros mot qui doit cacher bien des choses. Toujours est-il que les Marocains ont le droit de savoir, pour qu'il n'y ait plus, ou juste un peu moins, de sorcières.

En fait de courage, il ne s'agit pas plus que d'un alignement sur les consignes du FMI, condition obligatoire pour obtenir deux lignes de crédit successives dites prévisionnelles et déjà largement entamées. Pour d'autres produits, le gouvernement semble avoir conseillé aux producteurs de rogner sur la contenance et la consistance plutôt

Le climat social se crispe et se dégrade. Les syndicats sont sur le pied de guerre avec force annonces et sorties médiatiques bien senties. Les instances délibératives sont mobilisées. Les préparatifs vont bon train. A l'issue de son Conseil national, réuni le 20 septembre 2014, l'UMT a appelé à une grève nationale et des arrêts de travail sectoriels.

Le Maroc des sans-dents

que d'augmenter les prix. C'est ainsi que le pain, dont le grammage a fondu, est devenu plus léger que l'air. Quant à la butane, sa durée habituelle s'est réduite de moitié.

Quoi qu'il en soit et par-delà les conséquences calamiteuses sur la classe ouvrière, ce qui révèle le plus les syndicalistes, c'est le peu de cas que l'on fait de leur fonction et de leur rôle dans la préservation des équilibres sociaux, voire de la paix sociale. Une tâche fortement improbable dans une société foncièrement inégalitaire, tellement elle est marquée par des disparités sociales criantes. Dans son discours du 20 août 2014, S.M. Mohammed VI a loué le sens des responsabilités des syndicats. Il fallait juste que le gouvernement Benkirane en prenne acte pour que le dialogue soit plus facile, plus crédible et un rien productif. Il s'est passé exactement l'inverse, mésestante totale et monologues mutuellement inaudibles. Il y a eu comme un mur étanche entre deux camps qui ne seraient pas faits pour s'entendre, en toute circonstance, et que l'on s'entête à qualifier de "partenaires".

■ MONOLOGUES INAUDIBLES

On en arrive alors au point de rupture. L'annonce d'une grève totale découle, en toute logique, de cet environnement politique délétère. Une nuance cependant, et pas des moindres. Dans le communiqué de l'UMT, on parle de "grève nationale" et non de grève générale. Cette dernière s'adresse à tout un chacun, qu'il soit salarié ou pas, une généralisation à outrance qui procède par la confusion préméditée et tourne à la pagaille de rue et à l'affrontement souvent meurtrier. Ce genre d'anarcho-syndicalisme n'est pas dans la culture de l'UMT, qui n'a jamais cédé à cette tentation, ni répondu aux appels du pied de ses adeptes.

Il n'empêche. M. Moukharik avoue qu'on n'est pas loin de la situation sociale qui a prévalu au début des années 80 et qui a conduit aux émeutes, de triste mémoire, du 20 juin 1981. Les moins jeunes se souviennent de ces "émeutes du pain" et de la répression féroce qui s'en est suivie. Les victimes ont été appelés "chahid koumira"

(martyrs de la baguette) par Driss Basri, ancien ministre de l'Intérieur. Aujourd'hui, la précarisation du salariat se poursuit et s'aggrave toujours un peu plus. La population du bas de la pyramide salariale se clochardise à vue d'œil et en silence. Pire, elle est progressivement rejointe par celle du milieu, par un nivellement qui confine à l'attraction terrestre.

Autrement dit, la classe moyenne, longtemps considérée comme principal levier de la consommation et comme base sociale du pouvoir politique, se prolétarise. Ce tassement vers le bas est plus qu'un mauvais signe pour un pays qui aspire à l'émergence économique. Seulement voilà, le primat économique semble constamment démenti par l'énorme fracture sociale. La gestion des affaires publiques par l'incantation ou le recours à des faux-fuyants pour gagner du temps sur le temps, n'y change rien. Le paysage est le même, quand il n'empire pas. La prolifération de marchands ambulants, pour quelques sous de moins au kilo, donne à nos cités dites modernes des airs de Kaboul. De même que les pâtes hideux et massifs, moitié béton frelaté, moitié carton-pâte, émaillés de cages à poules, censés résorber les bidonvilles. Les opérateurs insatiables de ces horreurs ont fait du "logement social" une mine d'or.

Les bidonvilles sont toujours là, nichés entre deux tours commerciales, à portée de vue imprenable d'immeubles de luxe ou à quelques encablures de villas au prix modique de un milliard de centimes au bas mot. Nos coopérants enseignants résumaient le Maroc par cette formule: Un pays de contacts et de contrastes. Ils ne pensaient pas si bien dire et pour longtemps. La crise que l'on agit à tout va, non seulement elle n'excuse pas tout, mais elle ne produit pas que de nouveaux pauvres. Elle fabrique aussi de nouveaux riches. Car, parallèlement à cette paupérisation galopante, l'étalage de l'opulence, dans ses signes extérieurs les plus provocateurs, n'a jamais été aussi ostentatoire. Dans le discours du 30 juillet 2014, S.M. le Roi a dit: «Je note l'ampleur des disparités sociales entre les Marocains». Le 20 août de la

même année, le Souverain est revenu sur le même thème, de façon encore plus explicite: «Nous ne voulons pas d'un Maroc à deux vitesses: Des riches qui bénéficient des fruits de la croissance et s'enrichissent davantage; et des pauvres restés en dehors de la dynamique de développement et exposés à plus de pauvreté et de privation», et de réaffirmer que «l'élément humain reste la vraie richesse du Maroc et l'une des composantes essentielles de son capital immatériel». Ce sont, effectivement, deux Maroc qui se côtoient, se regardent, mais ne se voient pas.

■ UNE BOUTEILLE À LA MER

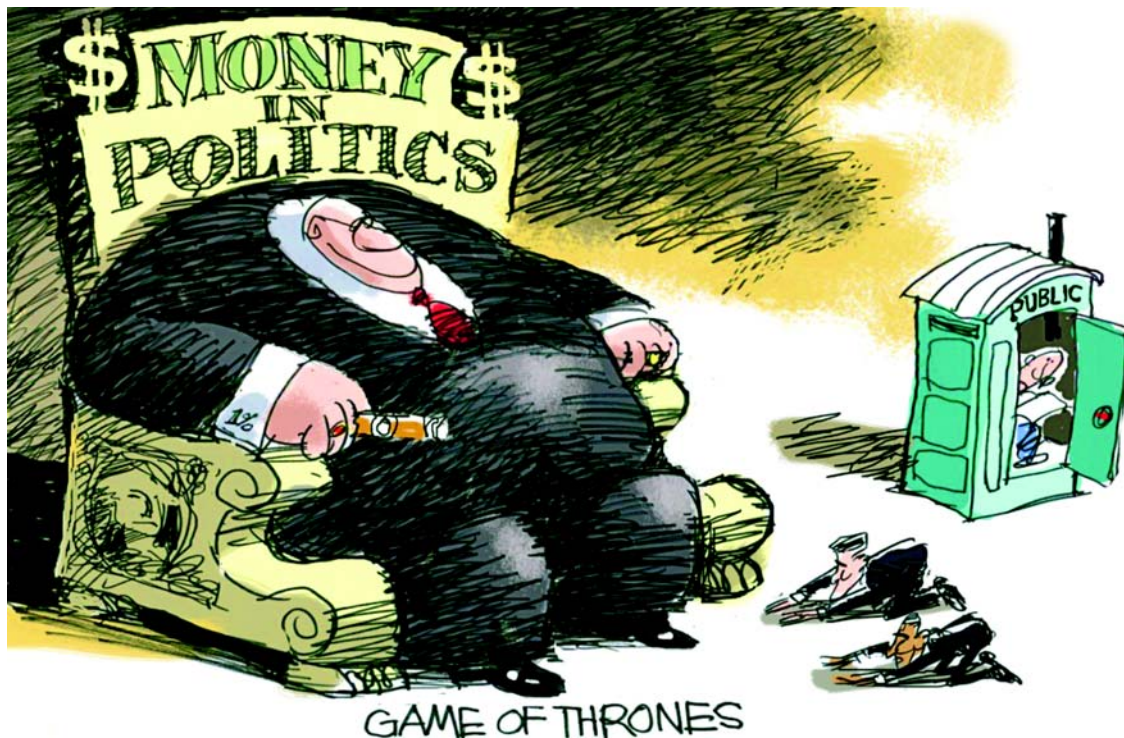
Une dichotomie sociale qui frise la pathologie collective. Quant à l'élément humain, sa formation citoyenne, sa promotion sociale et son statut dans la régulation des relations de travail, il constitue la raison d'être du syndicat. Il n'en demeure pas moins difficile de dissenter sur les libertés syndicales bafouées, sur les droits prévus par un Code du travail qui a dix ans d'âge, mais qui ne sont toujours pas respectés, et sur l'importance de l'engagement syndical comme moyen d'auto-défense; lorsque le salarié en question risque des représailles, voire le licenciement abusif. Comment le raisonner lorsqu'il se voit s'engloutir, toujours un peu plus, sous les contraintes quotidiennes de la vie! Le réflexe naturel est de vouloir en découdre, une fois pour toutes, quels que soient la nature et le prix de la fuite en avant.

Et pourtant, les syndicats, et l'UMT en particulier, se sont toujours donné comme ligne de conduite non pas de juguler, mais d'encadrer, en toute responsabilité, la protestation, la contestation, la dénonciation et les revendications légitimes, dans des structures organisées et responsabilisées. La grève nationale annoncée s'inscrit dans cet esprit. Ce sont des travailleurs travaillant qui cesseront de travailler, dans l'espoir de se faire entendre par les gouvernants et les employeurs privés. A moins que cette grève ne soit finalement qu'une bouteille à la mer.

Pouvoir politique et hommes d'affaires : liaisons dangereuses ?

**RÉALITÉS
TUNISIE**

Chahuté, envié, calomnié et mis à l'index pour certains, le rapport entre pouvoir politique et hommes d'affaires offre l'image d'un ménage difficile, voire tronquée au niveau des tenants et aboutissants, que d'aucuns n'hésitent pas à qualifier de carrément «incestueux».



que le monde qui ne tient guère compte des considérations morales. Le rapport argent-pouvoir s'avère à ce titre des plus difficiles à vivre, aussi bien au niveau des implications qu'à celui des objectifs qui peuvent se contrecarrer et même se nuire. Ceci s'explique par le fait même de la nature complexe de chacun et des tentations - souvent jugées de mauvais conseils - qu'ils peuvent réveiller, une fois alliés, comme il en est toujours question, pour «le meilleur et pour le pire.»

LA REALPOLITIK ET SES EXIGENCES

Notre vécu politique, à l'instar d'ailleurs de tous les pays, s'est toujours manifesté à ceux qui consentent à faire une lecture lucide et objective de la réalité politique, par le manifeste du rapport argent-pouvoir dans la gestion des affaires de la cité. L'occasion des prochaines législatives, auxquelles nous nous préparons, nous offre l'opportunité d'en vérifier les traces et les manifestations.

Si l'on exclut la période, combien particulière, de la Révolution, qui a occulté les manifestations de l'apport de l'argent en politique et durant laquelle la direction du pays a été confiée à un pouvoir de circonstance, dicté essentiellement par le besoin de palier aux urgences, il est conséquent de constater la présence de ce phénomène de pure Realpolitik. Aucune époque n'a été pour ainsi dire épargnée avec toutefois des manifestations différentes aussi bien au niveau du degré d'interférence que des «insolences» affichées.

LES HOMMES D'ENNAHDHA

Neuf hommes d'affaires ont été sélectionnés par le parti Ennahdha pour le représenter aux élections législatives. Ce choix s'est fait, selon des sources proches du parti, sur la base de critères se rapportant, dit-on, à «la compétence et au projet de société auquel adhère le parti». Ce que conteste une certaine opinion jugeant qu'en fait il n'est question que d'intérêt mutuel. Le parti tablant sur l'aura financier de ces candidats, leur potentiel de ralliement et, pourquoi pas, leur apport financier. Les hommes d'affaires tablant sur de nouveaux horizons tant au niveau de la satisfaction personnelle qu'à celui des affaires. Neuf candidats donc et «de gros calibre» insiste-t-on du côté des détracteurs qui y voient une manifeste manœuvre politicienne à dividendes certaines pour le parti, si jamais ils venaient à être choisis par les urnes. En voici la liste complète :

- Mohamed Frikha : tête de liste Sfax 2 et PDG de Telnat et de la compagnie aérienne Syphax Airlines
- Walid Loukil : 3e sur la liste de l'Ariana et Directeur général adjoint du groupe Loukil (il a été remplacé la semaine dernière par Mehdi Ben Ayed, à cause d'un problème d'éligibilité constaté par l'ISIE)
- Sami Fatnassi : tête de liste à Béja et président de l'Union régionale de l'UTICA à Béja en 2012
- Raouf Azzaz : 3e sur la liste de Monastir et homme d'affaires.
- Adel Daâdaâ : 9e sur la liste de Ben Arous et homme d'affaires.
- Habib Masmoudi : 5e sur la liste de La Manouba et fils de Mohamed Masmoudi ancien ministre des Affaires étrangères.
- Moez Haj Rhouma : 3e sur la liste de Nabeul et homme d'affaires opérant dans le secteur du textile.
- Tarek Dhieb : 3e sur la liste de Tunis 1 et homme d'affaires (remplacé par le parti par l'ancien ministre de la Justice, Nadhir Ben Ammou, pour les mêmes raisons annoncées par l'ISIE.)
- Imed Khemmari : tête de liste de La Manouba et homme d'affaires.

Pourtant à bien y regarder, il est question d'un vécu qui se laisse découvrir non sans accroc, tant les secrets d'alcôves sont, en fait, hermétiques et bien gardés par les partis politiques et les «magnats» de la finance qui donnent l'impression - pour un temps - de zapper leur présence sur le marché ou ils trônent d'habitude pour s'adonner à la politique. Focus sur une réalité aux multiples facettes.

S'ils ne sont pas légion, les hommes d'affaires qui, à l'occasion des législatives, investissent la scène politique, du moins au niveau des intentions de candidatures, ne passent pas inaperçus. Atteignant le nombre de plus d'une dizaine - du moins en ce qui concerne ceux qui ont pour ainsi dire pignon sur rue - sur la scène publique et dans le monde complexe de l'argent. Néophytes en politique pour la plupart, leur «atterrissage» dans la chose électorale, précédé d'une certaine aura financière et d'une réputation bien assise en la matière, ne manque pas de surprendre et de susciter moult réactions de teneur différentes, voire contradictoires. Mais au-delà des commentaires et des prises de position à propos de ce qui est qualifié par bon nombre d'observateurs de «phénomène», il est certain que la lecture que l'on peut en faire a de quoi imposer les véritables questions qui peuvent expliquer un tant soit peu les raisons et les visées. Quels sont les arguments véritables qui, soit les ont poussés, soit les ont fait «se dépêcher» pour décider de faire de la politique et pourquoi précisément maintenant? Qu'est-ce qui a pu bien motiver ces «outsiders» à brader pour un moment le «risque» étudié des affaires pour celui, de loin plus dangereux, de la politique ?

L'INTÉRÊT EN POINT DE MIRE !

Les réponses que l'on serait amené à faire, aussi plausibles soient-elles, ne pourraient à elles seules éclairer et apporter matière à convaincre sur les raisons de ce ralliement, que certains n'hésiteraient pas de qualifier de «débauchage», à la politique. Les feux de la rampe du pouvoir ? Les facilités que cela pourrait permettre ? Les attraits de l'autorité ? Un projet de société différent ?...

Sûrement un peu de tout cela et bien d'autres considérations. En d'autres termes et pour simplifier l'approche, il est plausible de considérer par hypothèse que cette venue, tardive et impromptue, à la politique est conditionnée d'une manière générale par l'intérêt dans ses manifestations les plus diverses. L'intérêt politique ? Sûrement, avec tout ce que cela signifie de dividendes et de profits sur le plan personnel sur le court ou le long terme. L'intérêt financier, sûrement pas. Du moins directement, car il est bien difficile, voire inconcevable, d'imaginer que les revenus mensuels d'un député soit plus de deux mille dinars, seraient à même de convaincre un homme d'affaires et, surtout, de le faire tomber sous le coup de la séduction financière. Certains parmi eux, sinon la plupart, feraient dix fois et plus ce chiffre en une seule percée sur le marché. Ce n'est donc pas l'atout financier qui fait courir en politique ces hommes d'affaires. Bien sûr, si l'on se maintient aux conclusions fondées sur la donne «pertes et profits», à l'aspect direct de ce type de choix, on finira incontestablement par admettre la gratuité de la démarche. Ce

serait comme dire que nous sommes là en plein centre de charité, qui, comme l'on sait, est fondé sur le bénévolat. Or et cela est connu, ni la charité, ni le bénévolat ne sont de l'essence du monde des affaires. L'intérêt financier existe et ne manque pas de se manifester. Mais, il faut en convenir, sur le long terme et d'une manière indirecte, par ricochet et grâce à de longues mais subtiles manœuvres. Ce serait le cas des promulgations des lois sur la concurrence et les rapports gérant le comportement des acteurs sur le marché. De même et c'est plus versatile et douteux, ce serait les cas des trafics d'influence et des manœuvres opportunistes visant à utiliser le pouvoir et les facilités qu'il peut offrir une fois aux commandes, pour s'arranger «entre copains», s'entraider et se passer «le témoin», tout cela bien entendu pour arriver à se tailler la part du lion dans certaines affaires.

LES STARS DE LA FINANCE À LA RESCOURSSE ?

Les partis en concurrence, particulièrement ceux qui se positionnent relativement bien dans les sondages et dans l'opinion publique, se sont investis dans la quête des hommes d'affaires pour les rallier à leur cause et, dans certains cas, en faire des têtes de listes à l'occasion des élections législatives. Ennahdha et Nida Tounes précisément. À eux seuls, ils se sont partagé le concours de certains que l'on qualifie de «stars» de la finance et des affaires. Il en est ainsi, toutes appartenances partisanes confondues, de Moncef Sellami, Mohamed Frikha, Mehdi ben Ayed, Mourad Loukil (pour un moment), Fakhfakh, Ridha Charfeddine, SelmaToumi, Mehdi Ben Gharbia, Zohra Dris, Hafedh Zouaoui, et d'autres. Des partis ont essayé de faire de même en alignant un ou deux magnats des affaires, comme l'a fait le parti de l'Union nationale libre avec Slim Riahi.

Aujourd'hui, chacun arbore ses couleurs et ses hommes pour s'investir au mieux dans la campagne électorale qui d'ores et déjà s'annonce assez serrée et promet d'aller crescendo. Comme l'est d'ailleurs celle des critiques qui voient d'un mauvais œil ce mariage que certains vont jusqu'à qualifier «d'incestueux» entre la politique et l'argent. Partant de l'adage connu voulant que la fin justifie les moyens, les récalcitrants à ce

rapprochement, jugé insolent et porteur de mauvais signes traduisant l'opportunisme sans vergogne du paysage politique actuel, ne se s'embarrassent pas pour dénoncer ce type de stratégie. Faussant carrément le pas à l'esprit qui a animé selon eux tous ceux qui ont fait la Révolution du 14 janvier et qui, dans le même courant d'idée qui a prévalu d'une certaine manière lors des législatives du 23 octobre 2011, insistent sur le fait que, pour 2014, les choses s'annoncent avec un augure bien différente.

À cela, une raison particulièrement inhérente à la venue «massive» et «surprenante» de l'argent dans le monde de la politique. Ils voient une évidence caractérisée par la paupérisation élitaire au niveau des effectifs des partis et donc des cadres qui y adhèrent et pouvant les représenter aux législatives. Ceci en plus du constat que la logique révolutionnaire a été mise au grenier pour être remplacée par une autre «exagérément pragmatique et plus opportuniste.»

MAIS D'OÙ VIENNENT-ILS ?

Si l'on s'arrête à certains hommes d'affaires qui, pour la plupart, pilotent les listes choisies par les partis pour les circonscriptions à travers le pays, il est aisé de constater que s'ils sont tous, pour ainsi dire, auréolés de réussites dans le monde de l'argent, mais leurs origines dans les affaires sont différentes.

Certains sont des ténors de l'ameublement et du commerce en général alors que d'autres sont spécialisés dans les services et les transactions immobilières. Ne se focalisant pas sur une seule spécialité, ils ont su, avec l'expérience accumulée et non sans savoir-faire, multiplier leurs activités et, par là même, leurs fortunes respectives. À ce titre, trois noms, pour ne citer que ceux-là, sont assez représentatifs de cette race de magnats de la finance.

Moncef sellami que Nida Tounes a aligné tête de liste dans une des circonscriptions de Sfax, est président d'un véritable holding dont une des sociétés est cotée en bourse, ceci en plus du fait qu'il vient d'investir dans la presse écrite et est actionnaire dans la société qui publie le quotidien Le Maghreb.

M. Frikha, tête de liste à Sfax pour Ennahdha, s'est fait, lui, rapidement un nom dans le monde de la finance et a pu, grâce à d'intelligents et heureux placements,

monter un empire financier dont le fleuron est incontestablement la compagnie aérienne Syphax. Ce dernier titre lui a valu ces derniers temps de virulentes critiques de la part de quelques hommes politiques, dont un président de parti qui a estimé que Syphax, étant une concurrente réelle et potentielle de la compagnie aérienne nationale Tunisair, son président ne pouvait pas par conséquent et en prévention de toute tendance et pratique anticoncurrentielle, se présenter aux législatives.

Slim Riahi, enfin, agissant en quelque sorte pour son propre compte puisqu'il est le fondateur et le président du parti de l'Union nationale libre, doit son empire à ses transactions à l'étranger, précisément dans la Libye du temps de Khadafi. De retour au pays, il s'est lancé dans les affaires, non sans succès ; en cours de route, il s'est même payé le luxe d'être - et il l'est encore - président du prestigieux club sportif Le Club africain.

ENJEUX ET RISQUES

Il est universellement admis que le pragmatisme, étant le fondement même de la politique, requiert incontestablement des moyens concrets pour pouvoir s'affirmer et permettre à ceux qui en font leur moteur d'action. La somme de tout cela génère le pouvoir et conditionne l'autorité. L'argent en est à ce titre le moyen par excellence. Il s'agit d'un couple aux intérêts mutuels certains, vivant loin du charme pacifique de l'amour pour ne se côtoyer que dans la contingence de la passion et de la convoitise, manifestement, à quelques exceptions près, servile. C'est bien une règle pratique dont il s'agit ici et il ne viendrait à l'esprit de personne de prouver le contraire. Il est en effet inutile, sinon vain, d'essayer de faire la démonstration que la politique peut se faire sans le secours, voire le renfort, de l'argent. Dans cette logique, l'argent s'apprête à être le nerf vital de toute démarche visant à conquérir et à asseoir un pouvoir, quel qu'il soit et, par voie de conséquence, à en tirer profit. L'argent pris comme notion d'autorité et facteur d'influence est toujours attiré par le pouvoir en tant que moyen majuscule d'expression de cette autorité. Un mariage, il faut en convenir, fondé principalement et exclusivement sur l'intérêt, le profit factuel et des desseins opportunistes. Un couple aussi vieux

Sananès Des dizaines de mal-logés bloquent la circulation automobile

Houari Barti

Des dizaines de mal-logés du quartier de Sananès, relevant du secteur urbain El Badr, ont manifesté hier en bloquant la circulation automobile au niveau de l'avenue du Colonel Amirouche (ex-Jules Ferry). Les pluies torrentielles qui se sont abattues sur Oran tout au long de la nuit du mardi à mercredi ont fait ressurgir les vieux démons de l'habitat menaçant ruine au niveau de ce quartier où certaines bâtisses semblent carrément défier les lois de la physique. C'est le cas, particulièrement, de l'immeuble nu-

méro 08, rue Samaili Mohamed. Un immeuble où résident 22 familles dans des conditions spartiates. Étranglé entre les ruines de deux bâtisses, déjà évacuées par leurs occupants, le numéro 8, rue Samaili Mohamed, continue, lui, à défier le temps. «On nous a promis un logement avant le mois de Ramadhan. Finalement, l'hiver est arrivé et on est toujours dans ce trou», affirme, l'emblème national à la main, une quinquagénaire habitant l'immeuble. La nuit dernière, témoigne-t-elle, «en plus des eaux qui se déversaient sur nous à cause des pluies, on a dû faire face aux eaux usées qui nous inondaient de par-

tout. Dans pareilles conditions, il est préférable de dormir à la belle étoile que de prendre le risque de se faire ensevelir. On nous promet un logement depuis trop longtemps. On espère seulement que cela se fasse avant qu'il y ait mort d'homme. Alors, que chacun assume ses responsabilités». Non loin de cet immeuble, à la rue Boukerch El Houari, d'autres immeubles sont tout aussi vétustes. Selon des habitants du quartier, le nombre d'immeubles en péril au niveau de ce site avoisinerait les neuf. Les mal-logés de Sananès lancent ainsi un cri de détresse aux autorités locales et à leur tête le wali d'Oran. Le danger est réel !

Intempéries

La ville paralysée après quelques heures de pluie

J. Boukraâ

Les premières pluies d'automne ont de nouveau mis à nu toutes les tares du réseau d'évacuation des eaux pluviales de la ville d'Oran. En l'espace de quelques heures, plusieurs artères étaient totalement inondées, au grand dam des piétons et des automobilistes complètement bloqués. Un citoyen fera la réflexion suivante : «On a pris le pli». La circulation a été bloquée durant plusieurs heures à Aïn Beïda, l'USTO, Es-Sénia, El Barki, Petit Lac, Sidi Chahmi, Bir El Djir, Cité Djamel, la Place Hoche... Au centre-ville, comme à l'accoutumée, la circulation était difficile en raison du niveau d'eau. De son côté, la Protection civile précise que ses équipes ont

enregistré durant la nuit de mardi à mercredi (vers midi) une quinzaine d'interventions, pour évacuer les eaux de pluie. Fort heureusement, aucune victime n'est à déplorer. Les cellules de crise des communes ont été installées pour prendre les mesures appropriées en matière d'intervention aussi bien au niveau des axes routiers et des quartiers d'habitation. Hier, nombre de citoyens dans certains quartiers se sont retroussés les manches pour déboucher des avaloirs totalement obstrués, en dépit du fait que depuis quelques jours, des agents communaux ont organisé une large campagne de curage au niveau de plusieurs quartiers de la ville.

Par ailleurs, menacées par les eaux, à l'instar de Petit Lac (Haï Dhaya), plusieurs habi-

tations situées au rez-de-chaussée ont été inondées à El Barki, Haï Nedjma, Haï Sabah. Des citoyens excédés par cette situation ont commencé dans certains quartiers à nettoyer eux-mêmes les avaloirs et dégager les détritiques obstruant les regards. Notons que des équipes de la division de la voirie et de la circulation des communes et des équipes de la SEOR ont été mobilisées.

Pour ce qui est des prévisions, selon l'Office de météorologie d'Oran, «pour aujourd'hui jeudi, le ciel sera couvert avec de fréquentes pluies durant une bonne partie de la matinée puis accalmie avec des averses en nette diminution en début d'après-midi. Températures en baisse variant entre 14 et 17 degrés. La vitesse du vent 20 et 30 km/h».

Prévention contre le virus Ebola

La direction de la santé organise un exercice de simulation

A ce jour, aucun cas d'affection par Ebola n'a été enregistré sur le territoire national. Le risque épidémique du virus Ebola en Algérie est jugé «faible» par la cellule de veille constituée d'experts de différentes spécialités. Toutefois, toutes les mesures ont été prises pour faire face à toute éventualité. Dans ce cadre et pour tester l'efficacité du dispositif mis en place, un exercice de simulation d'une évacuation et prise en charge d'une personne atteinte du virus a été organisé par la direction de la santé. Le scénario de la simulation stipule que le malade est un étranger qui est rentré à Oran via l'aéroport Ahmed Ben

Bella. Après avoir été signalé par les caméras thermiques, le malade a été vite isolé et orienté vers l'établissement de santé d'Es-Sénia pour les tests médicaux. Le malade a été aussitôt placé en quarantaine. Dans le cadre de la riposte contre la fièvre hémorragique de type Ebola, des mesures ont été prises par les services sanitaires, notamment au niveau des aéroports pour protéger les voyageurs et les employés. Parmi ces mécanismes de protection, on note l'installation de caméras thermiques au niveau de l'aéroport d'Oran, la dotation du personnel qui travaille au niveau de la piste d'atterrissage et de tous les employés qui ont un con-

tact avec les voyageurs, de masques et de lunettes de protection. Les voyageurs originaires de quatre pays d'Afrique où la maladie est très répandue (Nigeria, Gabon, Ouganda et la Guinée) sont soumis à un contrôle très rigoureux. Ils sont automatiquement orientés vers la caméra thermique. La caméra thermique permet d'enregistrer la photo du voyageur et d'avoir sa température exacte. Ce qui permet d'éviter à tout individu porteur du virus Ebola d'entrer dans le territoire. Il a aussi été décidé que le CHUO sera la destination des malades en cas d'apparition du virus dans la région de l'ouest du pays.

J. B.

Dépassements dangereux, excès de vitesse, conduite en état d'ivresse...

474 permis de conduire retirés en une semaine à Oran

K. Assia

Dix-neuf personnes sont décédées et 176 autres ont été blessées lors de 87 accidents survenus durant la période du 20 au 26 octobre 2014, au niveau des 12 wilayas que coiffe le 2^e Commandement régional de la gendarmerie d'Oran. Dans la wilaya d'Oran, le bilan des accidents de la route fait état de 11 accidents lesquels ont fait deux morts et 15 blessés. Les gendarmes ont relevé 436 délits et 231 infractions liées au non-respect du code de la route. En effet, le renforcement du dispositif de lutte contre le non-respect du code de la route a donné lieu au retrait immédiat de 2.986 permis de conduire pour une durée de 10 jours dont 319 à Oran et au retrait immédiat égale-

ment de 2.622 permis de conduire dont 474 à Oran et ce, pour une durée de 48 heures. Les permis ont été retirés pour différentes infractions liées au code de la route. A l'origine de ces retraits également, les nombreux barrages dressés au niveau des carrefours et l'installation des radars pour détecter l'excès de vitesse. Ces mécanismes ont mis en exergue le non-respect du code de la route dont l'utilisation du portable lors de la conduite, les dépassements dangereux, l'excès de vitesse et surtout la conduite en état d'ivresse. Autant d'infractions qui ont contraint les services de la gendarmerie à appliquer la loi dans toute sa rigueur. En axant ainsi sur l'impact des différentes campagnes de prévention, les gendarmes ont rappelé que l'élément humain est le premier

facteur à l'origine de ces accidents de la route. Il s'agit de l'excès de vitesse, le non-respect de la distance sécuritaire, les dépassements dangereux, le non-respect de la signalisation, l'implication des piétons. Ces derniers traversent souvent la chaussée sans regarder de part et d'autre, entre autres. Il est également question de l'état du véhicule. Dans ce cas, les gendarmes mettent en exergue la perforation de pneus ou autres anomalies en ce qui concerne les freins et système d'orientation.

En dernier, figure l'autre facteur qui est l'environnement dont l'état de la route. Des journées d'information et de prévention sur le danger de la route au profit des écoliers et des lycéens sont organisées à longueur d'année par les services concernés.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

La rkiza



Ils évitent les ascenseurs. Pour qu'ils n'aient pas, un jour, à les renvoyer...

pourtant, ça continue à monter. Leur méthode? Msakhit, ya bni, msakhit !... Ils ont tous de petits bâtonnets à la main et, selon les circonstances, ils y accrochent un petit drapeau parfois rouge, parfois vert, parfois blanc, parfois noir. Ils préfèrent, pour leur part, le gris. Car plus assorti à leurs costumes. Quand ça chauffe, lors des campagnes électorales, c'est un drapeau arc-en-ciel qu'ils affichent, histoire de faire plaisir à tout le monde. Mais attention, il faut savoir sentir la direction du vent et brandir le bon drapeau. Au bon moment.

Sinon darbak car. Alors ça remet en place les rampes, on remet en marche les escaliers mécaniques et même les ascenseurs et on déroule, avec tapage et vacarme, les tapis colorés. Si la couleur affichée diffère de la nôtre, il n'y a rien à espérer. Il n'y a rien à tirer. Il n'y a pas d'électricité, ni escalator, ni monte-charges, ni ascenseur. On revient à la rampe... On rampe en attendant...

Aïn El-Turck De prestigieuses places publiques enlaidies par l'incivisme

Rachid Boutlélis

Complètement réhabilitée avant l'entame de la saison estivale, au même titre que sa fontaine trônant majestueusement en son sein, la prestigieuse place Vassas, sise en plein cœur du chef-lieu de la daïra d'Aïn El-Turck, semble malheureusement tomber en décrépitude au fil des jours. L'incivisme constitue la principale raison de ce triste constat relevé sur cette esplanade, porte d'accès du faubourg Bensmir, communément appelé douar Naquousse, qui représente tout un pan de l'histoire contemporaine de cette région côtière. L'anarchie prévalant dans ses abords immédiats, créée par une multitude de véhicules de transport, de taxis clandestins et le squat des trottoirs par des revendeurs à la sauvette ainsi que les extensions illicites débordant sur la voie publique ajoutent une touche noire supplémentaire à ce peu reluisant tableau. Elle a même constitué au cours de la saison estivale un lieu de bivouac et de dortoir, notamment pour les nombreux jeunes et parfois moins jeunes aotüiens, venus de différentes contrées du pays pour un bref séjour dans cette daïra côtière. Les restes de leur passage, relayés par la suite par d'autres actes d'incivisme perpétrés par des riverains inconscients et ne jouissant nullement d'un mode de culture relatif au savoir-vivre, ont grandement contribué encore à réduire en peau de chagrin l'image de cette place. Le même déplorable état de fait agresse la vue du badaud sur l'autre esplanade du 20 Août 1954, surplombant partiellement la plage Beau Séjour, où a été érigé un grand écran

qui est demeuré, et demeure toujours dans la grande majorité du temps, tristement éteint. La restauration de cette deuxième esplanade quelques jours avant la veille de l'ouverture de la saison estivale, qui a été longuement épiloguée par la vox populi, a connu un sort presque similaire à celle de la place Vassas. En effet, ce véritable point de repère où se dressait jadis à sa proximité le mausolée Sidi El Bahri, étouffé depuis par le béton au point de disparaître, vers lequel convergent des millions d'estivants, qui constitue un lieu incontournable pour accéder au centre-ville de la principale commune de la wilaya d'Oran, a été défiguré par l'inconscience des uns et l'incompétence des autres. La troisième esplanade, qui s'entend à l'autre bout du centre-ville de ladite municipalité, juste en face de l'ex-siège de la daïra et de l'exigu bureau de poste, est malencontreusement logée également à la même enseigne. Délaisée le reste de l'année, elle ne retrouve généralement qu'un brin d'animation durant la période estivale plus particulièrement et ce, après une piètre opération de rafistolage, effectuée à l'occasion de la célébration d'un évènement.

Le reste de l'année, elle constitue un passage pour les personnes issues de couches modestes pour gagner le marché informel de la friperie, communément appelé souk el bake (marché aux puces). Toujours est-il que ces prestigieuses places semblent avoir tendance à perdre de leur aura d'origine, qui ont, dans un passé encore vivace, fait la fierté des riverains de cette commune côtière, qui perd ces empreintes comme un teigneux ses cheveux.

Bousfer

Crime près de Cap Falcon

Un jeune homme a été retrouvé mort, dans la nuit du mardi à mercredi, sur la route reliant la localité de Bousfer-Plage au village de Cap Falcon, non loin de la station de service. Selon nos sources, le malheureux aurait sollicité, tard dans la soirée du mardi, les services d'un taxieur clandestin à sa sortie d'un établissement sis à Bousfer-Plage. Il aurait été agressé dans le véhicule où il aurait été poignardé à plusieurs reprises. La victime se serait jetée de la voiture ou a été poussée par ses

agresseurs, mais malheureusement, elle a été percutée par une voiture roulant à grande vitesse, qui a pris la fuite, indiquent nos sources. Ce constat a été établi par les ambulanciers croyant à un accident de la route, qui l'ont évacué vers le service des urgences de l'hôpital d'Aïn El-Turck. L'équipe médicale a aussitôt relevé des traces de coups de couteau. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale pour déterminer les tenants et aboutissants de cette ténébreuse affaire.

R. B.

Ils louaient des logements vides à la cité AADL

Trois escrocs mis hors d'état de nuire

K. Assia

Les éléments de la brigade de recherche et d'investigation de la sûreté de la wilaya d'Oran ont réussi à démanteler un réseau d'escrocs qui sont parvenus à extorquer d'importantes sommes en louant des logements AADL. En effet, trois personnes entre 23 et 31 ans sont parvenues, selon les enquêteurs, à louer des appartements vides relevant de l'AADL

et ce, après avoir défoncé les portes d'entrée. Le montant du loyer était de 35.000 DA. Les mis en cause utilisaient tous les subterfuges pour parvenir à leurs fins et duper par conséquent leurs victimes. Selon les enquêteurs, les auteurs avaient l'intention de ramener le maximum de locataires et amasser le plus d'argent grâce à ce procédé frauduleux. Ils ont été présentés devant le tribunal et placés sous mandat de dépôt.

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Boulouha Med, 72 ans, Haï Nedjma
Bouchihane Med, 79 ans, Eckmühl
Hamaz Smaïn, 20 ans, 12 rue Mahrouz Med
Barkat Hamid, 38 ans, Les Planteurs

Horaires des prières pour Oran et ses environs

13 moharram 1436
El Fedjr 05h56 Dohr 12h47 Assar 15h41 Maghreb 18h08 Icha 19h28



AÏN-TEMOUCHENT

Le ras-le-bol des étudiants

Les étudiants du centre universitaire «Ahmed Bouchaïb» d'Aïn-Temouchent viennent, par le biais de l'Union générale des étudiants libres (UGEL), de rendre public un communiqué dans lequel ils dénoncent les conditions déplorables dans lesquelles ils vivent.

Mohamed Bensafi

Dans le même temps, les rédacteurs du document sollicitent vivement une intervention salubre des autorités compétentes. Ils réclament notamment les voies du dialogue et les moyens adéquats pour solutionner les problèmes des étudiants comme l'a souvent exigé le ministère de tutelle.

Le chapelet des revendications estudiantines est surtout d'ordre

sociopédagogique. Parmi les problèmes relevés, selon le communiqué parvenu à notre rédaction, celui de la surcharge -7200 étudiants pour une capacité pédagogique de 4000-, auquel vient s'ajouter un cumul de problèmes d'ordre matériel, logistique et même bureaucratique.

Ils citent aussi le problème qui concerne la sécurité à l'intérieur et aux alentours du pôle universitaire dépendant du centre universitaire et exigent un renforcement

de l'effectif. La restauration est également décriée, elle n'existerait pour l'heure que dans la cité résidentielle du CUAT.

Contacté par nos soins ce mardi, le directeur général du CUAT, Abdelmalek Bekkouche, a déclaré être toujours favorable au dialogue avec tous les représentants des organisations syndicales du centre universitaire et que déjà une réunion devrait se tenir dans les heures qui suivent avec ceux de l'UGEL.

75% des eaux usées sont récupérés

Mohamed Bensafi

À l'image des autres régions du pays, pour la wilaya d'Aïn-Temouchent, l'obligation de développer le secteur des ressources en eau passe pour un objectif majeur. La réutilisation des eaux épurées à des fins agricoles et industrielles en est une raison, la protection de l'environnement, en est une autre. Pour y parvenir, les responsables du secteur veulent cuber toutes les eaux usées déversées au niveau de l'ensemble des 28 communes et villes côtières, via des stations d'épuration (STEP). Aujourd'hui, l'ONA (Office national de l'assainissement) de la wilaya d'Aïn-Temouchent gère les 07 stations d'épura-

tion (STEP) que compte la wilaya. Dans le même courant, cet office prend en charge la gestion des réseaux publics d'assainissement de 19 communes de la wilaya, à savoir Aïn-El-Arbaa, Aïn-El-Kihel, Aïn-Temouchent, Aïn-Tolba, Aoubellil, Béni-Saf, Bouzedjar, Chaabet-El-Lehem Chentouf, El-Amria El-Malah, Hammam-Bouhadjar, Hassi-El-Ghella, Oued-Berkeche, Ouled-Boudjemâa, Ouled-El-Kihel, Sidi-Benadda et Terga. Et avec le raccordement de cinq autres communes (Emir Abdelkader, Hassasna, M'Saïd, Sidi Boumediene et Sidi-Safi) à la fin du mois en cours et la mise en service des STEP d'Aïn-El-Kihel et Bouzedjar, le ratio d'épuration du

réseau public d'assainissement de la population raccordée par rapport à la population totale de la wilaya (380.000h), atteindrait les 75%. Cependant, il resterait les communes de Tamazoura, Oulhaça, Sidi-Ouriache et Ouede-Sebah dont le programme est inscrit pour le compte du plan quinquennal 2015-2019, apprend-on de notre même source. L'objectif d'atteindre des capacités d'épuration à hauteur de 2.000.000 m3 annuellement soit 55.000 par jour, devrait être réalisé à la fin de ce cycle. Un volume d'eau récupéré suffisamment pour irriguer par le système du «goutte à goutte» une superficie agricole de 400 hectares, conclut notre source.

RELIZANE

La foire de la famille ouvre ses portes à Bendaoud

E. Yacine

La foire commerciale organisée par la société des expositions en étroite collaboration avec la direction de la concurrence et des prix domiciliée dans les locaux de la nouvelle gare routière de Bendaoud, distante de 4 kilomètres de Relizane. Selon le gérant, le nombre d'exposants avoisine la trentaine. Ils viennent des quatre coins du territoire national (Oran, Tlemcen, Chlef, Batna, Constantine, Sétif, Alger, Tizi-Ouzou...), outre une par-

ticipation de négociants étrangers provenant d'Egypte (ameublement de luxe), d'Iran (joaillerie), de Syrie (habillement de style), d'Inde (artisanat) ainsi que de France (littérature). Les autres stands offrent une variété d'articles et produits (cosmétiques, électroménager, tapisserie, jouets, ustensiles...) à des prix étudiés. En matière d'animation, les organisateurs n'ont pas prévu de manège pour les enfants, mis à part un «kiosque» de confiserie et autres gâteries. L'entrée est payante (10 DA). La foire se tient

du 5 au 25 novembre de l'année en cours, sauf changement forcé de «programme». Et pour cause. Pour rappel, la grande surface des ex-Galeries algériennes dite maison de l'Artisanat a abrité auparavant pas moins d'une dizaine de foires commerciales. Les habitants de la région auront l'occasion d'acquiescer différents produits qui seront exposés à des prix raisonnables et compétitifs, comme l'ameublement, l'habillement, l'électroménager et les produits d'artisanat, selon le président organisateur.

EL-BAYADH

Lancement du projet de réalisation d'un silo à céréales

Les travaux de réalisation d'un silo à céréales de l'Office national interprofessionnel des céréales (OAIC) ont été lancés récemment dans la wilaya d'El-Bayadh, a-t-on appris mercredi auprès de la direction des services agricoles (DSA). D'un coût de près de 679 millions de DA sur le programme sectoriel centralisé, le projet, qui offrira une capacité de stockage de 10.000 tonnes, sera réalisé dans un délai de 24 mois, a précisé le chef service de la promotion de l'investissement à la DSA, M.Cheikh Louakel.

Cette structure d'ensilage est implantée sur une surface globale de 4 hectares, au chef-lieu

de wilaya, près de marché hebdomadaire de bétail, à proximité de la future gare sur la ligne ferroviaire projetée entre les communes d'El-Bayadh et de Mécheria (wilaya de Naâma). Premier du genre dans la wilaya d'El-Bayadh, ce projet a été retenu pour assurer la collecte de la production locale de céréales et l'approvisionnement des éleveurs en aliment de bétail et aussi pour mettre fin aux contraintes de déplacement vers la Coopérative de céréales et des légumes secs (CCLS) de Saïda. M. Louakel a fait savoir aussi que des points de vente d'orge destinés aux petits éleveurs disposant de moins de 200 têtes d'ovins,

ont été ouverts l'année passée dans les daïras de Bouâlem, Labiodh Sidi Cheikh, Rogassa et Bougtob. L'opération n'a pas pu satisfaire la demande croissante en aliment de bétail dans une wilaya qui recense une richesse animale estimée à plus de 1,5 million de têtes d'ovins, a-t-il fait savoir.

Ce projet qui a suscité la satisfaction des différents partenaires du secteur, a été présenté par le président de la chambre de l'agriculture de la wilaya d'El-Bayadh, Mohamed Bouazza, comme un atout pour la wilaya, notamment en matière d'approvisionnement des éleveurs en aliment de bétail.

MASCARA

Les changements climatiques en question



La participation de l'Algérie à la lutte internationale pour faire face aux changements climatiques a été soulignée mardi à Mascara par le délégué national aux risques majeurs auprès du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. Lors d'une rencontre d'évaluation des mesures de protection de cette wilaya contre les catastrophes naturelles, M. Tahar Melizi a indiqué que l'Algérie participe à la réflexion et à la proposition de solutions aux catastrophes naturelles sur demande de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui appelle tous les pays à faire des recherches sur les causes conduisant aux catastrophes, notamment celles induites par les changements climatiques et l'effet de serre. Il a également affirmé que l'Algérie accorde un «intérêt capital» aux risques de catastrophes naturelles dont les crues, traduit par le lancement de la réalisation d'un grand nombre de projets dans plusieurs secteurs pour réduire les dégâts. «L'Etat continue à inscrire d'autres projets qui seront réalisés dans les cinq prochaines années partant du constat que les crues représentent de grands risques menaçant le pays», a-t-il ajouté. Le wali de Mascara, Ouled Salah Zitouni, a souligné, pour sa part, que

l'Etat a enregistré un grand nombre de projets destinés à réduire les effets des inondations dont des projets d'une valeur de 1,6 milliard DA décidés par le ministre des Ressources en eau lors de sa dernière visite dans la wilaya. Une étude de faisabilité a été inscrite pour le barrage des trois oueds dans la commune d'Ain Fekkane et d'autres projets sont pris en charge par les directions des ressources en eau, des travaux publics et de la construction et de l'urbanisme à travers plusieurs communes de la wilaya, a-t-il ajouté. Le même responsable a proposé la création d'un office national de lutte contre les catastrophes naturelles coordonnant différents secteurs et wilayas.

Dans un rapport présenté lors de cette rencontre, à laquelle ont assisté des membres de l'exécutif de wilaya et des présidents d'APC, le directeur de wilaya des ressources en eau, Mourad Rechiche, a indiqué que les services de l'hydraulique ont recensé 72 points noirs menaçant de crues à travers des communes de la wilaya de Mascara, en plus de 21 points recensés par la direction des travaux publics, soulignant que 75 points ont été éliminés à la faveur des programmes concrétisés.

MOSTAGANEM

L'ONASC fait peau neuve

L'Organisation nationale algérienne de la société civile (ONASC) fait peau neuve à Mostaganem. Selon Rachid Mohammed, membre du conseil national de cette organisation, le renouvellement de toutes les structures de base dans les 32 communes de la wilaya sera lancée dès le début de la semaine prochaine du fait que leur mandat est arrivé à terme.

Le bureau de wilaya sera également renouvelé indique la même source avant d'ajou-

ter qu'une commission chargée de la préparation a été mise sur pied pour la réussite de l'opération. «Notre organisation a pour but de faire participer les citoyens à la gestion des affaires publiques avec comme moyen le retour aux assemblées élues élargies aux citoyens et à s'impliquer aussi dans la lutte contre les différents fléaux sociaux», souligne le membre de l'ONASC en marge d'une réunion des coordinateurs des communes de la wilaya.

H. B.

APPELEMENTS

■ **TLEMEN** : Loue Appart F4 au centre-ville uniquement pour Profession libérale – Tél : 0770.48.46.04

■ **Loue** : F2 Rue Dumanoir 2,5 / F3 Gde Terre semi - meublé Internet 3,5 / F3 El-Yasmine 3,0 / F2 Miramar 3,0 / F5 La Bastille 3,5 - AG. DJIWEED EL-ADL - 0771.53.77.94 - 0796.74.05.52

■ **Ag. Le Littoral** – 0550.56.65.17 – 0550.31.09.46 – Loue : F3 4^{ème} F3 5^{ème} meublé Hai Chouhada / F5 1^{er} Pyramides / F2 2^{ème} pour Bur. C/V / Etage villa RDC + garage B. Dji

■ **Location Appart F3 à Hay Yasmine.** 7^{ème} étage avec Ascenseur – Tél : 0560.30.46.05

■ **Loue** : Studio super luxe 2^{ème} étage, meublé, refait à neuf, à Plateau (centre-ville) + F3 meublé à Cap-Falcon Ain El-Turck – Tél : 0791.35.02.47

■ **Vends Appart F3.** Sup. 80 m². RDC. Acté + L.F. avec garage + Haouch 30 m² - AMRIA - W. A. TEMOUCHENT – Tél : 0771.12.67.86

■ **A vendre un F3 au RDC avec Désistement à SID EL-BACHIR** à très bon prix - Tél : 0772.92.54.99

■ **Loue F4 cité Résidence Bella,** prolongement USTO, en face Supermarché ARDIS - 8^{ème} étage. Parking + Ascenseur – Tél : 0554.31.47.09

■ **A vendre Appart F4 - 2^{ème} étage.** Deux façades. Acté. Refait à neuf. Libre de suite à Misserghine - Tél : 0550.25.04.30 - Prix après visite

■ **A vendre F3 aménagé en F4 - 1^{er} étage.** Acté - Vends Yaghmoracen. ORAN - Tél : 0772.94.81.89 - 0779.53.66.31

■ **Vends à ORAN - Bir El Djir** : Duplex F7 sup. 260 m² dont 44 m² terrasse vue sur mer à 2 niveaux. Cuisine meublée. 2 salles de bain (Jacuzzi - Sauna). 2 salons et 5 chambres - Visite à partir de 17 H – Tél : 0790.50.79.65

■ **A vendre bel Appart F3 LSP au 2^{ème} et dernier étage.** Refait à neuf. Toutes commodités - à El Kerma - ORAN - 0772.52.41.20 / 0556.58.23.80

■ **A vendre Appart F3 - 1^{er} étage.** Acté. Sans vis-à-vis - Cité des Abattoirs en face Polyclinique. HAMMAM BOUHDJAR - Prix 420 U - Tél : 0777.52.15.66

■ **A louer appartement F3 - 2^{ème} étage - Maraval** - Tél : 0551.03.89.29

■ **Vds Appart F4 - Sup.** 154 m². 2 façades. 5^{ème} étage - Prix 21 U négociable - Vue sur mer - Adresse: Hai Khemisti - ORAN - Tél : 0775.79.87.67

■ **A vendre F4 Gd Stand.** 106 m². Cuisine américaine. 4^{ème} étage. Chauffage central + Clim. Sécurité totale. Sans immeuble « Banque », Vigile + caméra - en face la Poste Gambetta – Tél : 0556.83.70.50

■ **Loue F1 avec une terrasse au 4^{ème} niveau** d'un immeuble privé à côté de la RTA d'Oran pour 18.000 DA - Intimité et sécurité assurées - Tél : 0772.10.62.43

■ **Location Logt F3 Bt 504 / Entrée 12 - Rez-de-chaussée - près Hôpital USTO.** Spécial Résidanat – Tél : 0791.71.46.16

■ **Vends Appart F5 à Pyramides USTO.** Rez-de-chaussée - Acté - Tél : 0793.68.49.92

■ **AG. JAMEL.** Maraval. ORAN - 041.35.34.27 - 0776.37.88.74 - 0555.444.172 - Loue Gd Studio C-Ville 1,5 U - F4 Top Maraval 3,2 U - Loue Dépôt 100 m² Miramar 3 U - Vds villa Bir El Djir 255 m² 30 – M.M. Choupot 30 – M.M. 200 Logts R+1. 17 Actée

■ **Mets en location (pour famille sérieuse)** Apparts F2 et F3 meublés, garage, eau H24, à CAP FALCON (Ain El Turck - ORAN) - Possibilité location courte durée – Tél : 0773.84.67.39 - 041.26.52.15 - 0774.42.78.56

■ **Vends Chalet F4, équipé,** Camp 5 Béthioua, situé dans terrain de 300 m² - avec garage + jardin – Tél : 0550.74.22.57

■ **Vds F4.** Acté. 5^{ème} et dernier étage. 2 façades sur Larbi Ben M'hidi – Miramar. ORAN - Ttes commodités - Prix intéressant - 0773.80.36.30 - 0792.03.93.76

■ **A vendre F3 AADL.** 72 m². 3^{ème} étage en face Hôpital 1^{er} Novembre EHU USTO - 2 Ascenseurs. Endroit calme, ensoleillé. Gardiennage Jour et Nuit – Tél : 0772.43.74.96 - 0673.54.04.42

■ **Loue à ORAN La Lofa** : 2 Apparts grand standing F3 + grand hall et F3 + cour - mitoyens - 150 m² chacun. 2^{ème} niveau de villa - état neuf - Toutes commodités – Tél : 0778.39.85.12

■ **A vendre Appart Top 1^{er} :** 3 Pces, cuisine, SDB. 2 façades. 2 balcons. Bien situé Hai Saâda (Ex-Brunie) ORAN - Bien ensoleillé - Prix après visite – Tél : 0672.54.46.38 – P.O. 760 / P.V. 770

■ **SIDI BEL-ABBES** : Vends Appart 172 m² - 4^{ème} étage. Refait à neuf. Parking. Cour intérieure clôturée. Route Têlagh au-dessus CNEP – Tél : 0560.93.85.44 / 0560.95.30.41

■ **A louer Appart F4 - 2^{ème} étage Cité Grand-Terre.** ORAN (SORECOR). Pas de vis-à-vis. Très ensoleillé. Calme. Double Faç. Proxim. (Ecole - Marché - Parking) - Durée 12 mois et plus - Immeuble 08 locataires – Tél : 0698.81.06.34

■ **Vends F4 - 85 m² meublé - AADL** Pépinière – Tél : 0799.94.43.95

■ **Vends F3.** Acté. 2^{ème} étage. Meublé. Bien situé. Sécurisé - Hai El Sabah (Hai El Chouhada) - Tél : 0779.15.07.82

■ **Votre appartement Mobilart « T4 »** vue sur port, vends appartement Front de Mer 100 m² vue sur mer – 0550.30.12.41

■ **Vends F3 modifié au RDC Akid Lotfi.** Convient pour Fonction libérale - P.O. 1 Md 50 M - Tél : 0551.47.53.31

■ **Location Appart F4 - 1^{er} étage Seddikia** – 0550.61.62.47

■ **Vends F3 + F2 mitoyens, aménageables** en Bureaux ou Habitation. Akid Lotfi ORAN-Est - 2^{ème} étage - Tél : 0698.67.22.52

■ **ARZEW.** Cité Benboulaïd : Loue 2 P. - Cuisine - SDB - Sanitaires - P.D. : 26.000 – Mobile : 0773.05.83.72

■ **Vends bel F4.** Acté. Hai El-Yasmine 2 à côté de Hasnaoui. Fenêtre Mischler D. vitrage. Chaudière. Cuisine aménagée. Clim. Ensoleillé. Bon voisinage. Prix après visite – Tél : 0698.04.09.98 et 0540.79.57.97

■ **REMCHI** : Vends Appart F3 + jardin (180 m²) dans un duplex comprenant 4 Logts. Prix 980 U fixe – Tél : 0661.92.42.14

■ **A vendre appartement à Canastel 280** Lotissements - 210 m² - Tél : 0662.51.11.72

■ **Vends appartement à Ain Turck** en plein centre en face nouvelle Daïra : F3 aménagé en F4 - 1^{er} étage - Acté - Tél : 0771.13.16.44

■ **Cité Grand-Terre - ORAN.** Loue bel Appart grand standing, belle vue, 2 façades, F5 avec grande terrasse, dalle de sol, Mischler - curieux s'abstenir - libre de suite - longue durée – Tél : 0669.59.11.73 – 0672.41.77.82

■ **SAÏDA** : Vends F3 (67 m²) immeuble neuf, 1^{er} étage, avant dernier T. Cd. en face l'Université de Technologie. Hai En-Nasr – Tél : 0664.66.16.15

■ **Loue dans immeuble neuf** situé à Choupt : 07 F3 + 01 F2 + 01 F1 - 01 dépôt de 400 m² hauteur +de 4 m (intermédiaire s'abstenir) – Contact : 0542.82.07.83

■ **A vendre ou échange** avec terrain ou vieille bâtisse : F5 cité des Enseignants, près El-Akid ORAN - Tél : 0775.97.59.65 - Courtiers s'abstenir

■ **Vends à Hai Yasmine** : 2 F3 mitoyens 71,05 m² et 71,24 m² donnant sur le 4^{ème} Périph. – Tél : 0669.27.50.51

■ **Vends à Bouisseville villa coloniale** 500 m² : 7 P - 3 SDB - 3 Cuis. – Garage. Grand Jardin – Tél : 0669.27.50.51

■ **Vends F4.** Acté. Sup. 117 m² à la Rue Mouloud Feraoun (Centre-ville) - Contacter : 0551.92.93.33 - Curieux s'abstenir

■ **Vds / Ech. F4.** 125 m². Acté. 5^{ème} étg. à ORAN Résidence Fillaouène, résidence clôturée, surveillée H24 - contre M.M. à ORAN ou environs - Prix après visite et toutes propos – Tél : 0775.54.64.33

■ **Vds F2 de 70 m².** Acté. Propre. Endroit calme. Libre de suite à MECHERIA - W. NAAMA - Contacter : 0777.46.11.13 - 0558.13.46.41

■ **Vends F4 Gd standing plein C.-Ville.** Ascenseur personnelisé. Toutes commodités. Immeuble propre et sécurisé. RDV pour visite. Curieux s'abstenir – Tél : 0540.30.54.97

■ **A vendre ou à louer Duplex F5 + terrasse** de 210 m² à Bir El Djir, propriété privée, 3^{ème} étage - Tél : 0552.52.44.33

■ **SIDI BEL ABBES** : A vendre F3 - 5^{ème} étage Cité 200 Logts Azzouz - Sidi Djillali en face Wiam – Tél : 0670.21.38.59

■ **A vendre** : Appartement F3. Acté. 5^{ème} étage. Bt N° B1. 60 Hai El Badr. ORAN - Tél : 0794.63.97.13 - 0772.57.58.63

■ **V. Duplex 260 m².** 9 P. 2 WC. 2 SDB. Cuis. 2 Chauffe-bain. 2 Chauffages. Balcons. 3 Faç. 1 Cave. Cité fermée, sécurisée, avec parking. Cité les Palmiers Sonatrach - Ain El Bia - Tél : 0556.12.46.88 – Prix après visite

■ **Vends F2.** Acté (entrée indépendante) à Hay Yasmine. B.E.D. (ORAN) - Tél : 0781.15.50.43 - Pas de Promesse de vente ni Location

■ **A vendre F5** (à côté de la salle Chahrazed). Sup. 100 m². 4^{ème} étage (dernier) cité Yaghmoracen. Bon voisinage. Bien ensoleillé – Tél : 0555.48.73.88 - Prix après visite avec Promesse de vente (Si Possible)

■ **SARL IMMOBILIARIA DEL MEDITERRANEO** - Vend en ESPAGNE des Apparts à partir de 30.000 Euros et des Villas à partir de 90.000 Euros - Mob : 0034.656.362.197 - 0034.695.075.601

■ **A vendre Appart F3 - 74 m².** 2^{ème} étage - Acté - à Hai El Yasmine 2 – Tél : 0553.44.88.69

■ **Vds Appart F4 - 3^{ème} étage.** 92 m². Refait à neuf. 2 façades. Situé 104 Logts Yasmine. ORAN – Tél. 0662.30.62.07

VILLAS

■ **A vendre Maison** à Hassi Labiodh / Sidi Chahmi. Sup. 66 m² : 02 pièces - cuisine + toilettes. Douche. Terrasse. Dallé. Gaz. Elect. Eau - Tél : 0774.86.69.37 - Contacter à partir de 07 H 30 à 17 H 30 sauf Vendredi et Samedi

■ **Ag. Le Littoral** – 0550.56.65.17 – 0550.31.09.46 – Vend belle villa 240 m² R+2 + garage 4 Voit. Toutes Comm. Ch. / C. Hammam Jacuzzi – Tél. Internet à Hai Nakhil. ORAN

■ **Ag. Le Littoral** – 0550.56.65.17 – 0550.31.09.46 – Loue villa R+3 + local sur Bd convient Administ. à Courbet + villa R+1 cité militaire Canastel + Etage de villa à Fernandville

■ **Villa à vendre** 150 m² - 3 façades - R+2 - Coopérative 128 Canastel – Tél : 0560.30.46.05

■ **Vends villa R+1 - 270 m² - Actée** - à Millenium. ORAN – Tél : 0550.47.60.16

■ **SFISEF (W. SBA)** : A vendre Maison de Maître 200 m² (garage, une salle, 4 P., cuisine, douche, terrasse) située au centre-ville. Bon voisinage. Très calme – Tél : 0664.31.55.67

■ **TLEMEN Centre-ville** : Vends Immeuble en carcasse 210 m². S/Sol - R+2 avec 2 locaux situés sur grand Boulevard ALN. Prix après visite – Tél : 0561.37.53.83

■ **Vends ou Reprise Appart.** ORAN. Maison bien située 230 m². Ch. + Climat. Façade 18 m. Garage + local comm. Taxiphone 5 lignes. Bâche d'eau au Rez-de-Ch. F4 + F2 (2 salles de bain + 3 WC) + terrasse + 2 pièces – Tél : 0793.02.55.39

■ **Vends très belle villa** à Point du Jour. 300 m². Bien située. Avec piscine - Tél : 0555.49.97.69 - Agence et intermédiaire s'abstenir

■ **ORAN St-Hubert** : Vends Maison sur terrain de 390 m². Façade commerciale de 24 m – Tél : 0555.21.99.81

■ **Vends villa.** Actée. 126 m². Double façade. R+1 + Terrasse. Finie. « Manque dalle de sol et peinture » - à Coop. Panorama. ORAN - Tél : 0542.75.27.63

■ **Villa à vendre** 210 m². Double façade. 1^{er} étage. Trois locaux et un grand garage. 2^{ème} étage fini - Actée - Es-Sénia. ORAN - Tél : 0774.45.34.09

■ **A vendre à Fernand-ville** : Villa 2 étages. 162 m². 2 façades. 95% finie. 2 garages - en face piscine El Bahia - 2 M 950 Millions négociable – 0771.25.21.69 - 0773.57.99.85

■ **Vds belle villa R+1 - 400 m².** B. 170 m² + piscine couverte - style ouvert ou Echange C/ terrain + Complément – 0560.93.85.72

■ **Vds Villa 450 m² 2 F.** Bd Bernardville - Vds Terrains 500 à 1.500 m² Courbet + Point du Jour - Vds Villa 400 m² Bd Pt du Jour ou Echange – AG. 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■ **A vendre Maison** à Bernardville (Bir El Djir) 227 m². 2 façades. 2 Apparts identiques F4 avec 2 grands garages - Tél : 0559.08.03.94

■ **Vends ou Echange Maison.** Sup. 140 m². Désistement - à « GARRITA » « Sidi Maarouf ». Grand salon + grande chambre et cuisine + garage - petite cour + toilettes et salle de bain – Tél : 0796.33.79.66

■ **Vds villa 240 m²** à Bir El Djir Lot 119 (à côté de la mosquée) R+1 - 2 jardins + bache d'eau + 2 hall. 1 garage + 2 SDB + 1 cuisine. 4 chambres. 2 salons - Prix après visite - Tél : 0670.21.19.51

■ **TLEMEN** : A vendre Chalet avec terrain de 360 m² Cité des Roses N° 32 IMAMA - Mansourah Tél : 0554.35.35.71

■ **Vds / Ech. M.M.** – RDC : F4, F2 + F3 + entrées Individ. + garage + jardin + puits + cour - 1^{er} : F4 + 2 cours - à Sid Chahmi. ORAN - Convient pour Promoteur – 0771.61.00.33

■ **A vendre Maison de Maître** 300 m² dont 100 m² Bâti Préfabriqué - située à Hai Es-salem (Phoenix) BETHIOUA - Tél : 0541.77.87.30

■ **Vends belle villa** 500 m². Bâtie 230 m² à l'Hippodrome. ORAN - Tél : 0555.27.63.78 - Prix après visite

■ **A TLEMEN** : Vds Maison R+1 avec local. Sup. 160 m². Libre de suite. Rue de Paris C.-Ville + F4 dans une villa à Kiffane les Dahlia pour Hab. ou Bureau - Tél : 0774.54.93.15 - 0554.96.24.41

■ **A vendre ou à échanger** une Maison de Maître. Actée. 150 m². RDC + 1^{er} étage + local - située à Bastié (Angle Avenue Sidi Chahmi) ORAN – Tél : 0772.79.08.63

■ **A vendre villa R+3.** Quartier résidentiel : 5 chambres + 2 séjours + 2 salons + 2 cuisines + 3 SDB + hammam - Garage + chauffage central + jardin...etc. – Tél : 0661.21.69.27

■ **Une Maison** à vendre de 144 m². R+1 - Finie - Adresse : Cité Fonat Lotissement Kara II – Es-Sénia – Tél : 0559.04.16.82

■ **Vends villa.** Sous-sol + R. Ch. + 1^{er} étage - Hay Amal - BIR EL DJIR – 0550.61.62.47

■ **A AÏN TEMOUCHENT / Loue villa R+1.** Sup. 317 m² avec au RDC 02 grands locaux à Hai Zitoune proche de la Route de Tlemcen et du Commissariat. Locaux conviennent pour divers commerces – Tél : 0667.48.20.71

■ **Vends Urgent** : Villa R+1 à Bousfer-Village OUADIT : 7 P + Gd salon + SDB + buanderie + cour + garage 5 Voit. Terrasse accessible. Pas de vis-à-vis. Libre de suite - Tél : 0665.29.37.38 / 0697.48.43.43

■ **A vendre M.M.** à Sid El Bachir 120 m². Actée. R+1 : 4 P.C. SDB, deux locaux 12 m² chacun –Tél : 0663.73.73.27

■ **SBA** : Vds villa 2 F. 303 m², bâtis 180 m² R+2 – à 10 min centre-ville - toutes commodités - Tél : 0779.00.01.07 / 0772.15.33.21

■ **A vendre à ORAN (La LOFA)** villa 400 m² avec Acte de propriété et Livre foncier. Libre de suite – Tél : 0663.79.96.40 - Agence / Courtier s'abstenir

■ **Vends Maison** 240 m² Rue de la T.S.F. Protin. Très agréable à vivre. Bon voisinage – Contactez 0559.03.47.03 - YAHIA

■ **A vendre une carcasse** à Maraval R+3 - 380 m². 2 locaux. 01 puits – Tél : 0555.47.10.30

■ **Vds belle villa.** Faç. 20 m - 367 m². R+1 - R : garage (3 V), 2 locaux, salon, 1 chambre, SDB, cuisine, hall, jardin, puits. 1^{er} : 3 chambres + salon + SDB + Gde terrasse - Cité Felaoucen (Djebbari) – 0771.56.73.33

■ **V. / Villa Style C.** 400 m². résidentielle. Allée des Villas Ain El Turck - Tél : 0778.53.70.01 - 0552.29.82.59 – Curieux s'abstenir

■ **A.V.** : Maison de Maître (R+1) Rue Ghazi Boudjemaa - Delmonte (Quartier des Pièces détachées) avec Cafétéria en activité – Tél : 0551.46.04.46

■ **Vends villa** 220 m² ORAN les Castors Saint-Georges. R + 1 - Local commercial. Garage 2 V. cour, jardin, hammam, cuisine équipée, 3 Ch., salle à manger, véranda, Gd salon, SDB, sanitaires. Toutes commodités. Chauff. Cent. Climatisation. Curieux s'abstenir - 0550.18.47.10

■ **ORAN – A.V. Maison R+2 - RDC** Cafétéria en activité - 1^{er} : Hall + 2 Ch. + Sal. + Cuis. + SDB - 2^{ème} étg. : Hall + 3 Ch. + Sal. + SDB - 3^{ème} étg. : Buanderie + terrasse à Hai Bouamama - Rocher (Terminus 37 – ETO) – Tél : 0773.67.00.36

■ **Vends villa R+1.** Acté. Livret foncier. 220 m² : 9 pièces + garage + local - Gaz. Eau. Electricité. Téléphone - à GDYEL - située entre Arzew - Oran - ou à louer pour Société étrangère - Tél : 0777.08.64.79

■ **A vendre villa** 140 m², actée, R+1 + Buanderie, 6 pces, cuisine, 2 SDB + 2 garages, finie 80%, Chahid Mahmoud Bir El Djir, à 100 m du boulevard. Oran –Tél : 0668.69.55.88

■ **Vends particulier** à particulier maison R+1, DF 250 m² deux entrées sise nouveau Canastel – ORAN – Tél : 0772.79.08.63

■ **A vendre villa** 320 m² R+1 + douche publique + garage de 3 voitures à Batior hay Es-Sabah – Tél : 0771.61.15.51

■ **Loue villa R+1.** Quartier résidentiel Bir El Djir - 5 chambres, 1 Gd salon, 2 SDB, cuisine, coin repas, véranda, cour, garage, chaufferie – jardin - 400 m² - Tél : 0697.20.16.80

■ **Vends à ORAN** : Maison ancienne de 150 m² sur terrain de 300 m² à Hai El Badr (ex-Cité Petit) dans une artère large située à 15 m du Gd Boulevard – Tél : 0553.11.14.70

■ **TLEMEN** : Vends villas jumelées à KALAA Sup. - S/Sol, RDC, 2 étages - SH 270 m². Bonne remise p. l'ensemble - Tél : 0555.04.25.43/42

■ **Vends Propriété.** Superficie 500 m² (Restau + 9 studios finis 60%) 4 façades (pieds dans l'eau) Rue de Paris St-Germain - Ain Turck – Tél : 0666.01.00.65

VEHICULES

■ **A vendre Camion** à benne TOYOTA. Couleur jaune. Année 2007. Très bon état. Km 100 mille Km – Tél : 0790.69.09.36

■ **A louer** ou à vendre une Remorque COMET 20 T plateau – Tél : 0665.70.70.07 - ORAN

■ **Vends 2 Camions** CHAKMAN 15 T à bentin. Année 2009 - ORAN - Tél : 0550.47.60.16

■ **A vendre 2 Lots** de terrain : 84 m² une seule façade et 147 m² 2 façades (en carcasse). 22, Rue Nationale - Tâfroui - ORAN – Tél : 0542.59.02.12 - 0561.94.32.87

■ **Je propose Location** Fourgon avec chauffeur Mercedes châssis long, 515 DCI, double roue. La charge 5 T – 0771.16.48.26

■ **A vendre** : CHEVROLET 2007 + Bus ISUZU 1999 bon état de marche - Tél : 0552.55.60.56 - Prix : les deux 120 M

■ **Vends 208.** Blanche. 1,6 HDI Allure 2013 avec toit panoramique. 44.000 Km. Toutes options. Assurance tout risque offerte - Prix 150 unités négociable - Tél : 0661.21.50.92

■ **A vendre SEAT**

LOCAUX

■ Ag. El-Aquaria met à la location plusieurs locaux de 30 à 40 m² différents quartiers commerciaux et la vente des Hangars – Tél : 0661.27.01.15

■ Vends 02 locaux bien aménagés à Plateau - ORAN. Double façade. Sup. : 23 m² et 25 m² - Prix après visite – Tél : 0779.55.51.58

■ Vends Bureau 85 m². Double façade au 1^{er} étage avec sanitaires à Akid Lotfi. ORAN – Tél : 0552.48.83.13

■ Vends local bien aménagé - Superf. 65 m² à Akid Lotfi. ORAN – Tél : 0552.48.83.13

■ Loue local 20 m². 1^{er} étage à Akid Lotfi pour Bureau. Prix 20.000,00 DA - Tél : 0555.40.39.02

■ Vends ou Loue Chambre froide « Positive / Négative » 105 m³ déjà servi Viande - Légumes - Glace... à ORAN – Matér. allemand – Tél : 0790.91.54.67

■ Deux locaux à louer 25 m² chacun et un dépôt 50 m² Cité Kara - Es-Sénia. ORAN - Tél : 0774.45.34.09

■ Maraval : Location de 2 magasin mitoyens 32 m² et 28 m². Possibilité de les louer ensemble –Adr.: Rue derrière lycée Maraval à côté « Route 6 » « Trig 6 » - Tél : 0560.13.00.01 - Urgent

■ A.V. Locaux : 33 m². 2 F. Luxe + 23 m² Dar Salam - 20 m² 2 F. Marché USTO - 32 m² + 34 m² Akid Lotfi – Tél : 0795.02.70.10

■ A louer local 200 m² plus local 400 m² à ORAN : 02, Rue Zahdour Mohamed - Delmonte - Tél : 0696.46.82.32 - 0771.75.26.70

■ A vendre un Café à Bir El Djir en face Commissariat - Tél : 0559.08.03.94

■ Loue local de 30 m² au milieu Coopérative El Winda en face hôpital militaire ORAN – Tél : 0559.04.19.44

■ A louer un grand garage superficie 343 m² comme Dépôts. 3 Grands portails. Hauteur 4 m. Rue Khelifa, Benallal (Ex-Fernand Forest) – Tél : 0793.68.49.92

■ TLEMEN : Vds local 220 m² à IMAMA proximité mosquée Imam Ali. Convient Apart Gd standing - Tél : 0673.43.03.04

■ A louer local à l'USTO Boulevard Tramway - 27 m² - ORAN – Tél : 0771.30.56.56

■ A louer local à Gdyl 24 m² situé à Résidence Gasmi - Prix 12.000 DA/mois - Tél : 0799.88.45.03

■ Vends local commercial 48 m² aménagé et bien situé à Haï Sabah - Nous contacter au : 0774.22.26.35

■ Vends ou Echange ou Assoc. Polyclinique en projet sur 10.000 m² 4^{ème} Périphérique – Vends 2 villas mitoyennes 1.000 m² + G. 600 m². Bon Quartier - 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■ Vends / Loue / Echange Parc 5 à 20.000 m², mur 2,5 m. F. 300 m RN 1 Km entrée Taïraoui - 0560.39.93.85 / 72 - 0560.59.20.77 - Vends F3 + F4 Plaza

■ Vends Hôtel 40 chambres. Nvle Const. Bd Oran ou Echange - Vends Salle des fêtes + Villas + Carcasses + Terrains Nouveau Canastel – AG. 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■ Loue local 20 m². 1^{er} étage à Akid Lotfi pour Bureau. Prix 20.000,00 DA - Tél : 0555.40.39.02

■ Vends local R + S/Sol 170 m² - 2 rideaux - Faç. 11,50 m. Fini 100% - Convient activité libérale ou commerciale - Hay Yasmine près du boulevard de tramway - 0661.20.83.56 / 0774.43.12.72

■ TLEMEN : Loue local 30 m² Rue Benichograne – Miramar - 32.000 DA – Tél : 0771.00.96.49

■ Vends Usine 1303 m² couverte 820 m² en charpente métallique, 2 façades, nouvelle construction avec administration meublée, parking, hassi, poste gardien - Z / Indust. Haï Kssab (St-Pierre) Misserghine. ORAN – Tél : 0555.625.100

■ TLEMEN : A louer local aménagé pour lavage 140 m² avec matériel - Tél : 0770.41.42.62

■ Cause Départ : Vends F3 + loggia. SB.C. 3^{ème} étage Grande Terre - Refait à neuf – propre. Face école + crèche – 0550.72.15.93 – H. de visite 16 h - 18 h

■ Vends local 40 m² - acté - au centre-ville d'Oran – Prix après visite - Tél : 0553.90.45.20

■ ORAN - Vends ou Echange local Haï El Yasmine I contre véhicule + complément et Loue (02) locaux 19 m² (25 m² + 25 m²) Haï Yasmine II – Tél : 0673.42.72.58 / 0557.71.12.16

■ A louer / A vendre Showroom 780 m² - BA 13. Climatisation centrale. Porte électrique : 4, Avenue d'Oujda – Tél. 0560.02.46.47 – 0560.02.46.48

■ A louer deux Chambres froides « Positive et Négative » de 30 m³, espace bureau et magasin de stockage USTO - ORAN – Tél. 0771.99.28.45 / 0771.69.54.40

■ A louer Pizzeria neuve centre Ain Turck - Tél. 0772.77.73.76

■ SIDI BEL ABBES : Vends local 55 m² (S/ Sol) sur Gde Avenue Rte d'Oran. Acté + L.F. Convient P / Commerces, Atelier ou Bureau - Curieux s'abstenir - Tél. 048.65.29.94 - Heures de bureau ou 0555.05.90.10

■ Loue beau local commercial en plein centre d'Oran Bd Hammou Boutellés. Superficie 300 m² en 2 niveaux. Convient pour toutes les activités - Tél : 0661.20.53.36

■ Vends local 15 m² côté consulat d'Espagne mitoyen avec Restaurant Santa Clara : Fonds et Murs – Tél : 0798.71.43.17 / 0556.39.46.56 / 0033.681.074.519

■ Vends 2 locaux commerciaux jumelés à El Akid Lotfi 100 m² au sol + 30 m² en étage, très bien aménagé, convient te activité, grande artère, parking, voisinage agréable. Pris après visite - Contact : 0560.03.73.87

■ A louer un local luxe, 2 niveaux (sup. RDC 150 m² et 1^{er} étage 100 m²) très bien aménagé, situé à Bir El Djir (en face les bâtiments turcs) - Tél : 0540.39.64.66

TERRAINS

■ A vendre 6 Lots de terrain 105 m² chacun à Alaimia entre SIG et BETHIOUA – Tél : 0790.69.09.36

■ Ag. El-Aquaria met à la vente des Terrains urbanisables Agricoles et Industriels - Cherche des Terrains tous genres - Tél : 0661.27.01.15

■ Vends Terrains : 413 m² 2 façades avec carcasse 170 m² Misserghine - 168 m² et 209 m² Sidi Maarouf en face Haï Es-Sabah – Contact : 0552.48.12.11

■ Vends 2 Lots de terrain à H'MADNA - W. RELIZANE – Sup. 10.000 m² et 4000 m² - Tél : 0553.63.49.29

■ Vds 1 à 30 Ha bord de mer Madagh W. ORAN - Vds Hangar 1.500 m² sur 5 Ha RN Beneybka - Arzew ou Echange - 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■ Vds 1 à 20 Ha R.N. Hamoul. Z. Activité - Vds 2 à 50 Ha ZI Arbal Tiélat pas loin Renault – AG. 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■ Vds ou Echange terrains 5 à 20 Ha R+10 RN Bd entrée Tiélat. Bon prix - 0560.93.85.72 - Vds Relais 10.000 m² ou Echange Oran -Témouchent

■ Vds / Echange ou Partenariat terrains 1.000 à 30.000 m² R+25 et + vue sur mer ORAN – AG. 041.39.21.08 - 0661.20.32.99

■ Vends Lot de terrain 200 m² (10 x 20) Acté à Gdyl près de la nouvelle piscine - Contactez le 0772.10.58.99 - à partir de 18 h 00

EMPLOIS

■ Salon de coiffure situé à ORAN cherche Coiffeuse ou bien Coiffeuse Esthéticienne – expérimentées - Contactez N° : 0552.13.19.36

■ ETB à ORAN cherche Ingénieur G.C. et T.S. en Bâtiment et Mètreur Vérificateur - expérience mini 5 à 10 ans - Envoyer CV + Photos au : etrcrrecrutement@yahoo.fr - Mob : 0557.59.36.28

■ Pizzeria DREAMS cherche : 1 Plaquiste - 1 F. Ménage - 1 Serveur - Tél : 0771.99.93.95

■ Imp. Sté privée à ORAN recrute des Conducteurs engins niveleuses. Bull. Compacteurs. Pelle et Hydraulique. Finisseur. Grues et Chargeurs - Des Chauffeurs 15 T et S.R. - Des Mécaniciens PL et Engins + Femme polyvalente ayant PC Cat. B. – Exp. exigée – Envoyer CV au N° : 041.42.91.44

■ Magasin d'article ménager cherche : Vendeuses qualifiées / Femme de ménage - Envoyez CV à : daridéco31@gmail.com

■ Juriste, retraité, ex-Assistant DG, ex-Gérant de SARL, grande expérience dans la gestion, cherche Emploi en rapport à plein temps ou mi-temps - Oran et environs - Tél : 0559.745.739

■ EURL CALICEM cherche Conducteur pour Machine à goelet en papier – Tél : 0552.37.39.43

■ Entreprise de Meuble cherche des Commerciales - Veuillez nous envoyer votre CV par email : meuble31@outlook.fr

■ Recrute une Secrétaire de direction. Maîtrise de la langue française et de l'outil informatique. Expérience professionnelle. Résider à MOSTAGANEM-Ville - Contact : caecgdz@yahoo.fr – Tél/Fax : 045.41.32.46 – Mobile : 0550.01.72.84

■ Pizzeria à St-Eugène cherche son équipe de travail (Femme ou Homme) : Pizzaiolo (H/F) – Kababiste – Serveuses - Salaire intéressant – Tél. 0552.80.46.05

■ Bain - Douche Femme à ORAN, recrute Kyac et Femme de ménage, sérieuses et travailleuses – Tél : 0664.20.16.02

■ Atelier de couture à Choupet recrute des Couturières qualifiées collet et point droit, finition - Apprentie sur machine à broder sérieuse et motivée – Tél : 0770.44.23.48

■ Entreprise publique recrute : Un Chef de Service du Personnel – Bac + 4 en sciences de gestion - Expérience min de 3 ans - Connaissance des domaines de la GRH – CV + lettre de motivation au : 041.58.32.09

■ Société Import / Export recrute une Assistante Commerciale - Anglais exigé avec expérience - Envoyer le CV par email : eurlmed10@yahoo.fr

■ Entreprise de publicité et d'événementiel recrute des Formateurs dans tous les domaines de l'entreprise ayant expérience + de 3 ans - CV au : sadek@eurlmsap.com – Tél : 0560.000.103 - 0770.840.004

■ Société privée à ORAN cherche Assistante de Direction, dynamique, maîtrise parfaitement l'outil informatique. Expérience exigée dans les Centres d'Appel - Envoyez CV au : box2127@gmail.com

■ Pizzeria « London » à ARZEW cherche un personnel qualifié : Des Serveuses et des Serveurs - Des Pizzaiolos - Des Plaquistes - Avec possibilité d'hébergement – Tél : 0552.47.26.55

■ URGENT - Ets cherche Vendeurs au rayon Electroménager + Meuble ayant la connaissance d'outil d'informatique + Apprenti montage meuble + Femme de ménage - Veuillez vous présenter avec C.V. au 16 / 18 Rue Cavaignac - ORAN

■ Cabinet Dentaire cherche Chirurgien Dentiste femme pour collaboration - Contacter : 0780.12.42.94

■ Ste à Oran : Recrute Comptable expérimenté, formation et titulaire CAP / CMTC / ISFR compétence bilan comptable - Envoyer CV au 041.74.23.44

■ Ste à Oran : Recrute Opérateur sur machine extrudeuse, expérience minimum 2 ans - Envoyer CV au 041.74.23.44

■ Pour prochaine Agence de voyages, cherche Directeur technique ayant diplôme d'études supérieures en Tourisme ou en Hôtellerie, ou ancienneté dans le domaine en qualité de cadre - Tél : 0540.28.44.49 - 0555.02.16.16

■ Entrep. de Bâtiment à ORAN cherche pour un grand chantier à MECHERIA : Plombier - Etancheiste - Carreleur – Coffreur. Ferrailleur. Maçon - Opérateur Pompe à béton mobile – Tél : 0560.32.64.13 / 0770.98.23.95

■ Réparateur Machine à laver à domicile sur Oran et banlieue - Mobile : 0552.65.23.94 - Skype : MERAD Réda - Email : meradreda@gmail.com - Retrouvez- mois sur le Web pour plus de détails

■ Particulier recrute pour ORAN-Centre (01) : Une Secrétaire de direction - (02) deux Femmes de ménage. - (01) Femme polyvalente possédant Permis de conduire - Contacter : 0780.12.42.94

■ L'EPIC « Propreté d'Oran », établissement public à caractère industriel et commercial, chargé de la collecte, transport et traitement des déchets ménagers, recrute 2 architectes, un chef section moyens généraux. Envoyer Cv au : 040.21.15.75

■ Ent Travaux publics sise à Bir El Djir, cherche ingénieur en génie civil. email : etp-recrutement@outlook.fr

■ Cherche Pharmacienne : Diplômée - Expérience exigée - Salaire motivant - Condition de travail agréable - Adresser C.V. à : sarlsvip@yahoo.fr »

■ Sté BMC. Vous Chauffeur de taxi bénéficiez d'une voiture après 3 ans de travail réfléchi. Apport exigé. Mieux de quitter sans rien - 041.53.41.63 – Ex-Av. d'Arcole face PTT

■ Usine BELUX à BETHIOUA recrute Ingénieurs et Techniciens en Electrotechnique – Tél : 40.22.37.62 et 040.22.32.43

■ Usine BELUX à BETHIOUA recrute Châlixeurs. Meuleurs. Gestionnaires stocks. Magasiniers - Tél : 040.22.37.62 / 040.22.32.43

DIVERS

■ URGENT - Cherche Numéro Taxi. Durée de location un an - veuillez me contacter au 0773.77.37.77

■ Formation sur le « Commerce International et Marketing » : Durée 6 mois - Niv. d'accès 1 AS et +. L'Ecole agréée IBN KHALDOUN : N° 91, Rue Larbi Ben M'hidi - Miramar – 0550.02.31.36 / 0550.02.21.15

■ TLEMEN : Vends Rectifieuse de vilebrequin 1.500 marque russe + 1 Tour 1 m + Fraisuse marque GAMBIN – Tél : 0555.68.15.25

■ Vends : Bull FIAT ALIS FD 20/86 peu servi - Porte Engin 32 T. 88 peu servi - Semi Benne 20 T. 86 peu servi - FIAT 619 Tracteur 10 T. 86 peu servi - Bétonnière ENMPT 441 neuve – Tél : 0794.69.78.62

■ Centre de laser Esthétique Mme Tabet diplômée de Paris vous propose : Epilation définitive avec dernière technologie sans douleur en quelques séances - Soins lifting sans chirurgie - Traitement Acné – Tél : 0779.91.39.81 sur RDV

■ URGENT. Cherche Associé ou Partenaire financier dans le domaine du BTPh - Etude toutes propositions – Tél : 0772.15.42.02

■ Vends Matériels de confiseries bonbons durs et caramélisés et Enveloppeuse pour Flow-packs pour Biscuit et Gaufrette et tout genre de produit – 0557.82.57.92

■ Vends Licence de Moudjahidine 100% (31) à ORAN - 0666.23.79.32 - Intermédiaire et courtier s'abstenir

■ Vends Centrale à béton ELBA 30 m³ / heure – Tél : 0669.53.56.56

PENSÉE

Mme LARBI

CHAHT née

CHADLI Rekia.

Une année est

passée depuis le 06/11/2013

le jour de son départ subit, qui

ne m'a pas laissé le temps de

lui dire à quel point je l'aimais

ma très chère maman Rekia

اللهم أرحمها و ادخلها الجنة

40ÈME JOUR

ZENASNI AMAR

Voilà déjà 40 jours et le souvenir reste toujours le même, douloureux et tragique. Le destin peut être si dur et frapper si fort. Rappelé à Dieu le 27 Septembre 2014, laissant derrière toi un vide immense que personne ne peut combler, tu as tout donné durant toute ta vie à ta famille. Tu as rempli notre maison de bonheur et de générosité. Ton image reste gravée dans nos cœurs pour l'éternité. On prie Le Bon Dieu de nous assister dans cette dure épreuve pour assécher nos larmes. Ta femme Fouzia, tes filles Nawel et Majda demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Repose en paix et que Dieu, Le Tout-Puissant, t'accorde Sa Sainte Miséricorde et t'accueille en Son Vaste Paradis.

Béni Saf

■ Donne Cours de guitare : Théorie et Pratique – ORAN. Centre-ville - Tél : 0779.00.52.05

■ Prof de Physique - Chimie donne des cours à domicile de l'élève pour les niveaux suivants : 1^{er} AS - 2^{ème} AS et 3^{ème} AS – Contacter : 0550.59.82.94 - à ORAN

■ Vends Unité de fabrication du Saucisson Cachet + la Formation et le Savoir-faire - Affaire simple et rentable – Tél : 0549.01.59.68 - M. ABDELKRIM

■ Vends : Pousoir sous vide 100 Kg + Cutter 65 Kg + Hachoir inox + Clipseuse – Tél : 0549.01.59.68 - M. ABDELKRIM

■ Vends Unité complète de fabrication de Clous comprenant : 2 Machines (100 à 120) - 4 Machines (50 à 70) - Tréfileuse 3 passes et 3 Tonnes de lavage à ORAN – 0780.80.90.10

■ Vends Matériel Alimentation : 2 Frigos + 1 Comptoir + 10 Etagères + 1 Rideau + 1 Climatiseur + 1 Frigo Comptoir – Tél : 0778.85.22.19

■ Un professeur de Maths donne des cours de maths individuels à domicile de l'élève pour les niveaux suivants : 1^{er} AS - 2^{ème} AS - 3^{ème} AS (Toutes les branches) et 4^{ème} AM – Tél : 0770.39.41.55

■ A louer Licence à café 1^{er} Catégorie (2 ans) - Tél : 0555.35.00.11

■ Vends Conditionneuse volumétrique poudre et granulé, faible dosage + Doseur à poudre à partir d'un Kilo – Tél : 0542.15.25.90

■ Vds Matériel de pâtisserie : Four (COMETTO) 10 plats - Batteur 60 L - Laminoin BERTRAND - Table de travail - 2 Vitrines Mischler dorées – 0772.99.52.01 - 0550.61.83.02

■ Société d'Imp. & Exp. vend divers Lots de tissus. Lycra uni imprimé. Soie satinée blanc neige. Velours. Dentelle. Guipure...Tél : 0770.44.23.48

■ A vendre Matériels en bon état : 1/ Deux Malaxeurs 6 m³ montés sur camion SONACOM, Toupie LIEBHERR – 2 / Cocotte à ciment 40 Tonnes - Contacter SBO Chelibo - ORAN au N° Tél : 0555.96.46.75

■ Nous mettons en location une Licence café - Prière téléphoner aux numéros suivants Tél : 0661.77.15.13 - 0771.89.95.61

■ Pharmacien se désiste de son Agrément ORAN - Tél : 0557.04.67.59

■ Vends et disponibles des Presse Granule pour Aliment bétail : 2t, 3t, 5t - Chaîne d'abat-tage 1200 P/h toutes options – Tél : 046.97.97.86 - 0560.92.33.99

■ Prends en charge des travaux de : démolition, gros œuvres, maçonnerie Gle, décoration, façade, T.C.E. Fourniture et pose. Clefs en main – Tél : 0555.20.05.90 - 0770.97.35.82

■ Sté Constr. Métall. propose terrain 1.5000 m² à ARBAL près Usine RENAULT P/Distr. Produit Métallurgie - Contacter 040.22.37.62

DÉCÈS

Les familles BENTURKIA, MADANI, BOURAS, LAYEB, BELATRECHE, SMAIN, KAHILA, FODIL et TOUIL ont l'immense douleur de vous faire part du décès de leur chère et regrettée sœur, mère et grand-mère **BENTURKIA Fatima épouse MADANI** survenu le 31 Octobre 2014. Sa famille demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse en sa mémoire. Son frère BENTURKIA Mohamed

إنا لله وإنا إليه راجعون



40ÈME JOUR

Mr

BENDOUNAN

Kouider

Né le 24/02/

1923.

La famille

BENDOUNAN a l'immense douleur de faire part du 40ème Jour du décès de son cher père, en date du 06/11/14. Nous demandons à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée à sa mémoire.

TIGHENNIF (W. MASCARA)



PENSÉE

En ce jour du

06/11/2014 une

année déjà est

passée depuis

le décès de ma

chère mère

«LARBI CHAHT née CHADLI Rekia».

En souvenir de la gentille femme

BEN M'HIDI

Des demandeurs de logements protestent

A. Ouelaa

L'on ne démord pas du côté des inscrits sur les listes des logements destinés à la résorption de l'habitat précaire, de la commune d'Echatt, daïra de Ben M'Hidi, dans la wilaya d'El-Tarf, qui après s'être rendus en masse, au siège de la wilaya, la fin de la semaine dernière, se sont, davantage, mobilisés avec un nombre atteignant les 300 personnes, mardi dernier, pour se rendre au chef-lieu de daïra dont dépend leur commune.

Les concernés par ce mouvement que nous avons approchés, diront qu'ils s'inquiètent pour leur situation,

d'autres, pressés d'habiter, le plus tôt possible, alors que certains diront que les logements dont le maître de l'ouvrage est l'OPGI vont être cédés à un autre organisme en logements, en l'occurrence l'ENPI.

En somme, des arguments qui ne tiennent pas la route, dira M. Hamoudi, chef de daïra de Ben M'Hidi qui a dû délaissier réunions, sorties sur le terrain et autres missions, pour se consacrer, uniquement, à recevoir, tour à tour, toutes ces personnes, individuellement ou en groupe, afin de leur expliquer les choses. En ce sens, dira le chef de daïra que «442 logements RHP dont 200 seront distri-

bués aux familles des cités de Boukhmira et le 'Camp des Anglais'. Ce travail, finalisé avec le wali, en présence des représentants des quartiers, s'est fait, selon des critères et des conditions bien définis».

«Par conséquent, ajoutera notre interlocuteur, 4.300 logements, pour la plupart confiés à 2 entreprises chinoises, sont en cours de réalisation et toutes les demandes seront satisfaites».

Enfin, nombreux se sont dit qu'après avoir habité, pendant plus de 20 ans, dans des conditions précaires, toutes les voies de communication étaient ouvertes pour expliquer les choses, du maire au chef de daïra, puis au wali.»

MILA

Un mort dans un chantier

Brahim Bouselah

Au village de Rouached, situé à 9 km de Ferdjiousa, un père de famille, âgé de 62 ans, originaire de Ouled Achour, commune de Ferdjiousa, a trouvé la mort, avant-hier, aux environs de 11h, suite au renversement de la niveleu-

se qu'il conduisait, dans un chantier de construction, apprend-on auprès de la Protection civile de Mila. En effet, sous le choc, la victime a rendu l'âme peu après son admission à l'hôpital de Ferdjiousa. Une enquête a été ouverte par la Gendarmerie locale pour situer, avec exactitude, les causes et les circonstances de l'accident.

TÉBESSA

Agressions et vols, 4 arrestations

La Sûreté de la daïra de Cheria vient de mettre un terme aux agissements d'une bande de malfaiteurs composée de 4 individus, auteurs de plusieurs agressions sur des personnes et des biens, créant, ainsi, un climat de terreur parmi la population de la localité, située à 45km à l'ouest de Tébéssa. Deux individus munis d'armes blanches, ont été arrêtés, à la sortie de ladite ville, à bord d'un

véhicule utilitaire. Après leur audition, ils ont dénoncé leurs complices dont l'un originaire de Khenchela, qui seront appréhendés, à leur tour, par les services de sécurité. Tous les éléments du groupe devaient être présentés devant la justice et ce, pour association de malfaiteurs, vol avec effraction et possession d'armes prohibées, a-t-on indiqué de la Sûreté de wilaya.

Ali Chabana

L'eau potable pour El Merridj

Et dire qu'il y a quelques mois seulement, les habitants de cette localité frontalière revendiquaient de l'eau potable, si rare dans leurs robinets. Aujourd'hui, la donne est tout autre, puisque le wali vient de mettre en service, officiellement, le premier forage réalisé sur le territoire de la commune rurale d'El Merridj. Un forage expérimental et y en aura d'autres, selon les responsables du secteur, si toutefois le potentiel hydrique souterrain le permettra. L'ouvrage hydrique en question est d'un débit initial de 6 litres/seconde et d'une capacité de stockage de 520 m³/jour, soit une moyenne de 150 litres/jour et par habitant. Maintenant que l'eau potable est disponible, il faudra penser à régler le problème de la distribution au profit de la population locale, celle urbaine (7.100 âmes), dans un premier temps, dira en substance le wali. Désormais, l'alimentation en

AEP de la commune d'El Merridj ne dépend plus ni du barrage de Ain Dalia (wilaya de Souk Ahras), ni du forage de Boukhadra. Ainsi, El Merridj boira de ses propres eaux, le souhaite que le P/ APC n'arrive pas à exprimer, tant sa joie était grande, n'arrêtant pas de féliciter le 1^{er} responsable de l'exécutif. Ce dernier a, à maintes fois, exposé la problématique de déficit en AEP dont souffre la wilaya de Tébéssa, accentuée par une très mauvaise pluviométrie, ces deux dernières saisons. Ainsi, plusieurs variantes sont en cours d'étude ; l'objectif étant d'atténuer, un tant soit peu, ce manque en eau potable. S'il le faut, aller la chercher, dans les nappes les plus profondes, en attendant la construction des barrages de Oued Mellague, au nord et de deux autres au sud, à Ain Babouche et El Haïka près de Ferkane.

Ali Chabana

ILLIZI

Extension du réseau de gaz de ville

Plusieurs projets de raccordement au réseau de gaz naturel sont en cours de réalisation, à travers la wilaya d'Illizi, a-t-on appris, auprès de la direction de l'Energie et des Mines (DEM). Retenus, dans le cadre de l'actuel programme quinquennal (2010-2014), ces projets portent sur la réalisation d'un réseau du transport de 151 km et d'un autre de distribution de 101 km, pour un total de 4.143 raccordements, dans les communes d'Illizi, Djanet, Debdeb et In-Amenas, a indiqué le directeur du secteur, M.

Mustapha Benabdelkader. Les travaux de raccordement sont en voie d'achèvement, à Debdeb et à In-Amenas, tandis que le projet destiné au chef-lieu de wilaya sera lancé, très prochainement, a-t-il précisé.

La couverture, en gaz naturel, dans la wilaya d'Illizi atteindra un taux de 65%. Les communes de Bordj Omar Driss et Bordj El-Haouès vont bénéficier, prochainement,

d'opérations similaires, permettant, ainsi, à la wilaya d'atteindre un taux de 100% de couverture en gaz naturel, a fait savoir M. Benabdelkader. Ce programme d'extension du réseau de gaz naturel, contribuera à l'amélioration du cadre de vie des habitants de la wilaya et à mettre fin aux contraintes d'acheminement, sur de longues distances, des bonbonnes de gaz butane.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

13 moharram 1435

El Fedjr
05h42

Dohr
12h32

Assar
15h24

Maghreb
17h52

Icha
19h12



MÉDÉA

Le miel fait sa foire

Rabah Benaouda

Moins de neuf mois après l'organisation réussie de la «Foire régionale du miel», les responsables de la Chambre de l'Agriculture et ceux de la direction des Services agricoles (DSA) de la wilaya de Médéa, remettent ça, en organisant, comme prévu, le «Premier salon national du miel».

Une manifestation commerciale qu'abrite, du 4 au 9 du mois courant, le vaste espace, en plein air du Centre de formation et de Vulgarisation agricoles (CFVA) de Médéa-Takbou, mitoyen avec l'OPOW Imam Lyès, et dont l'inauguration officielle a été faite par les autorités locales, en présence d'une foule nombreuse. Un «Premier salon national du miel» qui s'étale donc sur six journées et auquel participent pas moins de treize (13) wilayas (Ain Defla, Alger, Blida, Bouira, Boumerdès, Chlef, Constantine, Tébessa, Tipaza, Tis-sensilt, Tizi-Ouzou, Tlemcen et Médéa, bien entendu) qui sont représentées par une cinquantaine d'exposants et dont nous dira M. Mohamed Abdelli, président de la Chambre de l'Agriculture de la wilaya de Médéa : «Les objectifs sont, surtout, de permettre à tous les apiculteurs, activant à travers le territoire national de se rencontrer et échanger leurs expériences mais aussi et surtout de se concerter sur les nombreuses difficultés qu'ils rencontrent dans leur travail et essayer de trouver les solutions adéquates, avec l'appui souhaité et espéré des autorités, aussi bien, au niveau local que régional et national.» Et ce responsable d'ajouter : «Ce genre de rencontres leur permettra, également, de faire connaître leurs différents produits.»

Une manifestation commerciale dont l'ouverture s'est faite aux sons de la 'zorna' et du 'bendir' ainsi que du baroud que tiraient une dizaine de cavaliers montés sur des chevaux «pur sang arabe». Ce sera, ensuite, le tour des stands qu'effectuera la délégation officielle et l'occasion pour M. Brahim Merad de discuter avec un grand nombre d'exposants dont certains ont saisi cette opportunité pour lui faire connaître leurs différents produits mais aussi de lui faire part des difficultés qu'ils rencontrent dans leur travail. Ce dont nous dira M. Mohamed Abdelli : «La plus importante de ces difficultés est relative à la mévente de la production car en dehors des quelques jours que dure une foire ou un salon, il n'y a point de vente. C'est pourquoi nous jugeons utile et extrêmement indispensable la création de Maisons du miel, dans toutes les wilayas productrices. Un problème qui a

attiré l'attention de M. le wali de Médéa, que nous remercions au passage et qui nous a donné son accord de principe pour la création de deux Maisons du miel, l'une à Médéa et l'autre à Tablat, chef-lieu de daïra situé à 90 km au nord-est de Médéa.» Et ce responsable de poursuivre: «Comme autres difficultés, nous citerons les vols des ruches qui ont pris une grande ampleur, ces deux ou trois dernières années et dont souffrent beaucoup d'apiculteurs, les incendies qui détruisent des centaines de ruches, l'utilisation de pesticides non conformes dans les vergers et autres espaces où se nourrissent les abeilles, le refus de beaucoup de propriétaires terriens d'accueillir des apiculteurs dans le cadre de la transhumance saisonnière. Un refus qu'ils expliquent surtout par les piqûres qu'occasionnent les abeilles à leur cheptel notamment.»

Pour en revenir aux différentes variétés de miel produites, elles vont du «Sedra» à «Essenayria» en passant par «Zaâtar El-berri», «Neggar Echouk», «El-berrouagh», «L'Eucalyptus», «El-ballot», «Elikili», «Koul El-azhar», «Ezaâytra», «Echawki», «El merr-rar», «Loranger», «La gelée royale»... Du miel pur dont le prix du kilogramme varie entre 1.200 et 3.500 dinars, selon la qualité du nectar de la plante. Du miel pur dont la production, dans la wilaya de Médéa, durant ces 5 dernières années, a été de 1.436 kg, en 2010, 1.347 en 2011, 1.643 en 2012, 1.652 en 2013 et 1.230 en 2014. Une baisse de production en 2014 qui s'explique, selon les concernés, par les mauvaises conditions climatiques, en d'autres termes par la faiblesse de la pluviométrie. La wilaya de Médéa compte, aujourd'hui, un total de 1.400 apiculteurs déclarés pour un total de 35.621 ruches, soit une moyenne de 25 ruches pour chaque apiculteur. Des apiculteurs dont certains pensent même à l'introduction de l'insémination artificielle des abeilles pour l'augmentation de la production comme à l'augmentation de la «gelée royale». Des apiculteurs qui sont soutenus par les directions des Services agricoles, pour le service technique, les Centres de formation et de vulgarisation agricoles, les Chambres de l'Agriculture pour les campagnes de sensibilisation et d'orientation, les Conservations des forêts pour la distribution de ruches dans les régions forestières, les différents organismes de soutien à l'emploi des jeunes (CNAC, ANSEJ, ANGEM), la Banque de l'Agriculture et du Développement rural (BADR) pour le financement des projets ainsi que les Caisse régionales de mutualité agricole (CRMA) pour les assurances.

TIZI-OUZOU

Engouement pour la kafala

Quelque 293 demandes de 'kafala' pour la prise en charge d'enfants assistés par des familles d'accueil ont été enregistrées par la commission de wilaya chargée de ce dossier depuis 2011 à Tizi- Ouzou, a-t-on appris auprès du directeur local de l'Action sociale et de la Solidarité (DASS). Sur ce nombre global de demandes de 'kafala', le bilan de la DAS, communiqué à l'APS par Hadj Bouchoucha, fait état du placement, durant la période considérée, de 92 enfants dans des familles d'accueil, dont 24 résident à l'étranger. «Sur les 200 autres demandes mises en instance selon l'ordre d'arrivée, 70 % des couples ont postulé pour le sexe féminin, préférence qui s'expliquerait, peut-être, par le fait que les filles seraient plus reconnaissantes à leurs bienfaiteurs que les garçons», a-t-il estimé, émettant le souhait de la réalisation d'une étude pour expliquer cette «tendance préférentielle». En matière d'admission (offre de 'kafala'), l'Etablissement d'enfants assistés (EEA) de la cité de l'Action sociale de Boukhalfa a hébergé durant les 4 dernières années 143 enfants âgés de 0 à 10 ans, dont 92 ont

trouvé des familles d'accueil et 27 ont été récupérés par leurs mères biologiques. Les 24 enfants restants, dont 14 handicapés, demeurent toujours dans cet établissement, dans l'attente d'une éventuelle reprise par leurs génitrices ou d'un placement au sein d'une famille d'accueil, par le tuteur délégué, représenté par le directeur de l'Action sociale ou par le juge des mineurs, a précisé M. Bouchoucha, faisant remarquer que les admissions d'enfants privés de famille sont en continuelle diminution, contrairement à la hausse de la demande de 'kafala', fait attestant, selon lui, du «recul des préjugés affectant négativement cette catégorie d'enfants abandonnés ou issus de relations hors mariage». «Tout placement d'un enfant dans une famille d'accueil est précédé d'une enquête sociale, psychologique et de moralité, pour s'assurer que cette dernière réunit toutes les conditions nécessaires à l'épanouissement de l'enfant, dont l'intérêt est privilégié dans tous les cas de figure, conformément aux recommandations de l'UNICEF», a conclu le responsable.

Rentrée universitaire

Un retard qui coûte cher

Avec un ordre du jour assez chargé, la 3ème session ordinaire de l'assemblée populaire de wilaya de Constantine pour le compte de l'année en cours s'est tenue, hier, en présence de tous ses membres, ou presque, puisque l'on n'a enregistré que trois absences sur les 43 membres la constituant.

A. Mallem

La défection, attendue, par certains est expliquée par le marasme qui sévit actuellement au sein de l'APW et qui devait donner lieu à un débat chaud, mais qui n'a donc pas eu lieu. Pourtant, bien longtemps avant la session, plusieurs membres de l'APW se sont plaints de la marginalisation de leur institution qui n'est pas associée à l'élaboration et au suivi des programmes de développement dans la wilaya, et plus particulièrement le programme de préparation de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015» où, estiment ses membres, elle a son mot à dire. Mais, point de coup d'éclat durant la session d'hier et à la différence de la session houleuse tenue la semaine passée par sa consœur de base, l'APC, la session de l'APW s'est déroulée dans le calme et l'ordre. Il est apparu hier que même le wali a tenu à calmer le jeu en prononçant un discours écrit, non improvisé et très critique envers l'APW comme ce fut le cas à l'ouverture de la seconde session, en évitant soigneusement d'évoquer les problèmes qui, disent la plupart des

membres que nous avons interrogés, existent entre lui et l'assemblée de wilaya à travers son président. «Ce ne sont pas seulement des problèmes relevant des affaires protocolaires ou de respect de la tutelle administrative», nous ont déclaré en aparté des membres de l'APW.

En tout cas, dans la séance de la matinée qui a été consacrée à la présentation des dossiers lourds figurant à l'ordre du jour, à savoir celui de la formation professionnelle et celui de la dernière rentrée universitaire, les élus ne se sont pas privés de formuler des critiques acerbes sur le déroulement de la dernière rentrée qui ne s'est pas effectuée «dans les normes et selon les orientations gouvernementales», ont-ils relevé en substance. Et pour cause, le rapporteur de la commission de l'enseignement supérieur, M. Amirèche Nadir, a révélé dans le rapport établi par cette commission après des visites sur le terrain, que la rentrée universitaire ne s'était pas effectuée à la date prévue du 1er septembre mais bien après l'Aïd-el-Adha qui a été célébré, rappelons-le, le 4 octobre. «Ce qui a influé négativement sur les programmes pédagogiques des étudiants. D'autre part, a-t-il poursuivi, au ni-

veau des oeuvres universitaires, nous avons constaté que des sommes énormes investies dans le transport et la restauration sont parties en fumée à cause de ce retard : des dizaines et des dizaines de bus loués à 14000 dinars par jour et par véhicule ont circulé à vide plus d'un mois à travers les quartiers de la ville et de sa périphérie et dans les communes de la wilaya. De même pour les restaurants universitaires qui ont ouvert leurs portes début septembre, ils ont préparé des repas qui n'ont pas trouvé preneur. Cela a valu des pertes en milliards au Trésor de l'Etat», a déploré la commission dans son rapport.

Aussi, l'organe élu a-t-il recommandé plus de rigueur dans la fixation des dates et leur respect par les étudiants autant que par les professeurs. Les travaux de l'APW se sont poursuivis durant la journée d'hier par la présentation et la discussion des rapports sur les rentrées dans le secteur professionnel et au niveau de l'Education nationale, le rapport sur l'exécution du plan quinquennal 2010/2014 qui vient de s'achever, la préparation de la manifestation culturelle arabe de 2015 pour terminer avec les questions diverses.

Arrêt technique du téléphérique à partir de samedi

Le téléphérique de Constantine sera mis à l'arrêt technique à partir de ce samedi 8 novembre et pour une douzaine de jours, nous a annoncé, hier, le directeur de l'entreprise de transport de Constantine (ETC), qui gère le système. «C'est pour procéder à la maintenance périodique du système de bandages, ces sortes de gallets sur lesquels passe le câble et qui sont situés sur les quatre pylônes, a expliqué M. Abdelhakim Kharchi, directeur général de cette entreprise. Et d'ajouter que «le temps d'arrêt pourrait être jugé relativement long par les usagers, mais nous avons jugé qu'il était nécessaire et indispensable d'opérer cette tâche de maintenance dans toutes ses parties en un seul lot afin d'éviter d'avoir recours, dans le cas d'un fractionnement des opérations de maintenance, à des arrêts successifs qui nous pénaliseraient et pénaliseraient les usagers».

Le DG de l'ETC qui a diffusé hier un communiqué dans ce sens à l'adresse des citoyens et spécialement des usagers du téléphérique, a fait remarquer que cette fois son administration n'a pas voulu prendre de court ses clients et vient de prendre le temps et les mesures nécessaires pour que l'information passe. «Les usagers sont informés de ce prochain ar-

rêt du téléphérique à travers la presse et la radio locale, ainsi qu'à travers un affichage d'un communiqué au niveau des stations du téléphérique, afin que tout un chacun prenne ses dispositions à l'avance ». De toute façon, a ajouté M. A. Kharchi, l'ETC mettra en place un système de transport composé de 3 minibus qui feront des rotations pour transporter les voyageurs entre la station terminale de la cité Emir Abdelkader et la gare de chemin de fer (Bab El Kantara). Un itinéraire qui épousera, dans une large mesure, celui du téléphérique. «C'est la seule alternative que nous sommes en mesure d'offrir à nos clients, dira-t-il, mais c'est mieux que rien».

D'autre part, et pour couper court aux rumeurs malveillantes qui ne vont pas manquer d'être distillées à cette occasion, le directeur de l'ETC a affirmé que «tout le système du téléphérique est indemne de tout défaut ou de panne. Et je déclare solennellement qu'il s'agit d'un arrêt ordinaire pour un seul motif : celui d'entreprendre une maintenance périodique que nous sommes obligés d'effectuer afin de préserver la permanence du système et la sécurité des usagers que nous plaçons au-dessus de toute considération».

A. M.

Un coup de pouce pour les projets d'aquaculture

Selon les responsables de l'agence locale du micro-crédit Angem de Constantine, leur secteur vient d'être touché aussi par les mesures de facilitations décidées par le gouvernement. Ces mesures ont bénéficié d'une façon particulière aux jeunes investisseurs dans le domaine de l'aquaculture, ou l'élevage du poisson. Les mesures de facilitation sont entrées en vigueur depuis deux mois environ. L'information a été confirmée hier par M. Mohamed Benghalia, responsable à l'agence Angem de Constantine. «Ces mesures concernent, entre autres, l'élevage aquatique et la commercialisation des produits de cet élevage», a-t-il indiqué. Les investisseurs dans ce domaine encore à l'état embryonnaire dans la wilaya et qui est encore l'apanage de quelques «jeunes aventuriers»

passionnés par le métier d'élevage de poissons dans des bassins conçus à cet effet, peuvent bénéficier d'une aide de 10 millions de matériels destinés à leur faciliter la commercialisation du poisson. «La maintenance du matériel et son équipement de système sanitaire pour la protection de leur produit sont également inclus dans cette aide», a ajouté le responsable de l'Angem.

Et comme il convient dans cette situation, ce dernier a lancé un appel aux professionnels et aux éventuels investisseurs dans ce créneau encore en friche leur signifiant de se rapprocher de l'agence pour de plus amples informations et pour s'informer sur les conditions d'obtention des facilités accordées par le gouvernement dans le cadre du dispositif du micro-crédit piloté par l'Angem.

A. M.

Le nom de Rabah Bitat pour l'université «Constantine 3»

A. Mallem

Nous avons appris hier que dans le sillage du programme de baptisation -rebaptisation, touchant les institutions de formation du pôle universitaire constantinois qui a été arrêté par la commission de wilaya, l'université «Constantine 3» située dans la nouvelle ville universitaire Ali-Mendjeli, sera baptisée du nom du président Rabah Bitat. Un membre de la commission de wilaya, en l'occurrence M. Amirèche Nadir, qui est aussi membre de l'APW de Constantine, nous a déclaré hier en marge de la 3ème session de cette assemblée, que la proposition qui a été avancée par l'université «Constantine 3» a été entérinée par la commission de wilaya des baptisations qui l'a communiquée

à la Commission nationale pour approbation. La commission de wilaya de baptisation, a expliqué notre interlocuteur, est constituée du wali en tant que président, du président de l'APW ou de son représentant et des directeurs des administrations ou des institutions concernées, du président de l'APC, ainsi que de la direction des Moudjahidine qui assure le secrétariat permanent de la commission.

Pour la commission nationale, composée notamment du ministre de l'Intérieur, du ministre des Moudjahidine, c'est à elle que revient la prérogative d'entériner ou de rejeter, et officialiser les propositions qui lui sont faites au niveau local. «De toute façon, nous pouvons dire qu'en ce qui concerne les deux universités 1 et 3, les nouvelles nominations sont en voie

d'être officialisées. Ce qui est assez probable, puisque nous avons reçu hier, des mains de son recteur M. Djakoune, des documents de l'université «Constantine 1» qui porte l'en-tête de l'ancienne - nouvelle nomination de «l'université des Frères Mentouri». L'information a été d'ailleurs explicitement confirmée par notre interlocuteur lorsqu'il a expliqué que «le décret relatif aux nominations officielles stipule en effet, a poursuivi M. Amirèche, que les propositions de baptisation ou de débaptisation doivent provenir soit de l'assemblée populaire communale, soit de l'institution concernée elle-même. Et c'est à ce titre que la commission de wilaya a entériné dernièrement la rebaptisation de l'université «Constantine 1» qui reprend son nom d'origine, celui des Frères Mentouri.

Le festival de la poésie féminine revient

A. El Abci

Contrairement à sa coutume, le festival de la poésie féminine dans sa 7ème édition se déroulera sans organisation de concours et se limitera à la seule participation nationale, avec objectif cependant de préparer une édition, celle de 2015, purement arabe à l'occasion de la manifestation «Constantine, capitale de la culture arabe 2015», a révélé hier la commissaire du festival, Mme Mounira Saada Khalkhal, lors d'une conférence de presse tenue à l'université islamique Emir Abdelkader. Cette responsable de la direction de la culture de la wilaya de Constantine ajoute que l'évènement verra la participation de 44 poétesses venues de 25 wilayas surtout de l'est du pays, du centre et

de l'ouest et se déroulera à l'université islamique, pour essentiellement les cérémonies d'ouverture et de clôture, alors que l'université «Constantine 3» abritera les autres activités. Ces dernières ont trait à pas moins de 25 conférences, dont les axes tourneront autour des différents aspects de la création féminine, de la poésie et de l'esthétique au féminin, de la littérature et la nouvelle écrite par les femmes etc., qui seront animées par des enseignants d'universités ainsi que par des spécialistes du domaine, soulignera-t-elle. La commissaire du festival en question indique qu'il sera égale-

ment question de lectures et de déclamations de poèmes par les participantes et ce, dans trois langues arabe, français et anglais, mais aussi d'écrits réalisés en association par plusieurs poétesses sous la forme d'un entretien avec la ville de Constantine, ses ponts et son patrimoine. L'université islamique Emir Abdelkader abritera, pour ce qui la concerne et durant tout le temps du festival, un salon du livre où seront représentées plusieurs maisons d'éditions locales et nationales, qui présenteront leurs dernières parutions et livres spécialisées dans la littérature et la poésie féminine, conclura-t-elle.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs				
13 moharram 1436				
Alfajr 05h27	Dohr 12h18	Assar 15h11	Maghreb 17h38	Icha 18h58



Journées nationales sur les maladies héréditaires

Les troisièmes journées nationales des maladies héréditaires, dont les travaux ont débuté hier et qui se poursuivront aujourd'hui, au niveau de la faculté de médecine de l'université «Constantine 3» de Ali Mendjeli, ont revêtu pour cette édition la dimension d'un colloque maghrébin, le 1er du genre, avec la présence de spécialistes tunisiens et marocains, selon la présidente du comité d'organisation de cette rencontre, Yamina Sifi, qui est également médecin et professeur en neurologie.

Pas moins de 300 médecins spécialistes participent à cette rencontre maghrébine, fera-t-elle encore savoir. Et d'ajouter qu'il s'agit de médecins et de professeurs dans les maladies neurologiques, neurové-

gétatives, cardiovasculaires, etc., en sus de la présence de médecins généticiens, biologistes et de cliniciens. Et notre interlocutrice de souligner que parmi les participants à ces troisièmes journées sur les maladies héréditaires, on compte des professeurs très connus et parfois dont la renommée dépasse les frontières du pays et même du Maghreb, à l'instar du Franco-Algérien, M. Abderrahmane Grid. Elle signalera également la participation du professeur tunisien en neurologie, Mohamed Guidre, et dont la conférence a été très remarquée.

Et notre interlocutrice de rappeler que ces journées sur les maladies héréditaires sont organisées par le laboratoire de recherche de la faculté de médecine de l'université «Constantine 3».

A. E. A.

Football - Ligue 1
La JSK et l'USMA
pour la confirmation,
l'USMBA pour l'exploit



Deux matches avancés de la dixième journée du championnat de Ligue 1 se dérouleront, demain, à Alger, dont un, à huis clos. En effet, toujours sous le coup d'une suspension de terrain, la JSK, qui a damé le pion au MCA, à Bologhine, tentera de confirmer son renouveau, sous la houlette de l'entraîneur François Ciccolini et ce, en se mesurant au champion d'Afrique, l'ESS en l'occurrence. Une rencontre qui pourrait permettre, à la JSK, d'enchaîner avec un autre bon résultat, d'autant plus que les joueurs de l'Entente sont, encore, sur un nuage. C'est dire que la décompression risque de coûter cher aux Sétifien, appelés, plus que jamais, à reprendre leurs esprits pour espérer améliorer leur classement en championnat. On aura droit, en

tous cas, à un match plein, entre deux grosses cylindrées, qui nous ont souvent habitués à du beau spectacle. Un peu plus tard, en début de soirée, l'USMA, qui s'est permis le luxe d'aller épingler le MCEE dans son antre, sera plus à l'aise, logiquement, sur ses terres, devant le promu, l'USMBA, qui s'est rassuré, la semaine passée, aux dépens du MCO. Les Usmites qui ont perdu beaucoup de points, ne feront, certainement, aucune concession aux gars de la Mekker, lesquels s'efforceront de repartir, du stade 'Omar Hamadi', avec un bon résultat.

M. Benboua

Vendredi à 17h00

20 Août : JSK-ESS
Bologhine (19h) : ... USMA-USMBA

Ligue 2

Sommet à Béjaia, chaudes
explications à Oued Rhiau,
Tlemcen et Hadjout

L'affiche de cette onzième journée, dans l'antichambre de l'élite, aura pour cadre le stade de l' " Unité maghrébine " de Béjaia qui abritera le sommet JSMB-MCS , soit entre le dauphin et son leader. Le suspense planera, dans cette affiche, entre un Mouloudia qui entamera les débats avec l'objectif de préserver son fauteuil, et une équipe béjaouie, déterminée à détrôner son adversaire du jour. Tout reste possible, dans cette empoignade, entre la meilleure attaque du groupe, celle de la JSMB, et la défense la plus solide, celle du MCS. L'autre , l'O Médéa sera à Tlemcen pour croiser le fer avec le WAT, une équipe minée par une crise interne, sans précédent. Les Médéens disposent, là, d'une belle opportunité pour confirmer ses prétentions, mais attention au sur-saut d'orgueil des jeunes widadis. Pour sa part, l'USC, en pleine confiance, ces derniers temps, compte garder son invincibilité, mais ce sera une mission ardue face aux RCR , difficile à manier à Oued Rhiau. De leur côté, l'USMB retrouvera son terrain après deux

déplacements consécutifs, avec la réception de l'ABS. Une occasion à saisir pour les Blidéens qui auront à cœur de confirmer leur renouveau et se rapprocher du groupe de tête. A Batna, le derby CAB-DRBT reste ouvert à tous les pronostics même si le CAB part avec un léger avantage, en évoluant à domicile. Dans le bas du tableau, la lutte s'annonce tout aussi acharnée, notamment dans l'opposition USMMH-ESMK, soit entre potentiels relégables. Idem pour l'ABM qui aura un match difficile à négocier face au CRBAF, même si ce dernier traverse un passage à vide. Quant au match ASK-CABBA, c'est l'indécision entre deux équipes en quête de points pour éviter l'implosion.

M. Zeggai

Vendredi à 15h00

Relizane : RCR-USC
Batna : CAB-DRBT
Hadjout : USMMH-ESMK
Blida : USMB-ABS
O.E. Bouaghi : CRBAF-ABM
Tlemcen : WAT-OM
Bejaia (16h 00) : JSMB-MCS
Khroub (18h 00) : . ASK-CABBA

LRF Oran - Coupe
d'Algérie
Quatre
chocs au
programme

Le tirage au sort de l'avant-dernier tour régional ouest de la Coupe d'Algérie seniors de football effectué mardi au siège de la Ligue régionale d'Oran, a donné lieu aux rencontres suivantes, prévues les 14 et 15 novembre, avec l'entrée en lice des clubs de la division nationale amateur et de la Ligue 2 professionnelle. En tête d'affiche figurent les chocs JSEA-RCBOR, USMO-CRBH, WAT-WAM et MBSC-SCMO. Le dernier tour régional aura lieu les 21 et 22 novembre.

Programme
de l'avant-dernier tour

1. JRB Sidi Brahimi - ASB Maghnia
2. JS Emir Abdelkader - RCB Oued Rhiau
3. OM Arzew - WRB Djidjoui
4. USM Oran - CRB Hennaya
5. Majd Zemmora - CR Bendaoud
6. ES Mostaganem - IRB El-Kerma
7. Nadjah H. Bouhadjar - ES Araba
8. FC Telagh - AS Marsa
9. WA Tlemcen - WA Mostaganem
10. CC Oran - GS Sidi Khaled
11. U S Remchi - IRB Maghnia
12. MB Sidi Chahmi - SCM Oran
13. RC Relizane - ICS Tlemcen
14. CRB Ben Badis - AS Ain Beida

Programme
dernier tour régional

V. 2 V. 1
V. 14 V. 7
V. 4 V. 10
V. 11 V. 13
V. 3 V. 5
V. 6 V. 9
V. 8 V.12

Ancien joueur de
l'ASMO et de l'USMO
Malek Kouider
tire sa révérence

Au quartier Médiouni où il a passé les trois quarts de son existence, la nouvelle du décès de Malek Kouider, a choqué tous ceux qui le connaissent. C'est ce que Kouider, jeune retraité, toujours tiré à quatre épingles, coulait des jours heureux. D'une parfaite éducation, il était, unanimement, estimé.

Dès le matin, il effectuait un parcours immuable qui le menait au café du quartier situé sur la même artère que notre journal. Physiquement, il faisait beaucoup moins que son âge (69 ans) et paraissait en bonne santé.

D'ailleurs, sans qu'aucun signe ne le laisse présager, il fut pris d'un malaise, lundi soir et évacué, d'urgence, à l'hôpital par ses enfants. Hélas, malgré les soins prodigués, il rendit son dernier souffle, à 21h30, laissant ses proches dans un profond désarroi. Ce dont il était le plus fier, c'est la réussite de ses enfants dans leurs études. Kouider , couvé par sa mère et son oncle Hadj Belkheir Mansour, n'a jamais connu son père, décédé au cours de la Seconde Guerre mondiale. Extrêmement sensible, il nous avait confié ses nombreuses satisfactions, au cours de sa carrière footballistique, du CALO en benjamin à l'USMO en passant par l'ASMO de la grande époque 60/70, qu'il a intégré, alors qu'il était encore junior. Il nous avait raconté, par le détail, ces matches inoubliables où il a eu affaire aux cracks de l'époque, les Lalmas, Hachouf, Bouchache, Meziani, Sâadane, Aouedj, Mahi et Salhi, car il évoluait au poste de demi défensif. Il a connu Miloud Hadeff, au quartier Brunie, qui fut son partenaire dans les matches de quartiers.

Ce joueur de devoir fut un coéquipier et un adversaire loyal, ce qui lui a valu l'estime générale. Homme simple et très sensible, son meilleur " trophée " il l'a obtenu dans les vestiaires du stade '19 juin' (aujourd'hui Ahmed Zabana), en fait un autographe de Pelé, apposé sur une photo de sa mère, Hadja Kheïra, avant le coup d'envoi de l'inoubliable Algérie-Santos.

Adjal Lahouari

Division nationale amateur Est
Bras de fer pour le fauteuil
à Skikda, Hamra aux aguets

Les regards seront braqués de main vers le stade Abdelhamid-Bouteldja de Skikda où les deux co-leaders, la JSMS et l'USM Ain Beida se donneront la réplique dans le choc de cette neuvième journée dans ce groupe. Un match qui permettra au vainqueur de s'accaparer seul de la première place. Cela dit et eu égard à l'avantage du terrain, on peut dire que la JSMS a un bon coup à jouer, sauf si les visiteurs, toujours invaincus cette saison en décident autrement. Cette rencontre pourrait faire les affaires de l'autre poursuivant, Hamra Annaba, qui se rendra à Ain M'lila pour affronter un mal-

classé, l'ASAM en l'occurrence. Le meilleur scénario pour Hamra serait bien évidemment de remporter ce match outre un éventuel nul entre les deux co-leaders, ce qui lui permettrait de les rejoindre en tête. Pour sa part, l'ES Guelma, qui reste aux aguets, effectuera le déplacement à Jijel pour donner la réplique au CR Village Moussa qui ambitionne de signer son second succès d'affilée. Chez les mal-classés, l'USM Annaba n'a pas droit à l'erreur et sera appelée à réagir face au premier potentiel relégable, le WA Ramdane Djamel, alors que l'USM Khenchela, qui tente tant bien que mal de relever la tête, se rendra à Chelghoum Laid avec la ferme intention d'épingler le HBCL. Enfin, le MO Constantine et l'US Biskra ne devraient pas trembler face respectivement au NRBTouggourt et au MSP Batna, tandis que la rencontre entre le NC Magra et l'Entente Collo s'annonce ouverte et indécise.

M. Benboua

Inter-régions Centre-Est
A l'avantage de l'IRB
Berhoum

L'IRB Berhoum qui a repris les commandes à l'issue de la septième journée à la faveur de sa précieuse victoire à Rouiba combinée au nul à domicile du désormais ex-leader, l'ESG, contre le NRB Achir, aura l'avantage du terrain pour camper sur sa position devant l'US Beni Douala qui reste sur un nul sur ses terres. Pour leur part, les gars de Sour El Ghoulane partent avec les faveurs du pronostic en déplacement chez le MB Rouisset, en mauvaise posture.

Vendredi à 15h00

Alger Kouba : CAK - CRBOD
Samedi à 15h00

Bougaa : RCBO - ASBG
Berhoum : IRBB - USBD
El Eulma : FCBEA - JSA
B.Bou.Arreidj : NRBA - RCB
Ouargla : MBR - ESG
Alger (20-Août) : ... OMR - WAR
Barika(11 h 00):CRBAD - USMS

Inter-régions Centre-Ouest
Beni Thour et Ain Ouessara
en position de force

Malgré son match non joué à Ouargla contre l'ATH Mes-saoud ce lundi pour le compte de la 7e journée, le CR Beni Thour porte toujours son habit de chef de file et sera en position de force ce samedi pour maintenir le cap, en recevant le HAC, à prendre au sérieux après son sursaut d'orgueil à Boukadir. Le CRBAO, dauphin du leader freiné dans son élan par le SCAD, devrait logiquement se refaire une santé en recevant l'IR Ouled Nail, vainqueur aux forceps de l'ARB Ghriess. Le SC Ain

Defla, occupant seul la troisième marche, tentera de conforter sa place sur le podium à Frenda face au FCBF qui vise les trois points pour se dégager de la zone rouge. Pour sa part, l'ARB Ghriess ne fera aucune concession au CRB Boukadir pour se relancer. L'IB Mouzaia, avec un moral au beau fixe, a toutes les chances de ne pas revenir bredouille en se rendant chez le dernier de la classe, le WAB Tissemsilt. De son côté, l'USB Tissemsilt risque gros en se déplaçant à Saïda où l'IRBAH compte chasser le doute.

A Dahmouni, l'ESBD sera sur ses gardes avec la venue de l'ATH Messaoud qui ne va pas se présenter en victime expiratoire afin de demeurer dans le bon wagon des poursuivants. Enfin, ce sera malheur au vaincu à Oued Fodda dans la confrontation entre mal-classés, l'ORBOF et le MBHM.

Fouad B.

Membre du Comité exécutif de la CAF
Le Malien Amadou Diakité n'écarte pas l'éventuelle annulation de la CAN 2015

Le Malien Amadou Diakité, membre du Comité exécutif de la Confédération africaine de football (CAF) n'exclut pas l'annulation pure et simple de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2015 en cas de force majeure. "Oui, cela fait partie des éventualités, en cas de force majeure. Nous n'envisageons pas non plus une co-organisation, qui nécessite beaucoup plus de coordination." a révélé Diakité sur les ondes de RFI. La CAF a donné jusqu'au samedi 8 novembre au Maroc pour indiquer sa position exacte sur l'organisation de la CAN-2015 à la date fixée ultérieurement (17 janvier au 8 février). L'instance africaine a également accordé un délai de cinq jours aux nations afri-

caines souhaitant reprendre l'organisation de la CAN-2015, dans le cas où elle ne serait pas abritée par le Maroc. En attendant la réponse du Maroc, la CAF reste dans le flou et ne souhaite pas donner le nom des Fédérations susceptibles de reprendre le tournoi.

"Question de respect pour le Maroc qui demeure l'organisateur à ce jour. Il n'y en a pas beaucoup de toute façon" a-t-il précisé. "Difficile d'imaginer ce qui va se passer. Ce serait bon pour le football africain qu'on joue aux dates indiquées. Le Maroc n'a jamais dit qu'il souhaitait ne pas organiser, juste de reporter. Notre réunion du 11 novembre au Caire se prononcera sur ça : l'opinion publique saura si elle est maintenue. Si un autre

pays venait à prendre le relais, on l'assisterait vu les délais rapprochés. A circonstances exceptionnelles, conditions exceptionnelles." a-t-il expliqué. Interrogé sur la pression que mettront certainement les clubs européens sur leurs internationaux appelés à disputer cette CAN, Amadou Diakité n'a pas mâché ses mots : "Ebola ou pas, on sait que les clubs européens ne laissent pas partir leurs joueurs de gaieté de cœur". Le comité exécutif de la CAF tiendra une réunion le 11 novembre au Caire pour trancher définitivement le sort de la CAN-2015, dont le Maroc a demandé le report en raison du virus Ebola, qui sévit notamment dans la partie ouest du continent africain depuis plusieurs mois.

Ligue des champions
Le Real Madrid et Dortmund, billets en poche pour les huitièmes



Le Real Madrid, tenant du titre, et le Borussia Dortmund sont les deux premiers clubs à avoir décroché leur billet pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions cette saison, mardi soir à l'issue de la 4e journée. Et Cristiano Ronaldo alors ? Obsédé par le record de Raul (71 buts en C1, contre 70 pour le Portugais), CR7 n'a pas réussi à marquer. Dans le groupe A, Pirlo a honoré sa 100e apparition en Ligue des champions, avec un but à la clé. Mais la Juventus peut surtout remercier son diamant Pogba, auteur du but de la victoire. Avec ce succès (3-2) à la maison contre l'Olympiakos, la "Vieille Dame" a le même nombre de points que les Grecs et garde ses chances pour la suite... Mais les Turinois devront avoir les nerfs solides. Les Grecs, eux, sont tout à leur bonheur d'être à ce niveau, dans le sillage de l'Atletico Madrid, finaliste la saison passée et qui caracole en tête après son succès logique à Malmö (2-0). Dans les rangs de

l'équipe grecque, il y un homme tout particulièrement heureux : Abidal, l'ancien joueur de Lyon et du Barça, toujours présent dans la plus prestigieuse compétition de clubs au monde en dépit de sa greffe du foie. Dans le groupe B, le Real Madrid, tenant du titre aux dix Ligues des champions, n'a évidemment pas été en retard au rendez-vous des premières qualifications pour les huitièmes de finale. Le club madrilène s'est imposé sur la plus petite des marges dans son Bernabeu contre Liverpool (1-0). Les Reds sont à la dérive, en troisième position de la poule. La "Maison Blanche" de Carlo Ancelotti domine un groupe où l'étonnant Bâle la talonne après son carton contre Ludogorets (4-0). Cristiano Ronaldo, obnubilé par le record de Raul (71 buts en C1 contre 70 au Portugais) n'a pas réussi à marquer. C'est Benzema qui s'en est chargé. L'ex-joueur de Lyon en est désormais à 41 buts dans sa carrière en Ligue des champions.

Une marque plus qu'honorable. Dans le groupe C, Le Bayer Leverkusen, leader, a obtenu un très bon succès en Russie sur la pelouse du Zenit St-Petersbourg (2-1). Monaco s'est quant à lui incliné en fin de match à l'extérieur sur la pelouse du Benfica Lisbonne (1-0). Le groupe est très serré avec le Zenit et Benfica à égalité de points (4), juste derrière Monaco (5). Dans le groupe D, le Borussia Dortmund est toujours aussi schizophrénique : triste relégable (17e) en Bundesliga, le club de Jürgen Klopp a décroché son billet pour les huitièmes de finale de la Ligue des champions en écrasant Galatasaray (4-1). Et son groupe n'est pourtant pas si facile que ça sur le papier, avec les Turcs et Arsenal, habitués des joutes européennes. Les Londoniens d'Arsène Wenger ont eux manqué l'occasion de prendre le deuxième billet pour les huitièmes, en concédant le nul chez eux contre Anderlecht (3-3). Les Gunners restent toutefois bien placés pour la qualification.

A propos de la polémique avec les joueurs africains
Claude Le Roy s'en prend à Willy Sagnol

La polémique Willy Sagnol continue de prendre de l'ampleur. Invité sur RMC mardi soir pour réagir aux propos de l'entraîneur des Girondins sur les joueurs africains, le sélectionneur du Congo Claude Le Roy s'est payé l'ancien latéral des Bleus, à l'instar de Lilian Thuram un peu plus tôt dans la soirée. "Peut-être qu'il a eu comme conseiller Patrick Buisson ou Jean-Marie Le Pen, ou il a lu le discours de Dakar (prononcé par Nicolas Sarkozy en 2007). C'est terrible, s'est exclamé l'ancien sélectionneur du Cameroun. D'autant plus qu'il démarre en carrière et que jusqu'à preuve du contraire, il n'a absolument rien gagné, rien prouvé et rien fait. J'espère que ceux qui sont en charge de l'éthique dans le football, dont on parle souvent, vont réagir et l'amener à corriger ses propos." Lundi, Willy Sagnol avait expliqué dans une rencontre avec les internautes du quotidien Sud Ouest qu'il limiterait à l'avenir le nombre de joueurs africains au club pour éviter d'affaiblir son effectif lors de la Coupe d'Afrique des nations. Il avait ensuite donné sa vision du "joueur typique africain". "L'avantage, c'est qu'il n'est pas cher quand on le prend, c'est un joueur qui est prêt au combat généralement, qu'on peut qualifier de puissant sur un terrain, avait souligné Sagnol. Mais le foot, ce n'est pas que ça. Le foot c'est aussi de la technique, de l'intelligence, de la discipline, il faut de tout. Des Nordiques aussi. C'est bien les Nordiques, ils ont une bonne mentalité."

THURAM DÉÇU, SOS RACISME DEMANDE DES SANCTIONS

Connu pour ses combats antiracistes, Lilian Thuram, son partenaire de la défense des Bleus lors de la finale du Mondial-2006, s'est dit "surpris et déçu" sur Europe 1. "Ca me surprend effectivement, parce qu'il n'a jamais tenu ces propos avant", explique

"Tutu", avant d'ajouter : "Malheureusement il y a toujours eu des préjugés sur les personnes venant d'Afrique, les personnes qui sont noires ; on les enferme toujours dans leur force et on nie chez eux une certaine intelligence. Ces propos, ça conforte ces préjugés-là". "Je crois quand même qu'en équipe nationale ou en club, (Sagnol) a dû jouer avec des joueurs d'origine africaine et il a pu peut-être constater quand même qu'il y avait des joueurs intelligents, disciplinés, qui étaient très bons tactiquement, a poursuivi l'ancien capitaine des Bleus. Je suis vraiment surpris et déçu de tout ça". SOS Racisme a aussi dénoncé dans un communiqué les propos de Sagnol, qui "renvoient à une expression décomplexée du racisme anti-noir", et a fustigé "l'association crasse des +Noirs+ et des +Nordiques+ respectivement aux registres du physique et de l'intelligence". SOS Racisme demande "que les instances - FFF, LFP et Ministère des Sports - prennent des sanctions immédiates à la hauteur de la gravité de tels propos" et "étudie la possibilité de déposer une plainte dans les jours qui viennent".

LE PRÉSIDENT DES GIRONDINS DE BORDEAUX PREND LA DÉFENSE DE SAGNOL

Le président des Girondins de Bordeaux Jean-Louis Triaud a pris mercredi la défense de son entraîneur Willy Sagnol, demandant "d'arrêter sincèrement" la polémique née mardi à la suite des propos tenus par son technicien sur le "joueur typique africain". "On ne veut pas donner plus d'ampleur à ce qui se passe, surtout qu'on trouve ça totalement injustifié. Il faut arrêter, sincèrement", a déclaré le dirigeant à l'AFP, renvoyant au communiqué de presse publié par le club mardi soir et à sa réaction mercredi matin sur la radio Europe 1. Au cours de cet entretien, M. Triaud s'est dit "à la fois en colère et atterré" par cette polémique : "En colère parce que tous ceux qui connaissent Willy Sagnol savent qu'il est tout sauf raciste. L'interprétation de ce propos est totalement erronée." Commentant la réaction de Lilian Thuram, partenaire de Willy Sagnol avec les Bleus lors de la finale du Mondial-2006, qui s'est dit "surpris et déçu", Triaud a exprimé son incompréhension : "Lilian Thuram est un ami de Willy Sagnol, quand on a un ami qu'on connaît bien, on peut lui faire confiance, on doit lui faire confiance..." Le président bordelais a aussi pointé du doigt "les autres malveillants qui ont interprété ses propos et qui sautent sur n'importe quoi pour faire le buzz...", en référence à la Licra ou SOS Racisme. Enfin, interrogé sur des sanctions éventuelles à l'encontre de Willy Sagnol, le dirigeant a conclu en apportant son soutien à son entraîneur. "Une sanction de la part du club ? Vous plaisantez ! Ce n'est même pas la vox populi : elle le défend ! Ce sont quelques personnes qui se croient autorisées, qui, quand elles ne font pas le buzz dans les faits divers ou ne donnent pas leur opinion sur la politique, parlent du racisme de Willy Sagnol..."

**Europa League
4e journée**

Aujourd'hui (19h00)
Zurich (SUI) - Villarreal (ESP)
Apollon Limassol (CYP) - Mönchengladbach (GER)
HJK Helsinki (FIN) - Torino (ITA)
FC Copenhague (DEN) - FC Bruges (BEL)
Tripolis (GRE) - Tottenham (ENG)
Besiktas (TUR) - Partizan Belgrade (SRB)
FC Astra (ROM) - Celtic Glasgow (SCO)
Dinamo Zagreb (CRO) - Salzburg (AUT)
Panathinaïkos - PSV Eindhoven (NED)
Saint-Etienne (FRA) - Inter Milan (ITA)
Aujourd'hui (18h00)
Dinamo Moscou (RUS) - Estoril
Qarabag (AZE) - Dnipropetrovsk (UKR)
Aujourd'hui (21h05)
Feyenoord (NED) - Rijeka (CRO)
FC Séville (ESP) - Standard Liège (BEL)
Wolfsburg (GER) - Krasnodar (RUS)
Everton (ENG) - Lille (FRA)
Sparta Prague (CZE) - Slovan Bratislava (SVK)
Naples (ITA) - Young Boys (SUI)
Dynamo Kiev (UKR) - Aalborg (DEN)
Rio Ave (POR) - Steaua Bucarest (ROM)
Guingamp (FRA) - Dynamo Minsk (BLR)
Fiorentina (ITA) - PAOK Salonique (GRE)
Legia Varsovie (POL) - Metalist Kharkov (UKR)
Lokeren (BEL) - Trabzonspor (TUR)



07.00 Journal télévisé
07.20 Sabah el kheir
09.30 Senat
12.30 Dalil el moustahelik
13.00 Journal télévisé
13.20 Fares ahlami
Feuilleton
15.00 Mahla di aâchia
16.00 Nabatat li zina
16.30 Generator Rex
17.00 Fourssan l'Ahaggar
18.00 Journal télévisé amazigh
18.20 Takdar tarbah
19.00 Fi el taani salama
19.20 Familetina
20.00 Journal télévisé
20.50 Page spéciale Salon International du livre Algérie
21.15 Rana hana
22.30 Cookie - Film
00.00 Journal télévisé



20.45 Mystic River



Avec Sean Penn, Kevin Bacon, Tim Robbins, Laurence Fishburne
En 1975, alors qu'il joue avec ses amis Jimmy et Sean dans une rue de Boston, Dave, un enfant de 11 ans, est kidnappé. Il parvient à s'enfuir quatre jours plus tard. Les garçons se perdent de vue. Vingt-cinq ans après, Sean, devenu policier, enquête sur le meurtre de Katie, la fille de Jimmy. Son collègue Whitey porte ses soupçons sur Dave, l'une des dernières personnes à avoir croisé Katie dans un bar.



09.00 Bonjour d'Algérie (direct)
10.30 Chadjaret el sabar
11.00 Ezaafrania - Reportage
12.00 Journal en français
12.30 Massadjid oua tarikh
13.20 Prière du vendredi (direct)
13.45 Ahbab E'cheikh El Arbi Ben Sari
14.15 Réflexions
15.10 Les enfants de novembre
Film algérien révolutionnaire
16.40 Dessin animé
17.25 Néra, ombre et lumière
Reportage
18.00 Journal en amazigh
18.30 Chadjaret el sabar
19.00 Journal en français
19.30 Point culturel
20.00 Journal en arabe
20.45 Familetina
21.15 Entre parenthèse
22.45 Les porteuses du feu
Documentaire



20.45 Thalassa



- Brest, la porte de l'Atlantique
Présenté par Georges Pernoud
Brest vit toujours au rythme de l'océan mais la cité maritime a bien changé. Reportages : Les secrets de la rade. Ouverte sur la mer d'Iroise, la rade de Brest abrite des joyaux naturels insoupçonnés et des recoins inattendus comme un ancien tunnel de l'OTAN transformé en brasserie.



JEUDI



20.30 En direct avec les Français



Présenté par Gilles Bouleau
Deux ans et demi, jour pour jour, après son élection à la plus haute fonction de l'Etat, le président de la République est invité à s'exprimer sur son bilan de mi-mandat. Au cours de ce rendez-vous, réalisé en collaboration avec RTL, François Hollande répond aux questions de Gilles Bouleau concernant la politique intérieure mais aussi les problématiques internationales.



20.50 Envoyé spécial

Présenté par Guilaine Chenu, Françoise Joly



De vrais meubles en faux bois. Une table basse à moins de 20 euros, une penderie à 49 euros... deux meubles sur trois vendus en France sont en kit et à bas prix. Un marché de plus de trois milliards d'euros que se partagent quelques grandes enseignes. Enquête dans les usines en Pologne et en France • Mutuelles étudiantes : rembourser ! La Sécurité sociale de 1,7 million d'étudiants est confiée à une dizaine d'organismes spécialisés (LMDE, Smeno, Smerep, Mgel, Vittavi...).



20.55 World Invasion : Battle Los Angeles



Avec Aaron Eckhart, Will Rothhaar, Michelle Rodriguez
Des météorites sont tombées sur la Terre. Il s'agit d'une invasion extraterrestre. Les forces armées américaines se concentrent sur Los Angeles. Le sergent Nantz avait prévu de prendre sa retraite. Mais il est affecté à un nouveau bataillon où les soldats le voient arriver d'un mauvais œil.



20.55 Ray Donovan



Saison 1 - Episode 9 - Road Trip
Avec Liev Schreiber, Steven Bauer, Mary Mara, James Woods
Avi est chargé d'escorter Sully et sa femme, Catherine à Los Angeles mais le voyage n'est pas de tout repos. En chemin, Catherine passe un appel qui pourrait permettre au FBI de localiser Sully. Mickey est sommé par l'agent Van Miller d'interroger Sean Walker afin d'obtenir des aveux. De son côté, Ray demande à Barnes d'utiliser les preuves qu'il a contre Miller.

22.35 Lilyhammer



Saison 2 - Episode 4 - Nouvelles perspectives
Avec Steven Van Zandt, Trond Fausa Aurvag, Steinar Sagen
La municipalité décerne le prix du Citoyen à Frank pour l'ensemble de ses bonnes actions effectuées durant l'année écoulée. Torgeir est un peu vexé que son patron ne le cite pas dans son discours de remerciement. Lars Olafsen, un prestigieux homme d'affaires, entre rapidement en contact avec Frank pour lui proposer une collaboration.



VENDREDI



20.55 Koh-Lanta



Saison 13 - Episode 8
Présenté par Denis Brogniart
Sur l'îlot de Simban, la dernière ligne droite se profile. Face à l'enjeu, la belle amitié des garçons va exploser. Pour démarrer, le candidat éliminé lors de la précédente épreuve d'immunité des «Serpents» affronte le concurrent parti au dernier Conseil. Le plus résistant des deux l'emporte. Après la surprise de retrouver leurs proches, les aventuriers se mesurent lors d'une épreuve d'élimination au tir à l'arc, «Les Flèches cassées».



20.50 Deux flics sur les docks



- Sur la mauvaise pente
Avec Jean-Marc Barr, Bruno Solo, Mata Gabin, Liza Manili
Un jeune marginal est mort, écrasé par un funiculaire alors qu'il était enchaîné sur les rails. Parallèlement, un homme signale la disparition étrange de son voisin, un photographe amateur. Les enquêteurs Faraday et Winckler sont chargés d'élucider les deux affaires.



20.50 NCIS



Saison 11 - Episode 21 - Harcèlement
Avec Mark Harmon, Kelli Williams, Michael Weatherly, Sean Murray
Le corps d'un officier de la Navy a été retrouvé en pleine rue. En permission pendant une semaine, il avait pris un appartement en ville avec son ami Thomas Burke, engagé sur le même vaisseau. La victime avait récemment alerté la cellule spécialisée dans l'agression de l'une de ses amies, officier de marine. Gibbs et l'agent Maureen Cabot, qui dirige la cellule, l'interrogent sur les événements.

01.10 Sons of Anarchy



Saison 6 - Episode 7 - Mesures désespérées
Avec Charlie Hunnam, Ron Perlman, Katey Sagal, Maggie Siff
Les Sons commencent à reconstruire leur quartier général dans une boutique en centre-ville. Patterson continue de faire pression sur Nero afin d'épingler les Sons pour la fusillade de Nero. Jax veut trouver une solution pour la trésorerie du club.



20.55 La boîte à musique des Guignols



Créées en 1988 pour remplacer le JTN des Nuls, les marionnettes en latex des Guignols de l'Info parodient les grands faits de l'actualité internationale, politique, ou sportive en livrant leur analyse et leur décryptage. Pour célébrer le 30e anniversaire de la chaîne, les Guignols ont choisi la chanson. Depuis 1988, les célèbres marionnettes ont détourné plusieurs titres à grands succès. "We fuck the world" s'inspirait ainsi de la chanson caritative "We are the world", enregistrée en 1985 par le collectif USA for Africa.

23.10 Le Hobbit : la désolation de Smaug



Avec Martin Freeman, Luke Evans, Cate Blanchett, Richard Armitage
Bilbon, Thorin Ecu-de-Chêne, et le commando de nains rassemblés par Gandalf accompagnent le magicien dans la quête du trésor détenu par le terrible dragon Smaug. Alors qu'ils sont toujours poursuivis par des orques, Bilbon et ses compagnons se réfugient chez l'étrange Beorn avant de reprendre la route. Alors que Gandalf prend un chemin différent, Bilbon est de plus en plus attiré par l'anneau qu'il a dérobé à Gollum.



Bélier 21-03 au 20-04

Bien que votre moral soit en baisse, vous prévoyez de rebondir très rapidement et vous avez raison. La remontée vers la lumière est maintenant très proche...



Taureau 21-04 au 21-05

Bien que votre partenaire ou vos collaborateurs soient importants à vos yeux, vous éprouvez le besoin de prendre du recul. Repos et méditation sont au programme...



Gémeaux 22-05 au 21-06

Le travail devient très important depuis quelque temps, mais pensez à vos amis qui pourraient vous donner le recul nécessaire pour mieux avancer par la suite.



Cancer 22-06 au 22-07

Aujourd'hui, vos pensées vous emmènent sur la plus haute marche du podium, mais en avez-vous la capacité et les moyens? Et puis, tout en haut, on est souvent seul...



Lion 23-07 au 23-08

Les pieds bien ancrés sur le plancher des vaches, vous avez la tête dans les nuages et rêvez d'horizons lointains. Tapez "idées de voyages" dans le moteur de recherche.



Vierge 24-08 au 23-09

Il se peut que des pensées coquines vous traversent, mais vous pouvez leur donner corps en téléphonant à votre partenaire et en lui proposant un rendez-vous amoureux...



Balance 24-09 au 23-10

Vous possédez peut-être l'art, mais pas forcément la manière! Pour faire adhérer les autres à vos valeurs, n'est-il pas souhaitable de démontrer sans... tout démontrer?



Scorpion 24-10 au 22-11

Voilà une journée très studieuse ou très prolifique sur le plan socioprofessionnel. D'autant que vous savez vous mettre en valeur et donner la pêche à vos collaborateurs.



Sagittaire 23-11 au 21-12

Cette période d'introspection ou de solitude vous permet de vous recentrer et d'y puiser une nouvelle source d'inspiration dans le domaine artistique.



Capricorne 22-12 au 20-01

Quand l'ambiance familiale n'est pas satisfaisante, on a tendance à croire que les amis pourront combler nos manques, mais on est parfois déçu...



Verseau 21-01 au 18-02

Afin de faciliter votre ascension sociale, pensez à multiplier les contacts, à téléphoner ou à envoyer des mails aux personnes concernées...



Poissons 19-02 au 20-03

Un stage, une animation ou une formation vous permet de mettre en place de nouvelles sources de gains. N'ayez crainte d'entreprendre, d'innover et de proposer.

Jeux proposés par Chérifa Benghani

FLÈCHES N° 5461

↺	SANS FAÇON LEGUME	→									
		←	INFINITIF LOUPE	→					↺	BRIS DE VERRE GUITOUNE	
				↑	ARGON DOUBLE JE JURE	→				↓	
		←	PLATINE NEGATION ATTACHE	→			↑	ENLEVE MANCHE DE TENNIS	→		
		↺		↺	PETIT AVION TÉLÉCOM- MANDE, SANS PILOTE	→					
		←	PREPO- SITION TRES GRANDS	→							
	↑		MECHOUIS CHANT D'OISEAUX	↺				↺	JEU DE CARTE TRANSPIRA- TION		↑
									↓	PERDUES DANS	↓
									↺		
			SE FAIT AU MOIS	→						↓	
					↑			↑			
			POSSÈDE		STATION DE TRAIN OBTENU	↑		POISSONS PLATS GRANDE ECOLE	→		
				↓			↑				
			SECRET DE FEMME	→			EN TOUTE VITESSE		←	CONJONC- TION	
								←	ENDROITS VOIE	→	

ARROSOIR -
ATTRACTION -
BARRE - CHARME -
CIGOGNE -
COLLINE - COTE -
CRABE - DORMIR -
EMIGRATION -
EMOTION -
ENROLEMENT -
ENSEIGNEMENT -
EPEE - ETAT - FLAN
- FRAICHEUR -
GARANTIE - HAIE -
HONNEUR -
INEPTIE - LIESSE -
MAIN - MAISON -
MAXIMUM - MEDINA
- MINE -
ORCHESTRE -
PRECISER - QUOTA
- REPARER -
SONNER - SURETE
- TANNEE -
TOURISME -
TREPIGNER -
TREVÉ -
UTILISATION -
VACANCE - VOIR.

E	F	R	I	M	E	R	P	E	A	U	M	I	N	E
E	M	R	A	H	C	R	A	B	E	B	A	R	R	E
E	N	I	L	L	O	C	E	M	S	I	R	U	O	T
E	V	H	G	I	N	O	I	T	C	A	R	T	T	A
E	N	A	O	R	E	I	T	N	A	R	A	G	N	T
N	O	R	C	N	A	S	E	T	E	R	U	S	E	O
N	I	R	O	A	N	T	S	S	I	R	E	R	M	U
A	T	I	T	L	N	E	I	E	A	E	R	E	E	Q
T	A	O	E	D	E	C	U	O	H	N	T	N	N	E
A	S	S	I	O	E	M	E	R	N	G	S	N	G	N
N	I	O	T	R	E	V	E	R	T	I	E	O	I	G
I	L	R	P	M	P	O	F	N	N	P	H	S	E	O
D	I	R	E	I	E	I	L	I	T	E	C	I	S	G
E	T	A	N	R	E	R	A	P	E	R	R	A	N	I
M	U	M	I	X	A	M	N	O	I	T	O	M	E	C

Les 10 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :
- Mon 1er s'en va.
- Mon 2e grille une cigarette.
- Mon 3e est une céréale.
Mon tout est un magasin où l'on choisit les produits au pif.

	A	B	C	D	E	F	G	H	I	J
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

Horizontalement:

1. Ils sont hors norme.
2. Davantage. Mine défaite.
3. Deux à trois. Mis en morceaux.
4. Serre à son tour. Evacuations.
5. Pied dans l'eau. Dans sa course, il faut toujours un témoin.
6. Blanche à perte de vue. Auxiliaire de l'état.
7. Fait sandale. Réfuta à tort et à travers.
8. Trouble. Eminence.
9. Drogue qui se passe à la casse. Pourvu que ce soit lui !
10. Rigoureux. Préposition.

Verticalement:

- A. Religieux qui aiment jouer des tours !
- B. Mit au réservoir. Possessif.
- C. Romains. Cognent.
- D. Jeu de l'oie. Joindre les bouts.
- E. Grèèrent.
- F. Alias coco du milieu. Bande d'annonce.
- G. Vieux maître aux airs déplacés. Poteau.
- H. Etat de droit.
- I. Craquante.
- J. Cherchés exprès.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°5460

G	A	R	G	A	M	E	L	L	E
L	O	U	R	D	E		O	U	T
O	R	E	E		N	O	U	E	E
U	T		L	I	E	R	A		R
S	E	C	O	U	E		N	O	N
S		E	T	O		A	G	E	E
A	B	A	T		V	U	E		L
N	A	N	A	S		D	U	A	L
T		S	N	O	B	I	S	M	E
E	T		T	I	N	T	E		S

FLECHES N°5460

V	O	L	E	U	S	E	S
S	A	S		P	R	E	U
A	L		T	E		R	U
P	E	C	H	E	U	R	S
H	T		E		B	U	T
I		A		P	U	R	E
R	A	M	P	E		I	N
F	E	R		P	E	S	E
A		N	O	U	R	R	I
M	U		F		O	S	L
I	N	F	I	N	I		E
E	S		T	R	E	S	S

FOUILLIS N°5460 BAGARRE (Bah ! - Gare)

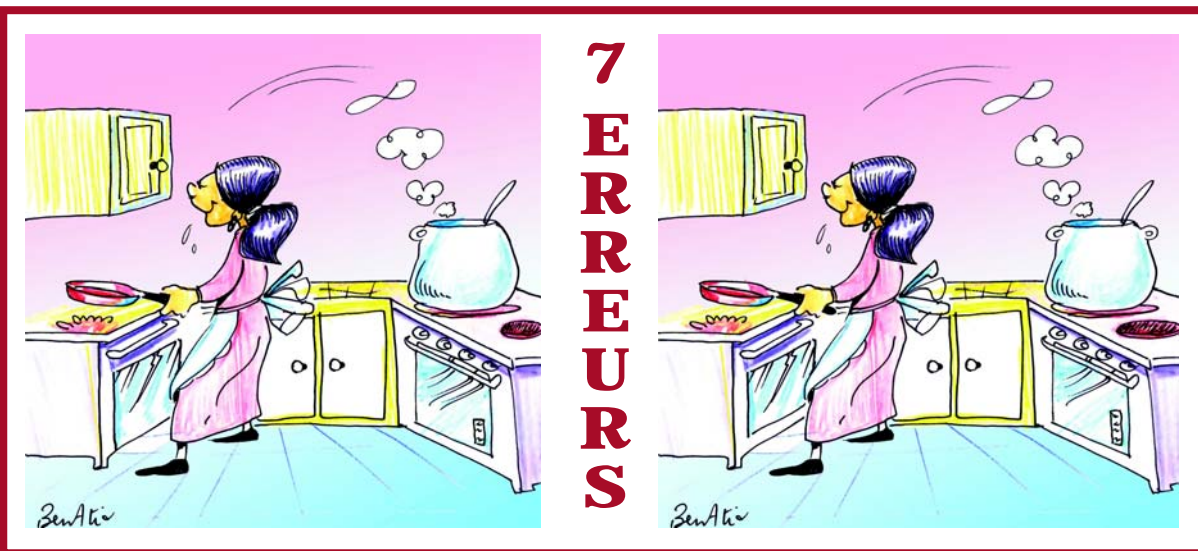
CODÉS N°5460

1	V	R	A	L	5	U	I	S	T	8	E	O	N	M	P
14	G	C	H	D	18										

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
I	U	G										
14												

2	13	5	1	10	9	5	2	10		
13	2	4		1	6		6	1	6	
5	4	7	7	9	6	6	9	8	5	
4		10		6	1	4	3	4		
7	2	4		10	4	8	4	2	7	
1	8		8	4	5	6		7	9	
4		15		6	5	9	6	4	6	
2	8	1	7		4	5	4	6		
7		12	4	6	6	1	8		14	
4	3	11		9		11	5	9	1	
10	1	8	4		9	8	1	6	4	
4	5	6		10	1	8	4		5	
8	4		6	1	12	4	7	4	7	
5		10	11	5	4	13		13	4	
	15	9	6	4	4	6		2	6	

CODÉS N°5461



Les socialistes français veulent la reconnaissance de l'Etat palestinien

Les députés du parti socialiste (PS) au pouvoir en France veulent que Paris reconnaisse l'Etat palestinien «pour obtenir un règlement définitif du conflit» avec Israël, a-t-on appris mardi de sources parlementaires. Ils préparent une proposition de résolution invitant le gouvernement à reconnaître l'Etat palestinien, qui pourrait être votée dans les prochaines semaines, ajoute-t-on. Dans une version provisoire de ce texte, obtenue par l'AFP, «l'Assemblée invite le gouvernement français à faire de la reconnaissance de l'Etat de Palestine un instrument pour obtenir un règlement définitif du conflit».

En cas d'accord, le texte pourrait être rapidement déposé à l'Assemblée. Le vote de l'Assemblée ou du Sénat ne vaudrait pas reconnaissance par le gouvernement mais il serait forcément très symbolique, après celui du Parlement britannique mi-octobre. Le chef de la diplomatie française Laurent Fabius avait déclaré à la mi-octobre que la France reconnaîtrait l'Etat palestinien «le moment venu», mais que cette décision devait être «utile à la paix».

Raid de Boko Haram contre une cimenterie Lafarge au Nigeria



A la faveur d'un nouveau raid sur une ville du nord-est du Nigeria, des membres présumés du groupe islamiste Boko Haram ont attaqué une importante cimenterie du groupe français Lafarge, dont le personnel avait pu être évacué. Les assaillants ont d'abord cambriolé une banque et fait exploser un commissariat de police dans la ville de Nafada, dans l'Etat de Gombe, un peu au sud de la zone où se concentrent les attaques du groupe islamiste, avant de s'en prendre à la cimenterie d'Ashaka, à une vingtaine de kilomètres de là, mardi après-midi.

Ces deux raids n'ont pas été revendiqués par Boko Haram. Le PDG de Lafarge, Bruno Lafont, a affirmé mercredi que «tout était retourné à la normale». «Lusine a été la cible d'une intrusion par des personnes qui étaient étrangères à la cimenterie. Il n'y a pas eu de blessé. Il n'y a pas de dégâts dans l'usine», a affirmé le patron du groupe.

Sévère sanction pour Obama

Les républicains ont remporté mardi les élections de mi-mandat aux Etats-Unis en prenant le contrôle du Congrès, un sérieux revers pour Barack Obama et ses alliés démocrates qui préfigurent deux années d'une difficile cohabitation. Les adversaires du président américain ont conquis le Sénat et renforcé leur majorité à la Chambre des représentants, ce qui les place en position de dicter l'agenda parlementaire jusqu'à l'investiture du successeur de Barack Obama. Leurs priorités seront économiques. Des dizaines de lois «pro-croissance» sont prêtes pour autoriser la construction de l'oléoduc Keystone XL entre le Canada et le Golfe du Mexique, doper la production de gaz naturel, aider les petites entreprises et réduire les réglementations. «Cette expérience de trop d'Etat a suffisamment duré. Il est temps de changer de direction! Il est temps de remettre le pays sur la bonne voie!», a annoncé après sa propre réélection le sénateur républicain Mitch McConnell, appelé à incarner en tant que chef de la majorité du Sénat l'opposition à Barack Obama.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

4 militaires tués dans une attaque contre leur bus en Tunisie

Quatre militaires tunisiens ont péri mercredi dans une attaque contre leur bus dans le nord-ouest de la Tunisie, a annoncé le ministère de la Défense à l'AFP, en évoquant une «opération terroriste».

«Quatre militaires ont succombé à leurs blessures. Douze personnes ont aussi été blessées, dont deux gravement» dans cette attaque qui a visé un véhicule transportant des militaires et leurs familles, a déclaré le porte-parole du ministère, Belhassen Oueslati. L'attaque s'est produite au niveau de Nebeur, entre les villes du Kef et de Jendouba, à quelques dizaines de kilomètres de la frontière algérienne, selon M. Oueslati. «Il s'agit d'une opération terroriste», a-t-il dit, sans pouvoir fournir de détails pour l'instant sur l'identité des assaillants ou leur nom-



bre. La Tunisie fait face depuis la révolution de janvier 2011 à l'essor d'une mouvance djihadiste armée responsable selon les autorités de la mort de dizaines de poli-

ciers et militaires. Les forces armées traquent depuis la fin 2012 des combattants djihadistes, en particulier dans la région du Mont Chaambi (centre-ouest).

L'ONU veut placer «Ansar Charia» sur sa liste noire

La France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis ont réclamé mardi à un comité du Conseil de sécurité d'ajouter les djihadistes d'Ansar Charia, actifs en Libye, à la liste noire «terroriste» des Nations Unies en raison de leurs liens avec Al-Qaïda. Ansar Charia a déjà été placé sur la liste noire des Etats-Unis pour son rôle dans l'attentat de septembre 2012 contre

la mission diplomatique américaine à Benghazi qui avait coûté la vie à quatre Américains, dont l'ambassadeur en Libye. Si la mesure est adoptée, elle gèlera les avoirs et biens des membres du groupe et les empêchera d'obtenir des visas d'entrée pour les pays membres de l'ONU. La requête avait été formulée en septembre par le ministre français des Affaires étrangè-

res Laurent Fabius qui avait alors qualifié la Libye de «poudrière terroriste». Dans leur demande au Conseil de sécurité, la France, le Royaume-Uni et les Etats-Unis réclament l'inscription de l'antenne d'Ansar Charia à Benghazi et celle de Derna sur la liste, en raison de leurs liens avec Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi) et avec d'autres groupes extrémistes.

Le baril de pétrole à 77 dollars

Les cours du pétrole coté à New York ont poursuivi leur chute mardi à New York, finissant à des plus bas depuis trois ans, dans un marché restant plombé par la décision saoudienne de baisser les prix de son brut vers ses clients américains. Le baril de «light sweet crude» (WTI) pour livraison en décembre a chuté de 1,59 dollar, à 77,19 dollars, sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), à son plus bas en clôture depuis le 3 octobre 2011. Le WTI est même tombé en cours d'échanges jusqu'à 75,84, un plus bas depuis octobre 2011 également en séance. «Les prix ont effacé une partie de leurs pertes en fin de séance, mais ils restent sous pression», a relevé Bob Yawger, de Mizuho Securities. L'annonce lundi par la compagnie nationale de pétrole et de gaz d'Arabie saoudite, Saudi Aramco, d'une baisse de ses prix de vente aux Etats-Unis a nettement ébranlé le marché du



brut. La nouvelle d'une hausse des prix vers l'Asie a été en revanche largement ignorée par les investisseurs.

Les Saoudiens doivent rivaliser de plus en plus avec le pétrole

issu du schiste, dont l'exploitation a fortement progressé ces dernières années notamment aux Etats-Unis et au Canada, conduisant à une explosion de la production américaine.

EDITORIAL

Par Yazid Alilat

WARNING SUR LES PRIX PÉTROLIERS

une donnée qui ne semble pas inquiéter outre mesure le gouvernement Sellal qui n'aurait même pas anticipé cette donne. Même si les calculs de la loi de finances restent scotchés sur un prix du baril à 37 dollars, et donc donnent assez de «mou» et de flexibilité au gouvernement pour gérer les «trous d'air» provoqués par des chutes brutales des cours du pétrole, le fond du problème est que l'Algérie dépense plus qu'elle ne gagne.

Pour cette loi de finances 2015, le gouvernement prévoit des dépenses allant jusqu'à 110 milliards de dollars, dont plus de 62 milliards de dollars pour le budget de fonctionnement se caractérisant en hausses des salaires des fonctionnaires. Fatalement, la chute des recettes pétrolières combinée à la hausse des dépenses de fonctionnement ne peut que déboucher sur les déficits, dont celui budgétaire prévu à 22% du PIB. Le problème en fait est que la chute du cours du brut est accompagnée par une stagnation, sinon une baisse des volumes exportés, et

donc une moindre valeur des recettes pétrolières, alors qu'en face les importations ne font que gonfler, provoquant dès lors de sérieux déséquilibres de la balance commerciale et accentuant de fait les déficits.

In fine, le gouvernement table sur ses «bas de laine» constitués par le FRR (Fonds de régulation des recettes, différence entre le prix du brut de référence de la loi de finances et celui réel sur le marché) pour poursuivre sa politique suicidaire selon des experts. Et particulièrement en maintenant une politique sociale qui coûtera en 2015 quelque 21 milliards de dollars au titre des transferts sociaux en provenance du budget de l'Etat, soit 9,1% du PIB et une hausse de 6,4% par rapport à 2014. C'est un peu ce que les observateurs appellent «l'achat de la paix sociale». Mais, au final, à quel prix lorsque les prix du brut seront encore, ce qu'on ne souhaite pas, orientés vers la baisse? A 80 dollars le baril, le prix de l'or noir était inquiétant, s'il descend au-delà des 70 dollars, cela deviendra vraiment préoccupant pour l'Algérie. Une réaction salutaire du gouvernement n'est, pour le moment, pas encore visible, ni de près ni de loin. D'autant que ce sont les revenus pétroliers qui sont directement menacés.

Djezzy : «l'impact de la 3G sur la société de la connaissance»

Djezzy a invité le Professeur Mustapha CHERIF, ex ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique qui a animé au siège de l'opérateur à Alger à la fin du mois d'Octobre une conférence-débat portant sur le thème «la société de la connaissance, l'impact de la 3G». Spécialement conçue pour Djezzy, l'orateur a présenté sa réflexion devant un auditoire constitué des cadres de l'entreprise, de Recteurs d'Universités et de Directeurs de Grandes Ecoles. L'ex ministre a lors de son intervention mis l'accent sur la nécessité d'une coopération étroite entre les entreprises et les universités pour mieux former et créer des passerelles entre elles pour une meilleure intégration socioprofessionnelle des diplômés universitaires.

Un fructueux et riche débat s'est engagé entre l'ex ministre et son auditoire sur plusieurs réflexions en rapport avec le thème développé. La conférence s'est clôturée par une séance dédicace du livre «Le défi du savoir en Algérie» édité par le conférencier à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance.

La Française Lydie Salvayre, prix Goncourt de littérature



La Française Lydie Salvayre a reçu mercredi le Goncourt, le plus prestigieux des prix littéraires français, pour «Pas pleurer», un roman sur la guerre d'Espagne, devançant les deux grands favoris, l'Algérien Kamel Daoud et le Français David Foenkinos. «Pas pleurer» a été choisi par les jurés au 5e tour, par 5 voix contre 4 au roman de Daoud, «Meursault contre-enquête». «Je suis très heureuse, je suis très émue», a dit Lydie Salvayre, les larmes aux yeux, en se faufilant dans la cohue des journalistes rassemblés au restaurant Drouant, dans le centre de Paris, où est traditionnellement décerné cette récompense.

Le roman de cette auteure française est hanté par la figure de l'écrivain Georges Bernanos et la voix de sa propre mère qui lui raconte au soir de sa vie l'insurrection libertaire de 1936 en Espagne. David Foenkinos, qui était l'autre grand favori du Goncourt, a obtenu le prix Renaudot, décerné dans la foulée, pour son roman «Charlotte», cri d'amour pour Charlotte Salomon, jeune artiste juive allemande assassinée à Auschwitz à 26 ans.